

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 31 Janvier 1935, à 14 heures

Le Corporatisme
en Italie

PAR

SOTIRIS AGAPITIDÈS

Lauréat de la Faculté de Droit d'Athènes

Président : M. WILLIAM OUALID

Suffragants { M. ACHILLE MESTRE
 { M. GAETAN PIROU

PARIS

LIBRAIRIE LIPSCHUTZ

4, Place de l'Odéon

1935

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 31 Janvier 1935, à 14 heures

**Le Corporatisme
en Italie**

PAR

SOTIRIS AGAPITIDÈS

Lauréat de la Faculté de Droit d'Athènes

Président : M. WILLIAM OUALID

Suffragants { M. ACHILLE MESTRE
M. GAETAN PIROU

PARIS
LIBRAIRIE LIPSCHUTZ
4, Place de l'Odéon

1935

*La Faculté entend ne donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

De tout temps et dans tous les pays, l'Etat, par le simple fait de son existence a plus ou moins dirigé l'activité privée. L'individu, en tant qu'entité économique, rencontre dans son effort à poursuivre son intérêt une série d'obstacles non seulement moraux et économiques mais aussi législatifs. Par ses services publics, économiques ou non, sa politique sociale, les tarifs, les impôts, etc..., l'Etat altère l'« harmonie économique » des économistes classiques d'une façon permanente et avec une intensité croissante.

Le libéralisme absolu, en effet, conduit à l'anarchie économique : le défaut de coordination entre le capital et le travail, entre la production et la consommation, renverse le « rythme naturel » de l'économie, d'après lequel la production devrait suivre les possibilités de consommation. A l'actuelle insuffisance de la dite coordination est due, sans doute, la coexistence d'une production surabondante qui ne trouve pas de débouchés et des besoins qui ne peuvent pas être satisfaits.

Si la crise économique que nous traversons n'est pas la crise du capitalisme, elle est certainement la crise de l'initiative privée, indisciplinée et irresponsable vis-à-vis de la collectivité et de l'Etat. Toutes les attaques contre le capitalisme reprochent au système économique d'aujourd'hui l'absence d'ordre et d'organisation.

Les économistes et les hommes d'Etat reconnaissent l'opportunité et même la nécessité de certaines interventions dans le domaine social et économique, comme une exigence de la vie en société.

Adam Smith, le fondateur de l'économie libérale, est lui-même, obligé de reconnaître certains cas qui imposent le sacrifice de la liberté économique de l'individu à l'intérêt général ou national.

Stuart Mill admet bien des cas dans lesquels l'individu ne connaît pas son intérêt, ou bien le connaît mais n'est pas à même de le réaliser, ou enfin cet intérêt personnel se trouve en opposition avec l'intérêt général. En effet, et c'est aussi la pensée de Le Play, souvent l'individu, faute de connaissances spéciales nécessaires, ne peut réaliser son intérêt. L'intervention de l'Etat est donc utile pour l'intérêt de l'individu aussi bien que pour celui de la collectivité.

Simon de Sismondi affirme que l'intervention de l'Etat dans le domaine économique ne rompt pas le « cours naturel des choses » pour la simple raison que ce « cours naturel » n'existe pas.

La proportion des économistes soutenant la thèse de l'intervention de l'Etat est aujourd'hui beaucoup plus considérable. M. Brocard (1), nous dit que presque tous les économistes français contemporains s'écartent plus ou moins du « libéralisme radicalement individualiste et antistatistique » et qu'il n'y a presque personne qui ne reconnaisse pas la nécessité de certaines interventions étatiques.

L'économiste anglais Keynes, libéral convaincu, dans son livre intitulé « La fin du laisser faire » et dans sa com-

(1) BROCARD, dans le livre italien « *Economia programmatica* », Florence 1933, p. 13-14.

munication au « National Liberal Club » de Londres en janvier 1927, a proposé l'intervention active de l'Etat pour résoudre les difficultés économiques de l'Angleterre, le pays libéral par excellence en doctrine et en pratique.

Retenau, dans son livre « Economie nouvelle » (2), écrit que l'« économie nouvelle ne sera pas une économie d'Etat, mais une économie privée soumise au jugement des pouvoirs publics ».

Werner Sombart (3), considère que le système capitaliste a commencé vers 1760 et a atteint son apogée avant la guerre mondiale; il le considère depuis 1914 comme entré dans une ère nouvelle : l'époque du post-capitalisme. Il affirme que le système capitaliste dominera encore pour longtemps, mais il subira de grandes transformations parmi lesquelles la plus importante sera la soumission aux limitations et aux interventions de la part des pouvoirs publics.

L'écroulement, en grande partie, des principes de la liberté économique a été provoqué par la guerre mondiale. M. Bottai (4), constate que « l'économie de la guerre a marqué le commencement de la transformation du monde économique capitaliste, qui a dû se plier à une discipline organique et unitaire et renoncer en grande partie au principe fondamental de la libre concurrence ». En effet, la guerre a renforcé le mouvement de contrôle et d'étatisation de l'industrie aboutissant dans presque tous les pays à un véritable socialisme d'Etat.

Après la guerre tous les efforts pour le retour à l'éco-

(2) G. ARENA, *Corporazione ed espansione economica*, p. 36.

(3) WERNER SOMBART, *L'apogée du capitalisme*, t. I, p. 7-8 et t. II, p. 523.

(4) PIROU, SOMBART, etc., *La crisi del capitalismo*, préface de M. G. BOTTAI.

nomie de l'avant-guerre ont tous échoué et l'intervention de l'Etat est depuis lors toujours présente. Les étatisations et les municipalisations, qui autrefois inspiraient la méfiance comme résultats de principes socialistes, évoluent continuellement. Il y a même l'exemple d'un pays qui a voulu renverser complètement la base de l'économie capitaliste. La vie économique russe — car il s'agit d'elle — évolue sur des principes qui nient toutes les lois économiques libérales, soit en supprimant le concept de la propriété privée, fondement du système économique jusqu'alors en vigueur, soit en renversant les principes de la production, de la circulation et de la distribution, soit en faisant de l'Etat un propriétaire, producteur ou commerçant (5).

Mais même dans les pays où le brusque renversement des principes économiques classiques n'a pas été recherché, on constate une tendance à confier certaines fonctions, propres à l'initiative individuelle, à l'activité des organes intermédiaires, publics ou quasi-publics, autonomes ou quasi-autonomes, ou encore à combiner les initiatives privées afin de réaliser les fins complexes de l'économie moderne (6).

La France a dû intervenir dans le domaine de la banque, de la production du blé, de la navigation, etc... L'Angleterre en dehors sa politique sociale et ses subsides aux chômeurs a pris des mesures protectrices pour son industrie, renonçant à son libre-échange traditionnel.

Les Etats-Unis d'Amérique voient leur économie profondément transformée par les nombreux décrets de l'expérience Roosevelt. L'Allemagne hitlérienne intervient

(5) NAPOLITANO : *Corso di Economia politica*, p. 34.

(6) ARENA : *Corporazione e espansione economica*, p. 32.

activement dans l'économie et se propose de donner au pays une nouvelle organisation où l'élément étatique aura une part considérable.

Mais c'est surtout l'Italie, qui à notre avis fait l'expérience la plus intéressante. Le fascisme depuis son avènement au pouvoir a voulu intégrer l'économie dans son organisation politique et rénover le capitalisme par sa formation corporative, que nous nous proposons d'étudier.

L'Italie est en train d'accomplir une des plus vastes expériences des temps présents. Considérant les difficultés actuelles, elle s'efforce de créer un système économique et social nouveau, qui s'écarte d'un côté des « aberrations » marxistes et de l'autre de l'« insuffisance » de l'économie libérale. Le corporatisme italien est une construction expérimentale. Il a élaboré progressivement sa doctrine, d'après l'expérience des faits, en empruntant aux autres systèmes tout ce qu'il a trouvé de vital et de compatible aux conditions de la péninsule. M. Mussolini a dit : « La force du fascisme consiste en ceci : Il prend la partie la plus intéressante de tous les programmes et il la réalise ». Ce caractère expérimental aide à comprendre certaines hésitations, lenteurs et déviations vers l'individualisme et l'étatisme. C'est ce qui explique que la doctrine économique du régime n'est pas véritablement complète et coordonnée (7).

Il serait très prématuré de donner un jugement sur la nouvelle organisation économique de l'Italie fasciste ; tout d'abord, parce que ses organes fondamentaux, les Corporations, viennent à peine d'être instituées ; ensuite, parce que, dès ses débuts, le plan mussolinien de la réor-

(7) GENTIZON : *Le fascisme et la propriété*, in « *Le Temps* », du 1^{er} octobre 1932.

ganisation économique se heurta à des difficultés considérables, dont la réaction inévitable des éléments hostiles et la grave crise que nous traversons ne sont pas les moindres, sans compter la situation économique de l'Italie qui reste tributaire de l'étranger pour tant de matières premières (8).

Nous constatons en tout cas qu'à l'étranger, même parmi les adversaires déclarés du régime fasciste, la proportion des approbateurs et des admirateurs de l'organisation corporative augmente d'une année à l'autre. Pour ne pas citer les opinions de tous les économistes qui approuvent le corporatisme italien. Nous nous bornons à citer à titre illustratif, l'opinion de Werner Sombart : « Je suis fermement convaincu — dit-il — que l'organisation corporative n'est pas une expérience, mais une anticipation certaine de ce que sera l'ordre économique de tous les pays. » (9).

Avant d'aborder notre sujet, croyons-nous utile d'ajouter un mot sur la science économique italienne.

Le professeur Robert Michels, dans son « Introduction à l'histoire des doctrines économiques et politiques » et dans une communication à la « Société d'Economie Politique de Paris » (10) montre que la contribution italienne aux sciences économiques a été toujours remarquable ; non seulement au Moyen-Age avec Saint Thomas d'Aquin, et à l'époque du mercantilisme avec Antoine Serra, mais même plus tard avec Genovesi et Gabiani et plus récemment avec Vilfredo Pareto et Maffeo Pantaleoni.

Les doctrines politiques et économiques italiennes, ins-

(8) BOREL : *L'expérience corporative en Italie*, p. 50.

(9) FANTINI : *L'impresa economica nella vita moderna*, p. 189.

(10) Robert MICHELS : *Dans le Journal des Economistes*, 15 avril 1920.

pirées par les conditions politiques et économiques du pays, se sont toujours imprégnées d'un critère anti-individualiste et unitaire. Le professeur Carlo Curcio affirme que le principe corporatif se trouve non seulement au Moyen-Age, mais aussi auprès d'une série de politiciens et philosophes italiens, comme Dante, Machiavel et Vico (11) et les plus grands hommes d'Etat italiens du XIX^e siècle.

Mais le Fascisme, qui prétend porter une contribution originale à la science avec ses réformes multiples, a, comme nous le verrons, des précédents italiens plus récents. En mettant à part l'influence de Manzini et du nationalisme de Corradini, on constate généralement qu'en Italie, de tout côté, l'intervention de l'Etat est reconnue nécessaire. Les libéraux, eux-mêmes, admettent beaucoup de cas d'intervention. Pareto, Pantaleoni et Einaudi ont, à plusieurs reprises, parlé de l'opportunité de cette intervention.

A la lumière de ces constatations et de ce que nous allons exposer par la suite, nous espérons démontrer que le Fascisme n'est pas un système sorti de la tête d'un homme, si prodigieux fût-il, mais la résultante de tendances constantes, émanant des conditions du milieu et du développement des idées d'esprits supérieurs. Car il serait inadmissible d'admettre qu'une transformation radicale des institutions, que le régime fasciste a réalisées pouvait donner des fruits appréciables sans le concours des circonstances qui pourraient la justifier.

(11) C. CURCIO : *Politica corporativa*, p. 10.

PRELIMINAIRE

LE MOUVEMENT FASCISTE

L'Italie, après quelques mois d'hésitation est intervenue en mai 1915 dans la guerre mondiale, triomphant des résistances internes — et principalement de la résistance socialiste — grâce surtout à l'active campagne menée par Mussolini dans son journal *Il Popolo d'Italia*.

Dans les années qui suivirent la signature de la paix, l'Italie traversa une des périodes les plus troubles de son histoire. En effet, aux conditions difficiles de vie déjà existantes, vint s'ajouter le terrible cortège de misères que la guerre entraîne inévitablement.

Les ouvriers revenus du front dans les usines, constituèrent un élément révolutionnaire. Les grèves devinrent incessantes. M. Nitti, président du Conseil, tenta vainement, en été 1919, de calmer l'agitation ouvrière.

Le socialisme, très puissant (surtout après les élections de novembre 1919), est dirigé par sa fraction communiste. Le désordre augmente et les grèves et les bagarres sont quotidiennes. La grande tentative de la révolution communiste produit la fameuse occupation des usines par les ouvriers à la fin d'août 1920. Mais les difficultés que les

ouvriers rencontrèrent dans le fonctionnement normal des usines eurent pour résultat des accords avec les patrons sous l'égide du président Giolitti; on peut dire que dès la fin septembre, malgré les efforts des extrémistes, l'expérience avait échoué (1).

Benito Mussolini créa le 21 mars 1919 à Milan le premier « fascio di combattimento », faisceau de combat. Les candidats de ce faisceau obtinrent dans la consultation de la fin 1919 très peu de voix. Pourtant, pendant les mois suivants de nouveaux faisceaux se constituèrent.

Jusqu'à l'automne 1920 le Fascisme fut surtout une organisation de propagande patriotique pour Fiume. Mais aussitôt après, profitant de l'échec du communisme italien, il prend parti contre le socialisme. Partout le fascisme groupe tous les mécontents de la guerre, qui sont principalement les anciens combattants et les classes moyennes. Les victimes du chômage — très développé dans les dernières années de l'époque pré-fasciste — et de la crise inévitable de l'après-guerre, fournissent des éléments nombreux aux cadres fascistes. Les étudiants et plus généralement les jeunes gens adhèrent facilement au mouvement par enthousiasme. Les industriels et les propriétaires font de même pour arrêter le courant communiste qui les menace.

Les fascistes, après les premiers mois de désordre, s'organisent et, armés et disciplinés, cherchent à s'imposer même par la violence. Ils attaquent les organisations syndicales, politiques ou économiques, des socialistes et les bureaux de leurs journaux.

Les élections de mai 1921 portent au Parlement 32 fas-

(1) R. PINON : *L'Europe contemporaine*, p. 208-210.

cistes avec leur chef. Dans une des premières séances de la nouvelle législature, en juin 1921, le député Mussolini prononce un discours violent, que l'on peut considérer comme un programme. Il veut l'Etat fort, capable de diriger et d'élever le peuple, de former des lois et de les faire respecter (2).

Mais c'est au congrès de Rome, du mois de novembre 1921 que les faisceaux de combat se transforment en vrai parti politique. Ce congrès ne rédige aucun programme pour le nouveau parti; il se borne à déclarer que ses principes étaient ceux qui avaient été exposés par M. Mussolini dans son discours.

Le grand congrès fasciste du 24 octobre 1922 précise ses revendications politiques. La force du mouvement, l'indécision et la faiblesse du gouvernement Facta contribuent au succès de la « marche sur Rome » des chemises noires du 28 octobre 1922. Le Roi appelle au pouvoir M. Mussolini et l'Ere fasciste commence.

Pendant les premières années fascistes les autres partis collaborent avec le parti gouvernant ou le combattent; mais la prépondérance fasciste est très nette. Un peu plus tard, au commencement de 1925, après une aventure dangereuse, le Fascisme élimine les autres partis politiques et s'identifie avec l'Etat italien.

Seul le parti nationaliste, dont le programme se rapprochait par certains points essentiels au programme fasciste a trouvé grâce devant M. Mussolini, qui d'ailleurs l'a soumis et le fit absorbé par le parti fasciste. Ainsi le parti nationaliste disparaît et son chef, Corradini, devient sénateur. D'autres illustres nationalistes, comme Alfredo Rocco et

(2) SOLMI : *La genesi del Fascismo*, p. 42.

Luigi Federzoni, deviennent très vite collaborateurs éminents du régime fasciste. Le parti dominant s'appelle désormais Parti National-Fasciste et le nationalisme exerce son influence sur l'orientation politique du Fascisme. Sur ce terrain nous pouvons dire avec M. Paul Gentizon (3) que « le Fascisme a donné aux italiens, qui hier encore n'étaient qu'une poussière d'individus sans cohésion, un idéal capable de les grouper, de les unifier, de les fusionner en une force compacte ».

A son avènement le Fascisme fut jugé, spécialement à l'étranger, comme un phénomène de pure et simple réaction aux tendances libérales des peuples modernes. C'est pourquoi on l'a considéré comme une preuve d'immaturité politique du peuple italien, par conséquent comme un phénomène de transition (4). En effet le fascisme n'a pas été présenté comme une doctrine; M. Mussolini a déclaré explicitement à ses amis, quand il les a convoqués en mars 1919 qu'« il n'avait pas dans son esprit un plan doctrinal concret ». Le programme d'action fasciste était (5) d'une tendance démagogique et révolutionnaire et avait la forme d'un collectivisme atténué, avec proclamation des idées extrêmes qui lui servirent à réunir sans difficulté les jeunes gens enthousiastes et les mécontents de la guerre.

Il y a un véritable abîme entre le programme et les réalisations fascistes. Le régime a pu se dégager de son premier aspect démagogique et introduire de grandes réformes, qui, souvent, sont la mise en valeur des tendances qu'il a voulu combattre ; ainsi on peut, comme on l'a soutenu, opposer à deux moments de son histoire le Fascisme à lui-même.

(3) P. GENTIZON : *Rome sous le faisceau*, p. 220.

(4) SOLMI : *La genesi del Fascismo*, p. 17-18.

(5) NITTI : *Bolchevisme, fascisme et démocratie*, p. 66.

Après avoir rétabli l'ordre interne, il s'est débarrassé de tous les anciens partis politiques et il a institué sa dictature, à laquelle il a donné une forme constitutionnelle. Mais, comme l'observe M. Joseph Barthélemy (6), le régime fasciste constitue une dictature qui a créé une doctrine propre à lui et « ce qui fait l'intérêt du Fascisme, c'est précisément qu'il a une doctrine qui nous permet, par une facile confrontation, de contrôler la nôtre ».

La Révolution fasciste prétend, en effet, n'être pas seulement un mouvement violent pour substituer un régime à un autre; elle désire surtout instaurer un nouvel ordre politico-économique et social (7).

On se demande si le Fascisme est révolutionnaire ou conservateur. On n'y peut vraiment répondre par un simple « oui » ou « non ». Il y a certains aspects où le régime fasciste est très conservateur, comme par exemple dans son attitude envers la famille et la religion. Il y a d'autres aspects où il se présente progressif et innovateur, comme dans sa politique sociale et dans son organisation politico-économique et syndicale-corporative.

Nous étudierons en détail la partie économique de sa doctrine et l'organisation syndicale et corporative du régime. Mais nous ne pouvons passer sous silence sa doctrine politique, car elle se rattache étroitement à notre sujet. C'est pourquoi nous lui consacrons quelques pages, que nous faisons précéder notre étude principale.

(6) JOSEPH BARTHÉLEMY : *La crise de la démocratie contemporaine*, p. 17.

(7) RONCHI : *Mussolini economista della Nazione*, p. 36-37.

Première Partie

L'économie corporative dans l'Etat fasciste

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT FASCISTE ET SA DOCTRINE

I. — NATIONALISME ITALIEN ET FASCISME

Le Fascisme a placé l'Etat sur des bases nouvelles; de là découlent les principes qui déterminent le rôle de l'Etat fasciste.

La doctrine politique du Fascisme a été développée surtout par M. Alfredo Rocco, dont nous suivrons la pensée dans cette analyse. Ces idées M. Rocco et ses amis les avaient émises bien avant l'avènement du nouveau régime et même avant l'apparition du mouvement mussolinien. Nous les trouvons en 1914 à l'occasion du 3^e congrès nationaliste de Milan (1). M. Rocco, devenu collaborateur de M. Mussolini a su transporter et adapter ces idées à l'esprit fasciste.

La société humaine pour le nationalisme fasciste n'est

(1) ROCCO, CARLI, etc. : *Nationalismo economico*, Milan, 1914.

pas une réalité sociale. La seule réalité sociale existant dans le monde moderne est la nation, c'est-à-dire l'ensemble de tous les individus qui à travers les générations successives se rattachent d'une façon stable à un territoire déterminé et qui, par la communauté de l'origine ethnique, de la langue, des traditions et des intérêts, ont acquis la conscience qu'ils appartiennent à une collectivité unique (2).

Cette société nationale se présente donc comme une unité morale, politique et économique, et constitue une réalité distincte des individus qui la composent, elle a des buts qui lui sont propres, qui diffèrent de ceux des individus et qui leur sont supérieurs. Le droit et le devoir de la conservation, du perfectionnement et de l'expansion sont les buts impérieux de la société nationale (3).

La personnification juridique de la Nation est l'Etat. C'est lui qui unifie et organise la société nationale, qui ne saurait exister sans lui et en dehors de lui. L'Etat, en un mot, réalise intégralement la nation.

L'Etat conçu de cette manière s'oppose radicalement à l'Etat libéral. Tout d'abord l'Etat n'est pas une fonction de l'individu. L'individu n'est pas la fin et l'Etat le moyen. Bien au contraire les termes se renversent. Dans le Fascisme l'Etat est la fin et l'individu le moyen. Tandis que la société, dit le Fascisme, vit continuellement pour poursuivre ses buts suprêmes, les individus cèdent toujours leur place aux nouveaux venus.

(2) C'est le sens de la déclaration I de la Charte. Mais le Programme-Statut du Parti Fasciste (1921), comprenait aussi un article qui donne cette idée : « La Nation n'est pas simplement la somme des individus ni l'instrument des partis pour leurs fins; elle est la synthèse suprême de toutes les valeurs matérielles et immatérielles de la race ».

(3) PRELOT : Dans les « *Mélanges R. Carré de Malberg* », p. 440.

Si les individus ne sont que des « moyens », ils sont cependant les instruments nécessaires des finalités sociales (4). L'Etat pour mieux employer ces « moyens » proclame le travail un « devoir social ». Il n'y a plus de droits individuels. Le Fascisme ne voit que des devoirs individuels et des concessions étatiques. Par cette conception la doctrine fasciste subordonne l'individu — sans l'anéantir — car le développement et la prospérité des individus de chaque génération est une des conditions essentielles de la prospérité de l'unité sociale toute entière.

Manzini pensait à peu près comme les fascistes. A l'instar d'eux il concevait l'individu comme un moyen soumis à l'obligation de se sacrifier chaque fois que l'idéal national l'exige.

D'après ce qui précède il est évident que la théorie de Rousseau, selon laquelle la société résulte d'un contrat conclut entre ses membres — qui se trouveraient jusqu'à sa conclusion à l'état de nature — est rejetée par le Fascisme. La théorie du contrat social nie, en effet, que l'Etat ait une raison qui lui soit propre et indépendante de celle des individus qui le composent. L'Etat étant la somme des volontés individuelles ne peut pas avoir des intérêts différents de ceux de ses membres et encore moins des intérêts contraires. La différence donc entre les deux théories est frappante.

Pour la doctrine nationale-fasciste, les doctrines précédentes (libérales et socialistes) sont matérialistes et leurs conceptions sont anti-historiques, car elles prennent la société dans l'espace et non dans le temps et la réduisent ainsi à la vie d'une seule génération. La vérité est, disent

(4) DEVRIENT : *L'organisation syndicale et corporative en Italie*, p. 24-25.

les fascistes, que le patrimoine spirituel et matériel que chaque génération reçoit de celles qui la précèdent est développé et transmis par elle aux générations futures (5).

L'Etat personnifiant un si vaste patrimoine national devient souverain. Au principe de la souveraineté populaire le Fascisme substitue celui de la souveraineté étatique. « L'Etat fasciste, affirme M. Rocco, est vraiment souverain, car il domine toutes les forces qui existent dans le pays et les soumet à sa discipline ». La formule mussolinienne est plus frappante encore. Le Duce a déclaré le 28 octobre 1925 : « Tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat. » Rien d'humain et même rien de spirituel n'existe et n'a de valeur en dehors de l'Etat. Tout existe au sein de l'Etat et tout est soumis au pouvoir de l'Etat fasciste.

L'Etat fasciste devient ainsi « totalitaire ». La conséquence de cette conception est l'extension indéfinie des prétentions de l'Etat; celui-ci peut et doit diriger l'activité nationale dans tous les domaines. Rocco écrit à ce propos : « L'Etat fasciste est celui des Etats qui réalise l'organisation de la société au maximum de puissance et de cohésion. Dans tous les domaines de la vie collective il a sa fonction propre et sa volonté propre. L'Etat fasciste a sa morale, sa religion, sa mission politique dans le monde, sa fonction de justice sociale, enfin sa fonction économique. C'est ce programme considérable que le fascisme traduit en disant qu'il est *totalitaire* en voulant par là exprimer qu'il entend embrasser toute l'activité de l'homme. Sur chaque point il a sa doctrine, son idée, son programme ».

La fin que se propose l'Etat fasciste est en un mot la

(5) MEZZETTI : *Alfredo Rocco*. pages 250-251.

grandeur de l'Italie. Celle-ci d'ailleurs, observe M. Nitti (6) a toujours été la politique fondamentale de la plupart des gouvernements absolus.

Puisque l'Etat-Nation du Fascisme est la synthèse des générations passées, présentes et futures, il est de son devoir de redonner à la patrie italienne tous les territoires jadis en sa possession. Le Fascisme engendre plus généralement une tendance d'expansion nationale, qui vise à pourvoir aux nécessités du développement des générations à venir (7).

Mais le Fascisme, doctrine nationaliste, n'est pas comme l'hitlérisme une doctrine raciste. Mussolini lui-même a déclaré que la race n'est pas une réalité mais un sentiment et que « ce sont les croisements heureux qui souvent ont produit la force et la beauté d'une nation. Même les juifs ne sont pas demeurés sans mélange » (8). Mussolini, paraît-il, croit fermement à cette idée et n'est pas antisémite. En plus, comme on le sait, il encourage spécialement les mariages des italiens du nord avec ceux du midi pour ce « croisement heureux ».

II. — FASCISME ET RÉGIME LIBÉRAL-DÉMOCRATIQUE

Le Fascisme appelle l'Etat qu'il a détruit « Etat démocratique », car il y distingue deux éléments principaux qu'il repousse : le libéralisme et la démocratie (9). Ces négations, écrit Mussolini (10), ne doivent cependant pas faire

(6) FRANCESCO NITTI : *Bolchevisme, fascisme et démocratie* p. 55.

(7) FERRARI : *Le régime fasciste italien*, p. 67.

(8) LUDWIG : *Entretiens avec Mussolini*, p. 83.

(9) BARTHÉLEMY et DUEZ : *Traité de Droit Constitutionnel*, p. 260.

(10) B. MUSSOLINI : Le mot « fascisme » dans la *Nouvelle Encyclopédie italienne*.

croire que « le Fascisme veut repousser le monde à ce qu'il était avant 1789 ». Sur ce point et dans bien d'autres, comme nous le verrons, le Fascisme ressemble au Bolchevisme, ce dernier étant également antilibéral et antidémocratique.

A) D'après la doctrine fasciste les droits existent en tant qu'il l'Etat les déclare et en vertu de cette déclaration ; l'Etat est la seule source du droit et la seule source de la justice. Puisqu'il n'y a pas de droits naturels personne ne peut contester la légitimité des dispositions de l'Etat (11). Comme tous les droits, la liberté est une concession de l'Etat qui ne la reconnaît que si elle est conforme aux intérêts sociaux. Car la liberté du citoyen dans l'Etat fasciste perd tout caractère individualiste et comme les autres activités individuelles elle s'exerce dans l'Etat et pour l'Etat (12). D'après la formule de M. Rocco : la liberté, qui est un principe pour le libéralisme, devient une méthode pour le Fascisme.

M. Mitzakis (13) pense que le peuple italien n'a jamais eu une tradition libérale, comme les pays anglo-saxons, et que pour cela il ne souffre peut-être pas beaucoup de la perte des libertés politiques.

Citons quelques lois entravant certaines libertés :

a) Le décret du 10 juillet 1924 et la loi du 31 décembre 1925, qui limitent la liberté de la presse. b) La loi du 24 décembre 1925 qui a supprimé les sociétés secrètes commé contraires à l'unité de l'Etat. c) La loi du 6 novembre 1926 sur la sûreté publique et la création du Tribunal de Défense de l'Etat (loi du 25 novembre 1926).

(11) FERRARI : *op cit.*, p. 69.

(12) MIELE : *Lo Stato corporativo e l'individuo*, p. 21.

(13) MITZAKIS . *Les grands problèmes italiens*, p. 54.

B) Le Fascisme est contre la démocratie. « La masse pour moi, — dit M. Mussolini (14) — n'est rien d'autre qu'un troupeau de moutons tant qu'elle n'est pas organisée. Je ne suis nullement contre elle mais je nie seulement qu'elle puisse se gouverner elle-même ». Nous avons vu que le Bolchevisme, aussi est anti-démocratique. Mais tandis que le Bolchevisme, écrit le professeur Guido Bortolotto (15), est contre les tendances démocratiques, parce qu'elles « représentent encore un résidu de l'autorité étatique, le Fascisme leur est contraire, parce qu'elles ne représentent pas suffisamment le principe de l'autorité de l'Etat ».

Pour justifier le manque d'une forte opposition à cette conception fasciste, M. Trentin (16) observe que ce qui a manqué à l'Italie avant l'avènement du Fascisme, c'est l'éducation démocratique, le complet développement de la conscience démocratique. L'Italie, en effet, n'a connu le suffrage universel qu'à dater de 1912.

En parlant de la Chambre corporative nous verrons qu'aujourd'hui le droit de vote n'est accordé qu'au citoyen italien qui participe à la vie nationale comme producteur ou contribuable. M. Mussolini a déclaré dans un de ses discours : « Je considère comme absurde qu'un homme, uniquement parce qu'il arrive à sa vingt et unième année, se voit conférer le droit de vote; doivent participer à la direction de l'Etat ceux qui travaillent, produisent et apportent une collaboration quelconque à l'Etat en faisant œuvre individuelle ».

(14) LUDWIG : *op. cit.*, p. 131.

(15) G. BORTOLOTTI : *L'Etat et la doctrine corporative*, p. 9.

(16) TRENTIN : *L'aventure italienne*.

III. — LE POUVOIR EXÉCUTIF DANS L'ÉTAT FASCISTE

Etat souverain signifie, avant tout, dans la doctrine fasciste gouvernement fort, car le gouvernement s'identifie avec l'Etat. La décadence du pouvoir exécutif, disent certains écrivains, c'est la décadence de l'Etat; l'intérêt public impose l'existence d'un pouvoir exécutif fort, vérité reconnue toujours, surtout en temps de grandes épreuves comme celles de la guerre. Mais même aujourd'hui, dit-on, nous avons besoin d'un exécutif puissant (17).

De tout côté, en effet, on cherche à reformer l'Etat actuel. Le régime libéral et démocratique admet de tout temps et partout qu'aucun des trois pouvoirs — législatif, exécutif et judiciaire — ne doit prévaloir sur les autres; mais en réalité dans la pratique c'est le pouvoir législatif et plus spécialement la Chambre des députés qui l'emporte. Et cela dans une époque où les rapides transformations économiques et sociales de notre temps réclament une activité gouvernementale continue et intense. Il était donc nécessaire, dit M. Rocco, de reporter l'exercice du pouvoir réglementaire dans sa sphère originale (statut de Charles-Albert de 1848) pour permettre au gouvernement d'exercer cette activité (18).

La réforme constitutionnelle fasciste cherche à renforcer le gouvernement et à donner au pouvoir exécutif la prédominance. Ainsi le régime est caractérisé par la force de son pouvoir exécutif et l'Etat fasciste, d'après l'expression de M. Panunzio, devient un Etat gouvernemental ou

(17) Relazioni e proposte della commissione per lo studio delle riforme costituzionali, p. 74.

(18) Rocco dans la *Revue Economique Internationale*, 1932, p. 238.

autarchique, qui s'oppose à l'Etat parlementaire (Etat démo-libéral).

Tout d'abord le gouvernement se libère de la dépendance du parlement. Ainsi le Fascisme rétablit le principe statutaire italien, d'après lequel le gouvernement est l'émanation du pouvoir royal et non du Parlement.

Une série de lois élargit les attributions du gouvernement et principalement de son chef :

a) La loi du 31 janvier 1926 accorde au pouvoir exécutif « la faculté d'établir de règles juridiques » ; elle confère au gouvernement l'exercice de la fonction législative par le moyen des décrets-lois même dans le domaine normalement réservé au Parlement. L'Italie, d'ailleurs, avait déjà avant le Fascisme pratiqué le système des décrets-lois.

b) La loi du 24 décembre 1925, « sur les attributions et les prérogatives du chef du gouvernement » (Capo del Governo), accorde au président du Conseil italien une situation extraordinaire. Celui-ci devient le vrai chef de ses collaborateurs. Il n'est nullement le « primus inter pares ». Les ministres sont en réalité ses délégués. Sa primauté est totale et absolue; c'est lui qui dirige et coordonne l'action des ministres, qui sont responsables envers lui. La réunion du conseil des ministres n'a plus l'importance traditionnelle. Elle ne constitue qu'une sorte d'audience où le chef reçoit les rapports des ministres et leur donne des directives (19) (20). Aucune question ne peut être mise à l'ordre du jour d'une des deux chambres sans l'approbation préalable du « Capo del Governo ».

(19) LESCURE : *L'Etat fasciste*, dans la « *Revue de Paris* », Octobre 1929, p. 753-54.

(20) FERRARI : *op. cit.*, p. 190.

M. Joseph Barthélemy commentant la place que le chef du gouvernement occupe dans le régime fasciste, fait remarquer qu'aucun président du conseil des Etats constitutionnels européens ne possède des pouvoirs et des facultés si étendus.

M. Lescure (1) note que l'Italie a vécu pendant le XIX^e et le commencement du XX^e siècle sous un régime presque dictatorial. Le président du conseil avait en Italie une situation particulière. Il ajoute que le Fascisme peut, à bien des égards, invoquer cette tradition italienne en établissant cette autorité considérable du président du conseil.

Pour maintenir étroit le lien entre l'état et les communes, le Fascisme a aboli des institutions classiques, du Maire (Mindaco) et du Conseil Municipal, qui étaient désignés par des élections; leurs pouvoirs respectifs ont été conférés à un nouvel organe qui s'appelle « Podestà » nommé par décret royal pour cinq ans et révocable. La loi du 4 février 1926 (n° 237), qui concerne la nouvelle institution introduit, à côté du Podestà, un organe purement consultatif, la Consulta Municipale. Les lois et les décrets sur l'organisation des communes et des provinces ont été fondus dernièrement, dans le décret royal du 3 mars 1934 (n° 383). Le procédé de la nomination paraît plus conforme à l'idée de la représentation statocratique (qui remplace le principe de la représentation du peuple) que celui de l'élection. (22)

On compare souvent le fascisme italien avec le césarisme français, car lui aussi, comme le Fascisme, outre la diminution de la forme du Parlement, a étendu les attri-

(21) LESCURE : *op. cit.*

(22) GIOFFI : *Istituzioni di diritto corporativo*, p. 30.

butions des préfets et a détruit les autonomies locales (23). Mais ils ont des traits différents et mêmes opposés. Nous nous bornons à noter que le fascisme repousse la démocratie, qui paraît avoir les préférences du césarisme.

IV. — LA CHAMBRE CORPORATIVE

M. Joseph Barthélemy (24) observe qu'une des particularités du Fascisme est le fait qu'il a conservé les cadres, les dénominations et dans une certaine mesure les apparences du régime antérieur.

En effet, l'Italie nouvelle conserve, malgré les réformes radicales du régime fasciste et les nouveaux organes qu'elle a institués, son Roi, son Sénat et sa Chambre des Députés.

Le roi est le chef de l'Etat et son consentement est nécessaire pour la formation des lois; c'est lui qui nomme, sur la présentation du Grand Conseil Fasciste, le chef du gouvernement.

Le Sénat reste l'un des organes du Parlement italien. Ses membres, qui sont inamovibles, continuent à être nommés par le roi. Mais il est évident que depuis la création de l'Etat fasciste, tous les nouveaux sénateurs sont fascistes. Le Fascisme, dans sa première phase, a pensé à transformer le Sénat en Chambre Corporative, mais dès lors, c'est à la Chambre des Députés que le régime a cherché à appliquer son principe de la représentation corporative.

L'idée de la représentation des intérêts est déjà assez

(23) SFORZA (Conte) : *Dictateurs et dictatures d'après-guerre*, p. 324.

(24) JOSEPH BARTHÉLEMY : *La crise de la démocratie contemporaine*, page 30.

vieille. L'Etat qui se baserait sur cette représentation aurait, dit-on, plus de compétence pour comprendre et résoudre les problèmes économiques qui aujourd'hui dominant l'action étatique. Le parlementarisme est le régime de la discussion des idées, le syndicalisme (car les intérêts se représentent par les syndicats) est le régime de la discussion des intérêts. Un régime qui ignore les intérêts ne peut pas les gouverner. Les députés et les sénateurs représentent en effet, eux-mêmes, des intérêts, mais ces intérêts sont en désordre (25). La chambre a pour première mission celle de collaborer avec le gouvernement à la confection des lois, en se faisant l'interprète des divers groupes sociaux, qui représentent la réalité économique du pays.

Parmi les auteurs qui soutiennent cette thèse, les uns proposent la substitution de la représentation économique à la représentation parlementaire, les autres l'invoquent comme un complément au système existant.

En France la représentation des professions et des compétences a été soutenue par Duguit, Paul-Boncour, Benoist etc. Duguit écrit « Toute force économique est constitutive de force politique. L'organisation politique doit nécessairement correspondre aux forces économiques ». Le résultat est que le syndicalisme, force économique, doit devenir force politique et constituer ainsi au parlement une représentation syndicale (26).

En Italie depuis 1876 le fonctionnement defectueux du Parlement a conduit beaucoup d'auteurs et de politiciens à soutenir l'idée de la représentation économique. Parmi les écrivains qui ont proposé ce système nous cite-

(25) Henry de JOUVENEL : *Pourquoi je suis syndicaliste*, p. 43-44.

(26) GIDEL : *Cours de doctorat 1933-1934*, p. 375.

rons Ballerini et surtout Persico, qui, dans son livre « *Le rappresntanze politiche e amministrative* » publié en 1885, soutient que c'est une erreur de croire que l'Etat se compose des seuls individus. D'autre part, le Congrès Nationaliste de Rome en mars 1919 invoquait une réforme du Sénat dans le sens corporatif.

Venons aux réalisations fascistes. L'Italie fasciste a fait avec sa loi du 17 mai 1928 un premier pas vers la représentation corporative dans la Chambre des députés. Mais le gouvernement se propose de transformer radicalement cette institution et de doter le régime d'une véritable Chambre corporative. Il affirme que la Chambre des députés actuelle, qui date du printemps 1934, sera la dernière (elle est, du reste, la seconde chambre élue d'après le système de la loi de 1928) et que la prochaine sera la réalisation de la nouvelle réforme constitutionnelle, qui constituera la troisième phase de la Révolution fasciste. Cette réforme se basera profondément sur les institutions que la première phase, appelée syndicale, a introduites, et surtout sur les organes que la deuxième, dite corporative, vient d'instituer. En se basant sur les discours du Duce et des représentants les mieux autorisés du régime, on peut dire que dans la Chambre corporative, qui peut très bien être le Conseil National des Corporations, modifié convenablement, seront représentés les Corporations et le Parti fasciste.

Voici les paroles prononcées par le chef du Fascisme dans son discours fameux du 14 novembre 1933 devant le Conseil des Corporations : « Il est parfaitement concevable qu'un Conseil National des Corporations substitue « *in toto* » la Chambre des députés actuelle. La Chambre des députés ne m'a jamais plu. Au fond, cette Chambre est

aujourd'hui un anachronisme, par son titre même. C'est une institution que nous avons trouvée et qui est étrangère à notre mentalité et à notre passion de fascistes. La Chambre présuppose un monde que nous avons démoli; elle présuppose une pluralité de partis, elle est souvent et volontiers l'obstacle à la diligence. Du jour où nous avons annulé cette pluralité la Chambre des députés a perdu le motif essentiel pour lequel elle existe ».

Le professeur Guido Bortolotto, (27) commentant cette partie du discours du Duce, écrit : « De la même façon qu'avec la création du Grand Conseil Fasciste le libéralisme politique a été enseveli et avec la création des Corporations le libéralisme économique, de même avec la substitution du Conseil National des Corporations à la Chambre des députés sera enseveli le libéralisme parlementaire ».

Mais quel est le système de la loi de 1928, qui ne satisfait même pas ses créateurs. Cette loi est assez souple et suppose trois collaborations :

1° Les candidats à la Chambre sont présentés par les associations syndicales, les organisations patriotiques, etc. Celles-ci ont le droit de désigner le double du nombre des futurs députés.

2° Le Grand Conseil Fasciste choisit ensuite 400 parmi ces personnes mais il a le droit de prendre des candidats même en dehors des listes des associations. La liste arrêtée par le Grand Conseil est publiée au journal Officiel et affichée dans toutes les communes.

3° Le vote a lieu le troisième dimanche qui suit la publication. Les électeurs expriment leur suffrages par « oui »

(27) Dans la « *Rassegna Italiana* », Avril 1934.

ou « non ». La liste des candidats est unique pour toute l'Italie. Il s'agit alors d'un plébiscite électoral.

A défaut d'approbation de la liste du Grand Conseil, c'est-à-dire si la liste n'a pas concentré la moitié, au moins, des voix, une seconde consultation est prévue. Les listes doivent être dressées par les associations et organisations qui ont au moins 5.000 membres. Sont élus alors les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. Mais ce cas n'a pas été envisagé en pratique, car les listes du Grand Conseil pendant les deux élections qui ont eu lieu d'après le système de la loi de 1928, ont concentré une majorité formidable.

Est électeur tout citoyen italien ayant 21 ans ou même 18 ans mais marié et père de famille, qui paie une contribution syndicale ou un cens minimum, qui est fonctionnaire de l'Etat ou des établissements publics, ou enfin qui appartient à un culte admis par l'Etat.

L'observation générale que nous avons à faire à propos de l'organisation de la Chambre Corporative est que cette nouvelle institution ne réalise pas d'une façon complète les rêves des doctrinaires de la représentation des intérêts. Même ceux des théoriciens qui sont pour le syndicat professionnel unique ou obligatoire, le conditionnent toujours à la neutralité politique au point de vue de sa dépendance d'un parti déterminé. Le syndicat italien d'aujourd'hui n'est pas obligatoire, mais le syndicat qui compte, que le gouvernement prend en considération, est le syndicat fasciste. L'intervention du Parti Fasciste et du Grand Conseil prouve encore ce fait, d'ailleurs conforme à la doctrine déjà développée. Nous insistons seulement sur le fait que la Chambre corporative n'est pas la réalisation véritable de l'idée de la représentation des inté-

rêts. Cette idée, dit le professeur Alex. Svolos, « a consisté toujours en un effort vers une meilleure organisation de la démocratie et non la négation des libertés individuelles disciplinées en face du gouvernement d'un parti déterminé ». (28)

V. PARTI FASCISTE ET GRAND CONSEIL DU FASCISME

Une des originalités du Fascisme est la place que le Parti National Fasciste occupe dans les cadres du régime. L'Etat fasciste a été créé par le Parti Fasciste; à son tour l'Etat en récompensant le Parti le déclare privilégié et le débarrasse des autres partis politiques.

Les théoriciens du droit constitutionnel fasciste soutiennent que l'Etat fasciste ne peut reconnaître qu'un Parti, celui qui a sa propre doctrine et qui a le devoir suprême de la maintenir (29). Voici la formule mussolinienne : « Tout le pouvoir à tout le Fascisme ». Le professeur Maraviglia écrit que : « L'Etat doit se comporter avec les partis comme l'église envers les hérésies ».

En Russie soviétique également un parti dirige l'Etat. Mais le Parti fasciste ne représente pas, comme le Parti Bolchevick, une classe sociale déterminée. Il compte parmi ses membres des représentants de toutes les classes et catégories professionnelles. D'autre part, il n'est pas fermé comme une caste aristocratique, mais il est comme le parti Bolchevik discipliné, hiérarchisé et armé. La « Milice Volontaire pour la Sécurité Nationale » est entre les mains du chef du Parti qui est le chef du Gouvernement fasciste, lui-même.

(28) SVOLOS : *La nouvelle Constitution grecque et les bases du régime* (en grec), p. 196.

(29) M. MARAVIGLIA : *Alle basi del regime*, p. 15.

Dans la monarchie constitutionnelle et la démocratie parlementaire chaque parti politique peut aspirer et même arriver au pouvoir. Plus de pareilles choses en régime fasciste. Le seul souvenir de l'existence des partis est le mot « Parti » qui reste encore dans la nomination de l'élite qui gouverne l'Italie d'aujourd'hui; mais en réalité il ne s'agit pas d'un parti. Le P. N. F. est une institution de droit public. Cela se voit dans les lois qui le concernent. Le statut du Parti Fasciste est approuvé par le Roi. Le statut en vigueur fut approuvé par le Grand Conseil Fasciste dans sa séance du 12 novembre 1932 et publié par décret royal dans la « *Gazzetta ufficiale* » du Royaume le 21 novembre 1932. Ce décret intègre le parti dans l'Etat et doit être considéré comme ayant le caractère constitutionnel car il concerne une des bases juridiques du régime fasciste (30).

Le secrétaire général du Parti est également nommé par décret royal sur la proposition du chef du gouvernement. Il peut être appelé à participer aux séances du Conseil des Ministres. Il fait partie de droit du Grand Conseil, dont il est le secrétaire général. En outre, il est membre du Conseil National des Corporations, du Comité Corporatif Central, de la Commission suprême de l'Education Nationale, etc.. L'encadrement du Parti dans l'Etat fasciste se complète par la nomination, par décret du chef du gouvernement, des membres du Directoire National du Parti et des secrétaires fédéraux des provinces.

L'organe politique, par lequel le Parti fasciste entre dans l'organisation centrale de l'Etat, est le Grand Conseil

(30) MIRKINE-GUÉTZEVITCH dans la « *Revue politique et parlementaire* » Septembre 1933, p. 590-591.

Fasciste, qui a été défini comme l'organe suprême de coordination du Régime.

Le Grand Conseil Fasciste (G.C.F.), a été créé le 12 janvier 1923. Il était, à son origine, le principal organe révolutionnaire du nouveau régime. Ce n'est qu'avec la loi du 9 décembre 1928 (n° 2693) qu'il est devenu un organe constitutionnel du régime fasciste (31). La loi du 14 décembre 1929 (n° 2099) a modifié la loi organique le constituant. Cette loi, réduisant le nombre des membres du G.C.F. à une vingtaine de personnes, représentant les plus importantes activités politiques, économiques et militaires du régime, adapte mieux cet organe à ses fonctions éminemment politiques. Il est, naturellement, présidé par le chef du gouvernement-chef du Parti. C'est lui en réalité qui reste l'arbitre absolu.

Les séances du G.C.F. sont secrètes et valables, quel que soit le nombre des membres votants. Ses attributions sont, normalement, purement consultatives. Sous cette qualité il participe à la fonction législative et il est l'organe de coordination entre les pouvoirs législatif et exécutif. Aucun projet de loi ne peut être inscrit à l'ordre du jour sans le consentement préalable du G.C.F.

Les attributions du G.C.F. sont de deux catégories : facultatives et obligatoires. La fonction facultative se manifeste par les opinions que le G.C.F. peut exprimer sur chaque question politique, économique et sociale d'intérêt national sur lesquelles le gouvernement demande son avis.

La fonction consultative obligatoire vise les questions de caractère constitutionnel où le G.C.F. doit être consul-

(31) SVOLOS : *La nouvelle constitution grecque et les bases du régime*, p. 98.

té. Cela arrive pour les projets de loi concernant la succession au trône et les prérogatives du Chef du gouvernement, pour les facultés du pouvoir exécutif d'établir des règles juridiques, pour l'organisation syndicale et corporative, les rapports entre l'Etat et le Saint-Siège, pour les traités internationaux qui entraînent des modifications territoriales de l'Etat et des Colonies.

Une autre attribution importante du G.C.F. consiste à dresser les listes des députés, comme nous l'avons déjà vu. Il dresse aussi les listes sur lesquelles le roi aura à choisir les titulaires de grandes fonctions du régime et c'est le G.C.F. qui maintient la continuité du régime fasciste, car c'est lui qui choisira, le cas échéant, le successeur de M. Mussolini.

VI. — LA CHARTE DU TRAVAIL

C'est le Grand Conseil Fasciste qui a proclamé le 21 avril 1927 — lorsqu'il était encore organe révolutionnaire (de fait) — la Charte du travail. Cette Charte se présente comme le document fondamental de la pensée politique, économique, et plus généralement sociale du Fascisme.

Elle a été proclamée, comme nous l'avons déjà dit, le 21 avril 1927, c. a. d. le jour où le Fascisme célèbre la fête de l'anniversaire de Rome et celle du travail ; elle a été insérée dans la Gazette officielle du royaume le 30 avril 1927.

La Charte du Travail (Carta del Lavoro) contient 36 articles ou « déclarations », selon leur dénomination officielle, et se divise en quatre chapitres. Le premier énonce les principes moraux, juridiques et économiques de l'organisation corporative; le deuxième s'occupe du contrat collectif du travail, et des garanties du travailleur; le troi-

sième vise l'institution de bureaux publics de placement, et le dernier chapitre énonce les principes et le programme de l'Etat corporatif en ce qui concerne la prévoyance sociale, l'éducation, et l'instruction.

La Charte du Travail n'est pas une loi matérielle ou formelle; elle a été promulguée par un organe qui à ce moment n'était pas prévu par les lois constitutionnelles italiennes. Mais elle est plus qu'une loi; elle constitue le document fondamental de la révolution fasciste sur lequel le régime attribue une importance capitale. L'esprit de la Charte doit guider le législateur, le juge, les individus et surtout les institutions de l'organisation syndicale et corporative.

Le législateur fasciste avait déjà mis en application, dans la loi syndicale de 1926, certains principes que la Charte vint consacrer par la suite. Les autres principes du document fasciste sont destinés à être traduits en dispositions juridiques spécifiques. M. Mussolini en la proclamant disait qu'« il faut regarder à la Charte comme le navigateur regarde à la boussole ».

La Cour de Cassation du Royaume, dans son arrêt du 28 juillet 1928, a reconnu que : La Charte du Travail n'est pas une loi de l'Etat, mais c'est le document qui établit, entre autres, les devoirs et les droits de toutes les forces de la production. Elle est le statut vivant, qui résume la somme des principes et des règles, d'où les lois de l'Ere nouvelle doivent s'inspirer... Il est évident que la Charte du Travail, inspirée de ce très noble critère qu'est l'élévation du niveau moral et matériel des classes, les plus nombreuses de la société nationale, ne manquera pas d'exercer son influence sur l'interprétation des lois déjà existantes, conformément aux principes qu'elle énonce ».

« Néanmoins, déclare la même Cour de Cassation dans son arrêt du 19 février 1931, puisqu'elle n'a pas la vigueur d'une loi, elle ne peut l'emporter sur une disposition contraire » ; par conséquent la violation de la Charte ne peut pas fonder un recours en cassation (Cour de cassation, 27 juillet 1931).

M. Bottai fait remarquer (32) que les points essentiels de la Charte se résument en deux : a) la subordination du droit de l'individu à l'intérêt général et comme corollaire la parité des classes à l'égard de l'Etat. b) la suprématie d'un principe éthique dans l'ordre économique et la synthèse de tout dans l'Etat. C'est toute la doctrine fasciste.

Mais d'où est l'origine de ces deux principes ? On rencontre dans la Charte des idées bien antérieures au fascisme ; des idées empruntées au nationalisme et au socialisme. Ces deux doctrines se rapprochent par leur hostilité à l'esprit individualiste du libéralisme du XVIII^e siècle ; en cherchant respectivement à substituer aux droits de l'homme et aux droits naturels et leur désir de les remplacer par les droits de la société nationale ou de classe c. a. d. opposer aux droits individuels l'intérêt collectif. Nous rencontrons beaucoup de ces idées en particulier, dès 1913, dans les théories de l'aile gauche du parti nationaliste italien. Nous aurons à revenir plus tard sur les idées que M. Alfredo Rocco principalement et ses amis ont énoncées en 1914.

On peut admettre également — dans une certaine mesure — comme un point de départ de la Charte du travail et plus généralement de l'Etat corporatif italien la « Carta

(32) BOTTAI : *Esperienza corporativa*, p. 100.

de Carnaro » ; à savoir la Charte que le poète d'Annunzio a publiée en 1920 pour l'organisation de la ville de Fiume.

En résumant les principes que la Charte Corporative italienne oppose à la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », les théoriciens du fascisme soutiennent qu'au principe de la liberté de la Révolution française la Révolution fasciste oppose celui de l'autorité; au principe de l'égalité celui de la hiérarchie des valeurs; enfin, à la déclaration des droits de l'homme à l'égard de l'Etat le fascisme oppose l'affirmation des devoirs de l'individu.

Mais il y a des fascistes même en Italie, qui ne confèrent point une telle importance à la Charte du travail. M. Spirito, par exemple, qui comme nous le verrons est — pour ainsi dire — le plus représentatif de l'aile gauche du corporatisme, considère ce document fasciste comme un compromis et souhaite une constitution scientifique plus harmonieuse et plus corporative (33). D'après M. Spirito (34), la Charte marque seulement le début du vrai corporatisme; elle conserve, comme toute Charte révolutionnaire, « les résidus du monde contre lequel elle s'insurge » et est destinée à marquer la phase transitoire. Spécialement, les articles VII et IX sont d'après ce théoricien « le dernier écho des théories du socialisme d'Etat ».

M. Sombart (35), relève trois caractéristiques générales concernant l'« Etat moderne » :

a) L'individu est reconnu comme étant un citoyen libre dégagé de tous les liens qui le rattachaient aux associations

(33) ROSENSTOCK-FRANCK : *L'économie corporative fasciste en doctrine et en fait*, p. 396.

(34) SPIRITO : *La crise du capitalisme et les systèmes corporatifs*, dans la *Revue Economique Internationale*, p. 68-69.

(35) SOMBART : *L'apogée du capitalisme*, p. 70-72.

officie les ou semi-officielles qui s'interposaient entre lui et l'Etat.

b) Chacun poursuit désormais ses propres intérêts, ce qui signifie que les liens de solidarité et de communauté qui reposaient sur le principe « tout pour tous » ont disparu et ne subsistent plus qu'au sein de la famille où ils sont également en voie de disparition. Le nouveau principe est « chacun pour soi ». Les hommes sont rattachés, les uns aux autres seulement par des intérêts de toute nature.

c) En présence des luttes continuelles d'intérêt, l'Etat fait preuve plutôt de faiblesse.

Il est évident d'après tout ce que nous venons de dire dans ce chapitre que le Fascisme a renversé ces caractéristiques de l'Etat moderne. Cet Etat individualiste et faible est pour lui « ancien régime » et c'est l' « Etat moderne ». Voici en synthèse ses réponses à ces caractéristiques :

a) L'individu n'a pas de libertés naturelles, il est encadré dans les associations professionnelles et les organisations corporatives que nous allons étudier.

b) Non seulement l'institution de la famille a été restaurée par le Fascisme mais encore les individus deviennent dans la conception fasciste des instruments de l'Etat, devant travailler pour lui et ne pouvant se mouvoir qu'en lui.

c) L'Etat devient extrêmement fort et son autorité est sans limites et contrepoids (36).

(36) Lucius : *La rénovation du capitalisme*, p. 186.

CHAPITRE II

L'ÉCONOMIE CORPORATIVE

SECTION PREMIERE

Caractères généraux

I. — LA SUBORDINATION DE L'ÉCONOMIQUE AU POLITIQUE

Les théoriciens du fascisme enseignent que la création la plus fondamentale et même originale de la Révolution fasciste est l'« Etat corporatif », qui a été défini par M. Mussolini : « l'Etat coordinateur et harmonisateur des forces économiques ». Le « corporatisme » se présente comme la réalisation dans le domaine économique de la doctrine politique du Fascisme, dont il constitue un aspect essentiel.

Un Etat fort et souverain, pense le Fascisme, doit comprendre dans son sein non seulement les forces politiques mais encore les forces économiques du pays. L'économie doit la place qu'elle occupe dans un tel Etat à la force qu'elle représente pour lui; cette force, si elle restait en dehors de lui, jouerait contre lui. Mais, loin d'acquérir dans l'Etat-organisation politique une supériorité, elle se

trouve nettement rejetée au second plan. L'économie corporative, dit le professeur Gino Arias (1) est, avant tout, l'économie subordonnée à la politique.

Du fait que le principe corporatif ne signifie pas substitution de l'économie à la politique mais subordination de celle-là à celle-ci, nous pouvons distinguer l'économie corporative de l'économie libérale, d'une part, et de l'économie socialiste, de l'autre.

Dans l'économie libérale, le pouvoir politique ignore les forces économiques et leur laisse la liberté d'action et de développement. Dans le socialisme les forces économiques dominent le pouvoir politique et se substituent à lui. Le socialisme vise à l'absorption de la politique par l'économie avec dépérissement et dissolution finale du gouvernement et de l'Etat. Voici ce que Engels écrit à ce propos (2).

« Nous marchons maintenant à grands pas vers un développement de la production tel que l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité mais même devient un obstacle à la production. Les classes disparaîtront aussi inévitablement qu'elles sont apparues. En même temps que les classes, inévitablement disparaîtra l'Etat. La société, qui réorganise la production sur la base de l'association, libre et égale de tous les producteurs, reléguera la machine gouvernementale à la place qui lui convient : au musée des antiquités... »

Dans le régime corporatif, l'Etat, organisant les activités économiques individuelles, englobe la vie économi-

(1) 2^e Congrès d'Etudes syndicales et corporatives, Ferrare 1932. Arias, p. 100. Aussi GANGEMI dans son livre « *Lineamenti di politica economica corporativa* », p. 121.

(2) F. ENGELS : *L'origine de la famille*, p. 229.

que dans sa sphère d'action; les forces économiques sont ordonnées par le pouvoir public et participent à l'activité du gouvernement. Le Fascisme intègre, de la sorte, la production et l'économie, dans la vie publique de l'Etat.

L'économie Fasciste, dit le professeur Marcel Prélot (3), cesse d'être pure pour devenir proprement politique. L'Etat fasciste, conformément à sa doctrine, en personnifiant la Nation, qui est la synthèse de toutes les valeurs et facteurs politiques, spirituels, moraux et matériels, poursuit le développement de la richesse nationale à travers sa discipline unitaire. L'Etat dans le régime corporatif reste politique et ne devient pas entrepreneur, comme dans l'époque du mercantilisme où l'économie était aussi subordonnée à la politique. Ce n'est que par exception que l'Etat fasciste prend directement l'initiative et la responsabilité de l'entreprise économique.

En réalité, partout, comme nous l'avons déjà remarqué, l'Etat moderne intervient et contrôle l'économie; l'allégation que le rôle de l'Etat a évolué de manière à ne plus être, comme en 1850, une machine simplement juridique et militaire, mais surtout une machine économique, devient maintenant une réalité connue de tous (4). Mais le régime corporatif a l'ambition d'introduire une intervention plus systématique, qu'il confie aux catégories productrices, réunies sous la direction de l'Etat dans la corporation.

II. — LA FONCTION « CORPORATIVE » DE L'ETAT FASCISTE

Il est à noter que le régime attribue à l'organisation syndicale-corporative une importance capitale. Il l'a considéré

(3) Dans les « *Mélanges R. Carré de Malberg* », p. 453.

(4) DENDIAS : *Le problème de la chambre haute*, etc., p. 381.

expressément comme une matière ayant un caractère constitutionnel et, par conséquent, tous les projets de loi qui la concernent doivent être soumis au Grand Conseil Fasciste.

En se basant sur cette considération, certains auteurs italiens ont voulu ajouter aux trois fonctions classiques de l'Etat moderne une nouvelle, la « corporative », ou « corporatrice », qui serait la manifestation plus spéciale du principe d'unification du Fascisme, qui, d'ailleurs, d'après le professeur Pannunzio, en substance exprime le même concept que le terme « corporatisme ». Aussi ces théoriciens soutiennent que le corporatisme tient à régler toute l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics et non seulement les questions sociales et économiques. Le Grand Conseil Fasciste, serait, dans ce cas l'organe principal et suprême par excellence réalisant « l'unification corporative » par rapport aux autres organes politiques du régime (5).

La « fonction corporative » de l'Etat italien a rendu nécessaire outre la modification de certains organes étatiques existant, la création d'organes nouveaux, comme par exemple le Ministère des Corporations, le Conseil National des Corporations, la Magistrature du travail, et les syndicats, — personnes juridiques de droit publics.

L'ancien ministre des Corporations, M. Bottai (6), en résumant la tâche qui incombe aux principaux rouages du régime, écrit : « Dans l'organisation corporative, l'intérêt individuel se manifeste à travers l'initiative privée; l'intérêt de la catégorie professionnelle à travers l'action du syndicat; l'intérêt de la catégorie de production

(5) AMBROSINI : *Economia e Politica dello stato corporativo*, p. 5.

(6) BOTTAI : *L'Economie fasciste*, p. 75-76.

à travers la Corporation et l'intérêt économique national à travers le Conseil National des Corporations ». Nous examinerons tous ces organes en détail dans la deuxième partie de notre étude.

III. — LE « CORPORATISME » EN TANT QUE NOUVEAU SYSTÈME ÉCONOMIQUE

Nous avons vu jusqu'ici quelle est la place de l'économie corporative dans l'Etat fasciste. Mais le plus intéressant pour nous c'est de pénétrer dans l'esprit corporatif du Fascisme.

Les concepts fondamentaux de l'économie corporative n'ont pas paru pour la première fois dans la doctrine fasciste. Le mérite de la doctrine corporative fasciste c'est qu'elle a pu réunir en synthèse divers éléments existant dans les autres doctrines. M. Mussolini, dans son grand discours devant le Conseil des Corporations, du 14 novembre 1933, a dit que « le Fascisme prend au libéralisme et au socialisme tout ce qu'il y trouve de vital ».

Mais y a-t-il vraiment une doctrine corporative ? Et s'il y en a, quels sont ses caractères ?

Tout d'abord il faut observer que plusieurs écrivains étrangers ne reconnaissent pas au « corporatisme » italien son nom de « nouvelle doctrine », et considèrent son édifice économique sans valeur spécifique, en disant que toute l'activité économique du régime fasciste est du pur opportunisme, sans fondement certain.

Parmi les économistes qui admettent dans l'Italie fasciste l'existence d'un système économique qui diffère de l'économie des pays libéraux, les uns y voient un retour au mercantilisme avec ses classiques corporations et ses

réglementations. D'autres, au contraire, y voient un retour à la physiocratie avec sa politique rurale et nataliste. D'autres, enfin, surtout les théoriciens italiens de l'économie fasciste, MM. Arias, Spirito, Ferri, Carli, Napolitano, etc., estiment que le régime a créé une nouvelle économie, l'économie corporative, avec des caractéristiques spéciales. Ces économistes considèrent que l'économie corporative est un système qui s'écarte à la fois de l'économie libérale et de l'économie socialiste.

Comme le libéralisme économique a pu découvrir les erreurs du mercantilisme et de la physiocratie et le socialisme les erreurs du libéralisme, le corporatisme fasciste, disent-ils, condamne comme périmés, à la fois le socialisme et le libéralisme et se propose d'élaborer un nouveau système, qui, sans méconnaître la contribution et les points acquis des premiers sera dépourvu de leurs défauts.

Mais les ennemis du système à l'étranger lui reprochent selon leur tempérament, soit d'être une nouvelle forme de la droite, soit d'être précisément le contraire, à savoir une nouvelle forme de la gauche.

En effet, les socialistes voient dans l'économie fasciste un système réactionnaire, qui, feignant d'être réaliste, tâche de persuader les ouvriers (qui d'ailleurs, d'après eux, n'ont pas la pensée libre et sont esclaves du régime dictatorial), que leur mouvement anticapitaliste est irréalisable et inopportun, et que le meilleur procédé pour l'amélioration de leur vie est l'association pacifiste du travail avec le capital, qui sera contrôlé par l'Etat à travers son organisation corporative. C'est pourquoi le Fascisme se présente pour les socialistes et surtout les communistes un ennemi redoutable.

Les libéraux, au contraire, croient que le corporatisme

italien est une nouvelle expression de l'étatisme et même du socialisme. M. Joseph Barthélemy l'a remarqué dans ses articles dans « le Temps ». « Corporatisme, dit-il, a un synonyme strictement correspondant : l'étatisme » (7).

Nous nous permettons de citer ici un passage d'un ouvrage français (8) qui nous a frappé : « L'Italie n'est plus un pays de capitalisme pur comme l'est resté notre France; elle est déjà devenue un pays de capitalisme surveillé. Si ce n'est pas encore tout le socialisme, c'est au moins la préparation au socialisme. Je me demande même si le Fascisme ne serait pas la forme occidentale du socialisme, le Bolchevisme représentant la forme orientale ».

Voici aussi l'opinion d'un italien exprimée dans un livre en français (9) : Le syndicat unique, l'exclusion de la vie syndicale des adversaires du régime, la direction étatique de l'organisation professionnelle, la dictature de l'élite politique et le contrôle de l'Etat sur toute la production, sur le crédit, etc., tout cela réduit M. Ferrari à penser que « rien ne manque dans l'organisation corporative italienne de tout ce qui peut satisfaire les désirs des communistes les plus intransigeants ».

L'économie fasciste, croyons-nous, est un phénomène plus compliqué. La diversité des opinions et leur contradiction le prouvent. Pour arriver à mettre au clair les caractères essentiels du système, il est nécessaire avant tout de le comparer avec les systèmes économiques précédents.

Il est pourtant utile, dès maintenant, de dire que nous appelons économie corporative fasciste le système qui,

(7) Joseph BARTHÉLEMY : « Corporatisme », dans « Le Temps » du 12 juin 1934.

(8) G. ROUX : *L'Italie fasciste*, p. 112.

(9) FERRARI : *Le régime fasciste italien*, p. 285.

ayant pour base la solidarité des facteurs économiques, contrôle énergiquement l'économie par l'intermédiaire de son organisation corporative, sous l'égide de l'Etat souverain, pour arriver au maximum de production et de grandeur nationale.

Par cette définition, nous relevons quatre caractères, que nous allons étudier dans les sections suivantes :

- 1) Le nationalisme économique.
- 2) La solidarité économique.
- 3) Le productionnisme.
- 4) L'économie contrôlée.

SECTION II

Le nationalisme économique

I. — LES IDÉES ÉCONOMIQUES DES NATIONALISTES ITALIENS ET LEUR ADOPTION PAR LE FASCISME

L'article 1 et le 2^e alinéa de l'art. 2 de la Charte donnent la notion du nationalisme économique du Fascisme.

ARTICLE PREMIER. — La Nation italienne est un organisme ayant fins, vie, et moyens d'action supérieurs, par leur puissance et par leur durée, à ceux des individus, divisés ou groupés, qui la composent. Elle est une unité morale, politique et économique qui se réalise intégralement dans l'Etat fasciste.

ART. II, al. 2. — L'ensemble de la production est unitaire au point de vue national. Les objectifs sont unitaires et se

résumé dans le bien être des particuliers et dans le développement de la puissance nationale.

Avant d'entreprendre l'analyse de ces « déclarations » contenues dans la Charte corporative du Fascisme, nous croyons utile d'exposer les critiques que les nationalistes italiens ont formulées contre les systèmes libéral et socialiste et analyser leur doctrine économique que le Fascisme a adopté intégralement.

Nous trouvons cette théorie dans les communications de MM. Rocco, Carli, etc., au III^e Congrès Nationaliste qui a eu lieu à Milan en 1914, ainsi que dans une brochure de M. Rocco de la même époque sur l'« Economie libérale, économie socialiste et économie nationale ».

M. Rocco cherche à prouver que le libéralisme et le socialisme, tout en utilisant des procédés différents et même opposés, se proposent le même but, essentiellement individualiste, qui est le bien-être matériel des individus qui composent la société d'une époque déterminée. Il se peut que le socialisme prétende que ce but puisse être obtenu seulement par la socialisation des instruments de production; l'objectif final pourtant est le même et c'est par cet objectif qu'on doit juger les doctrines sociales et économiques et non par leurs instruments d'action.

Les deux doctrines en question, se basent sur quelques principes communs qui, selon les nationalistes, sont faux :

1) Le principe que l'individu est la fin de toute activité sociale. La différence des deux doctrines réside dans ce fait que dans la doctrine libérale l'individu est à la fois la fin et le moyen : « tout pour l'individu et par l'individu », tandis que dans la doctrine socialiste l'individu est la fin et la société le moyen : « tout pour l'individu par

la société ». La première doctrine est l'individualisme pour les forts et la seconde l'individualisme pour les faibles (1). D'après les nationalistes italiens et la doctrine corporative du Fascisme, la société est un organisme ayant des fins propres, supérieures aux fins des éléments qui la composent et qui sont des instruments pour la réalisation des buts suprêmes de la Nation.

2) Le principe internationaliste, suivant lequel la société dans laquelle l'individu vit est l'humanité entière. En vérité, disent les nationalistes, l'homme ne vit que dans la société nationale. L'erreur de l'individualisme est encore plus grave, car non seulement il a imaginé l'individu faisant partie d'une société fictive, mais il l'a isolé de tout groupe social intermédiaire, tel la profession organisée.

Le professeur Arias, lui aussi, écrivait en 1915, dans son ouvrage sur « Les échanges internationaux et l'heure présente » (p. 6) : « L'économie universelle est une abstraction; les économies nationales sont une réalité vivante; se préoccuper de l'économie universelle en oubliant les économies nationales est une absurdité; la nation n'est pas seulement un agrégat politique, elle est encore un agrégat économique; se préoccuper exclusivement de son accroissement politique est une absurdité. Ce sont là des vérités qui résistent au temps ». Les mêmes idées se trouvent chez MM. Federzoni, Pagano, Ranelletti, Carli, Pannunzio

3) Le principe « hédonistique » sur lequel se base toute économie individualiste est une conception matérialiste de la société. Il n'est pas exact — dit M. Rocco — que l'homme agit toujours uniquement sous l'impulsion de l'intérêt

(1) Ag. degli ESPINOZA : *La forma e la costanza dell' Economia corporativa*, p. 9 et MAZZINI-PAVESI : *Economia corporativa e dottrine realiste*, p. 21.

matériel, même dans le domaine des actes économiques. Bien au contraire, souvent les motifs non-économiques sont très importants.

Le Duce déclarait, au Sénat du Royaume, le 11 mars 1926 : « Un des traits les plus burlesques de la littérature socialiste était celui de faire croire que la félicité des individus dépend exclusivement de la satisfaction complète de leurs besoins matériels, et ceci est absurde » (2). Et, dans son discours du 14 novembre 1933 : « Nous avons repoussé la théorie de l'homme économique... L'homme économique n'existe pas; il existe l'homme intégral qui est politique, qui est économique, qui est croyant, qui est saint, qui est guerrier ».

La doctrine libérale vise l'individu et la doctrine socialiste la classe. La doctrine corporative oppose la société nationale. Ainsi cette dernière doctrine est plus compréhensive, car dans la société nationale sont compris l'individu et la classe sans que l'un fasse disparaître l'autre comme dans les doctrines précédentes (3).

II. — LE BIEN-ETRE INDIVIDUEL ET LA « CONSCIENCE CORPORATIVE »

L'Etat-Nation du Fascisme n'est pas seulement une unité politique; la Nation, dit la Charte, est aussi une réalité économique et l'Etat doit exercer une activité économique pour le bien de la collectivité, tout en sacrifiant parfois l'intérêt personnel, ainsi qu'un intérêt immédiat à la recherche d'un bien futur (4). Tandis que le libéralisme et le

(2) GANGEMI : *Lineamenti della politica economia corporativa*, p. 191.

(3) MEZZETI : *La politica sociale del regime*, p. 10.

(4) MAZZINI-PAVESI : *op. cit.*, p. 33-34.

socialisme exigent que l'Etat s'abstienne ou intervienne pour le bien-être de l'individu, le nationalisme économique exige que l'Etat exerce une action régulatrice sur les forces économiques privées pour donner au pays le maximum de puissance nationale. Dans cette puissance de la Nation se trouve le bien-être des individus. « Si une Nation — dit M. Mussolini — est ordonnée et riche, même les classes ouvrières auront des bénéfices économiques et moraux. Si une Nation est pauvre, aucune conquête n'est possible en faveur des ouvriers » (5).

Le bien-être individuel, qui d'après la Charte du Travail est l'un des objectifs de l'Economie corporative, doit évidemment s'incliner le cas échéant, devant l'autre objectif : la puissance nationale, qui est le point capital du régime corporatif italien. Mais la puissance d'une Nation est étroitement liée avec le bien-être des individus, qui la composent; car elle en est la conséquence. Les individus étant des instruments des fins nationales, si leur bien-être est augmenté, ils deviennent aptes à accomplir leur devoir national; la société devient plus forte pour la réalisation de ses buts supérieurs et l'expansion de la Nation à l'étranger et son influence dans le monde augmentent.

Mais comme l'individu très souvent, en déployant son activité économique, est mu uniquement par son intérêt privé, c'est l'Etat qui par son organe corporatif mettra un frein à cette impulsion égoïste pour diriger les activités individuelles vers l'accomplissement de l'intérêt national. M. Gino Arias, dans plusieurs publications, souhaite la limitation et même la disparition de cette contrain-

(5) Odd. FANTINI : *Il Trattato di Versailles et la Carta del Lavoro*.

te étatique corporative, par la formation et le développement de la « conscience corporative » des individus et des groupes. M. Arias considère que cette « conscience corporative » est le principal fondement de l'économie corporative et son élément constitutif. C'est cet élément qui marque l'opposition entre l'économie corporative et les économies libérale et socialiste. Ces deux dernières doctrines, dit-il, acceptent l'égoïsme comme mobile économique. La différence sur ce point entre l'économie libérale et l'économie socialiste est que la première exalte l'égoïsme et l'emploi pour le progrès économique, tandis que le socialisme n'a pas confiance dans cet égoïsme et attribue à la collectivité l'initiative économique (6). L'économie corporative, au contraire, tout en respectant en principe l'initiative privée, substitue la conscience corporative au libre jeu de l'égoïsme. Mais qu'est-ce que cette « conscience corporative » ? M. Serpieri, reconnaît, lui aussi, l'importance de la conscience corporative et en donne la définition suivante (7) :

« Conscience corporative signifie sentir que, dans chaque action de notre vie d'italiens, l'Italie — l'intérêt de la Patrie — est présente. Dans la sphère économique le propriétaire de la terre, s'il a cette conscience sait que sa propriété est justifiée seulement dans la mesure où il peut, sait, et veut tirer de sa terre la plus haute rente continue; sinon, il doit céder sa place à d'autres. Il sait que cela n'est pas une imposition qui vient du dehors et dont il est une victime; mais que pour un italien, il n'existe qu'un moyen pour être dignement homme : sentir comme son propre intérêt l'intérêt de l'Italie ».

(6) ROSENSTOCK-FRANCK : *L'Economie corporative*, etc., p. 401.

(7) SERPIERI : *Problemi della terra nell'Economia Corporativa*, p. 60-61.

Ces auteurs et surtout M. Arias ont imaginé de reconstruire la science économique sur la notion de la conscience corporative. Mais cela ne serait-il pas contraire à la nature humaine ? L'organisation corporative arrivera-t-elle à diriger l'activité économique individuelle vers l'intérêt national ? Peut-être, mais grâce plutôt à la contrainte, au commandement corporatif exercé par l'Etat, qu'à la « conscience corporative ». Nous ne pouvons pas concevoir une société qui se compose d'individus agissant par leur « conscience corporative ».

III. - APPRÉCIATION DU NATIONALISME ÉCONOMIQUE DU FASCISME

Le nationalisme économique fasciste présente des ressemblances évidentes avec le nationalisme économique allemand de Frédéric List (système national de l'Economie). Mais List se préoccupait seulement de l'industrie et de la politique protectionniste et pensait beaucoup moins que les fascistes à la coordination unitaire des forces économiques de la Nation, qui suivant la Charte Corporative est une unité morale, politique et économique, intégrant toute activité individuelle et comprenant dans sa sphère d'action la justice sociale (organisation totalitaire). Ainsi, le principe national combiné avec le principe unitaire caractérise l'économie corporative (8).

De ce principe nationaliste et unitaire proclamé par l'alinéa 2 de la déclaration II de la Charte dérivent : 1° La solidarité parmi les facteurs de la production. 2° La conciliation des intérêts opposés des patrons et des ouvriers et

(8) GINO ARIAS : *Economia Nazionale Corporativa*, p. 15.

3° La subordination de tout intérêt privé et de classe à l'intérêt supérieur de la Nation.

Le libéralisme doctrinaire n'a pas besoin de rechercher par la politique l'unité organique de l'économie, car il a confiance dans le « rythme naturel des choses » et croit qu'en abandonnant à l'individu le soin et la pleine liberté de guider son activité économique il obtient indirectement la réalisation de la prospérité collective.

Dans l'économie socialiste toute activité économique vient de l'Etat et, par conséquent, il n'y a pas une pluralité de sujets économiques dont l'activité doit être unifiée (9).

L'organisation économique de la Russie soviétique est unitaire, mais, comme observe le professeur C. E. Ferri (10), le principe unitaire soviétique, quoiqu'il soit plus prononcé que celui du Fascisme, n'est pas comme ce dernier pénétré du principe nationaliste.

Nous rencontrons également le caractère unitaire de l'économie dans l'économie mercantilisme. A l'époque mercantiliste l'Etat se préoccupait surtout de l'unité du commerce extérieur: Il y avait à cette époque une aspiration vers l'unité économique générale de la Nation qui s'est manifestée surtout en Angleterre sous le règne d'Elisabeth et des Stuarts et en France sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, où son grand collaborateur Colbert a fait le plus grand effort dans ce sens. Mais en général, l'économie mercantiliste était moins unitaire que celle que le corporatisme moderne de l'Italie fasciste se propose d'établir (11). Dans l'économie mercantiliste, le bien-être de l'agriculture,

(9) FERRI : *L'ordinamento corporativo sul punto di vista economico*, p. 58-59.

(10) FERRI : *op. cit.*, p. 22.

(11) FERRI : *Giornale degli economisti*, 1932, p. 106-107

du commerce et de l'industrie s'identifiait avec le bien-être des agriculteurs, des commerçants et des capitalistes. La force du pays était principalement la force du souverain et non la force de l'unité nationale (12).

Dans l'économie fasciste, l'intérêt de la Nation domine et se traduit dans la pratique par l'unification de toute activité économique sous l'égide de l'Etat. Nous pourrions, à l'appui de cette constatation, citer différentes institutions telles que : l'Institut National pour les Exportations, la Banque d'Italie unique dans tout le Royaume pour l'émission des billets, l'Institut du Crédit mobilier, le Conseil des Corporations, le Ministère des Corporations et plus généralement toute l'organisation corporative.

IV. — LE PROBLÈME DE LA POPULATION DANS LE CORPORATISME ITALIEN

La théorie classique de Malthus et des libéraux pessimistes sur la population est assez connue pour qu'il soit nécessaire de l'exposer ici. Leur crainte d'une disproportion fatale entre le développement démographique et les moyens de subsistance a amené quelques uns d'entre eux, comme Stuart Mill, à conseiller la défense du mariage pour les pauvres, afin de parer à ce déséquilibre fatal.

L'école socialiste n'admet pas la théorie de Malthus et elle attribue la misère de la classe ouvrière à l'organisation sociale et économique; elle croit que cette misère provient du système actuel de répartition des biens qu'elle trouve défectueuse.

(12) *Rivista di Politica economica*, 1933, p. 868.

La doctrine fasciste non seulement ne voit aucun danger à l'accroissement de la population, mais au contraire, elle considère cet accroissement comme une nécessité nationale, et elle n'hésite pas à faire appel à la tutelle de l'Etat pour stimuler et encourager le développement démographique (13).

La croissance de la population est considérée par le Fascisme comme un des principaux fondements de la puissance politique et économique des Nations; elle est encore une des conditions à l'élévation du niveau moral et matériel du peuple. Les chefs fascistes et surtout Mussolini lui-même font ressortir ce fait que toutes les Nations, tous les Empires, ont connu leur décadence aussitôt que leurs populations ont commencé à diminuer (14) (discours du 26 mai 1927 à la Chambre des députés). Dans la préface que le Duce a écrit dans le livre de M. Korheer « Régression des naissances — mort des peuples (1928) », dit que la thèse qui soutient que population moins dense signifie meilleur bien-être est fausse. En donnant l'exemple de l'Italie il rappelle que le niveau de la vie des 42 millions d'Italiens d'aujourd'hui est de beaucoup supérieur à celui des 27 millions de 1871 et des 14 de 1818 (15).

Machiavelli aussi considérait l'augmentation de la population comme une condition de la force et de l'expansion impérialiste d'un peuple (16). De la même façon pensaient d'autres grands italiens, comme Cavour, Genovesi, Romagnosi et Verri (17).

(13) FANTINI : *La politica economica del fascismo*, p. 229.

(14) ARENA : *L'espansione economica nel regime corporativo*, p. 88.

(15) MICHELS : *Il problema della popolazione*, p. 34.

(16) MARSIGLI : dans la *Rivista di Politica economica* : *il problema demografico nelle dottrine politiche italiane*, p. 718.

(17) MARSIGLI : *op. cit.*, p. 998.

Pour la solution du problème, disent les fascistes, il faut examiner la capacité productive de chaque pays. Cette capacité s'intensifie par la densité de la population, car les éléments qui favorisent l'augmentation et la densité de la population favorisent aussi la naissance d'individus robustes et d'énergie qui forme la meilleure division du travail, etc. On puise des exemples dans l'histoire et l'on constate que l'apogée de la splendeur de la Grèce, de Rome, de l'Espagne, etc. coïncide aux époques où le développement démographique a atteint son maximum (18). L'article de M. Mussolini dans la revue « Gerarchia » : « La force du nombre » est devenu classique dans la littérature coopérative; le Duce exalte, en effet, le dynamisme démographique; en employant le mot nombre il ne s'intéresse pas purement et simplement à la force quantitative, mais encore et surtout à la force qualitative, comme cela devient évident de l'examen attentif de sa politique démographique.

En généralisant son point de vue sur la nécessité de l'accroissement de la population pour la vigueur et la force des Nations dans un article, tout récemment paru (19), M. Mussolini constate d'abord que l'expérience justifie son opinion à ce propos et que partout les naissances dans les pays de la race blanche ont sensiblement diminué après la guerre. Puis, il reconnaît que la situation matérielle du pays est indépendante du déclin démographique et attire l'attention des gouvernements sur le péril de la civilisation de la race blanche, qui risque, par son état démographique stationnaire, de perdre sa force et sa suprématie devant le

(18) FASOLIS : dans la « *Rivista di Politica Economica* » 1932 : *Popolazione politica demografica e pubblica finanza*, p. 541.

(19) MUSSOLINI : *Razza bianca muore ?* Dans « *Popolo d'Italia* », du 5 septembre 1934.

progrès du nombre et de l'expansion de la race jaune et de la race noire.

Le Duce s'est occupé encore du problème démographique dans son discours prononcé devant l'Assemblée quinquennale du régime (1934). Il a affirmé qu'une des causes de la crise économique actuelle de dénatalité est la diminution de la consommation.

M. Mussolini, en adaptant sa doctrine nataliste à l'Italie a dit : « Dans une Italie bonifiée, cultivée, irriguée, disciplinée, bref fasciste, il y a de la place et du pain pour 10 millions de personnes encore; 60 millions d'italiens feront sentir le poids de leur masse et de leur force dans l'histoire du monde. » (21).

Le gouvernement fasciste, dès le début de son avènement au pouvoir, a adopté une politique nataliste, qui se signale plutôt par son énergie que par l'originalité des moyens employés, car elle comprend toutes les mesures classiques de toute politique nataliste (20). Il se préoccupe de la défense hygiénique de la race, il lutte énergiquement contre la limitation des naissances, l'exode rural et l'émigration; il favorise les habitants de la campagne parce qu'entre autres avantages, il voit en eux l'élément le plus sain et le plus prolifique de la Nation.

Mais il y a des « corporatistes », comme MM. Spirito et Michels, qui pensent que le moyen le plus efficace pour réaliser le but démographique et surtout pour favoriser son progrès serait l'industrialisation du pays.

La bataille du berceau a-t-elle réussi? La crise écono-

(20) PERROUX : *op. cit.*, p. 1434.

(21) EN. RONCHI : *Mussolini economista della Nazione*, p. 150.

mique et la dénatalité générale ont fait que les résultats n'ont pas été ceux que faisaient espérer les mesures prises. On constate même en Italie une dénatalité qui, si elle n'arrive pas au point de la dénatalité d'autres pays, est sensible si l'on compare l'excédent des naissances sur les morts de la période de l'avant guerre avec celui de l'époque actuelle. Mais il ne serait pas exact d'affirmer que l'effort du gouvernement fasciste a complètement échoué. Il faut tenir compte du fait que, outre les difficultés ci-dessus énumérées, la « bataille du berceau » a commencé depuis un temps relativement court et se demander ce qu'aurait été l'évolution de la natalité sans les mesures fascistes.

En 1921 on avait en Italie 30,3 naissances par mille habitants. Dix ans plus tard (1931) le pourcentage est descendu à 24,9/00.

V. — LE FASCISME CONTRE L'ÉMIGRATION

Dans un pays où les ressources du sol ne sont pas suffisantes pour nourrir une population sans cesse croissante, on pourrait s'attendre à voir le gouvernement de ce pays prendre des mesures visant à diminuer l'excédent annuel de la population, en favorisant son émigration à l'étranger. Pourtant, en l'espèce, il n'en est rien. Bien au contraire; le gouvernement fasciste non seulement encourage l'accroissement de la population mais il estime que favoriser l'émigration serait en contradiction avec la politique nataliste et nationaliste, qui veut que les 60 millions d'italiens de l'avenir fassent « sentir le poids de leur masse et de leur force dans l'histoire du monde ».

L'émigration signifie pour le Fascisme la dispersion des forces de la Nation au détriment de la race. La perte causée

au pays par l'émigration est une perte à la fois économique, militaire et démographique. Par chaque émigrant italien, dit la doctrine fasciste, le pays perd au point de vue économique tout ce qu'il a dépensé pour sa nourriture et son éducation professionnelle; au point de vue militaire il perd un soldat, et au point de vue démographique un élément sain et fort qui donnera des fils au pays d'immigration. Plus il restera de bras dans le pays natal, plus il y aura du travail, par conséquent il y aura plus de prospérité. Mais l'argument au point de vue militaire joue un rôle de tout premier ordre dans la conception fasciste (22).

La politique contre l'émigration ne date pas de l'avènement du régime fasciste. M. Mussolini, dans un discours de la première heure du Fascisme disait : « Il est inutile de chercher à savoir si l'émigration est un bien ou un mal. Elle constitue un fait, un besoin physique du peuple italien que la contiguïté du sol de sa terre d'origine rend impératif ». Ce fut toujours la politique de tout gouvernement italien. En 1901, le gouvernement avait créé un puissant organe officiel de patronage et de protection, le « Commissariat Royal de l'Emigration, qui s'occupait des émigrants avant leur départ en leur donnant l'éducation générale et professionnelle nécessaires et en s'intéressant encore à leur séjour à l'étranger (23).

Mais un peu plus tard le gouvernement fasciste pensa qu'il devait surveiller l'émigration afin d'éviter cette tendance à désertier l'Italie. M. Dino Grandi, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, disait à la Chambre des Députés, dans son discours du 31 mars 1927 : « Nous de-

(22) ROUX : *L'Italie fasciste*, p. 80.

(23) W. OUALID : *Cours de de doctorat*, 1928-29, p. 38-39.

vons avoir le courage d'affirmer que l'émigration est un mal lorsque, comme aujourd'hui, elle est faite vers les pays étrangers. L'émigration est un besoin, mais elle doit être dirigée vers les pays soumis à la souveraineté nationale. Les peuples aujourd'hui mesurent leur force à leur population et à leur vitalité démographique. Ce sont les conditions de l'unité et de la puissance des Nations. Les hommes et les groupes les moins résistants sont fatalement conduits à être absorbés par les autres ».

La circulaire du 3 juin 1927 invite les préfets à une surveillance rigoureuse de tous les organismes qui s'occupent de l'émigration, dans leur circonscription. Les demandes de passeport doivent être examinées sévèrement. Les préfets, les maires, les organisations syndicales, chacun dans les limites de sa compétence doivent stimuler les initiatives locales pour intensifier la production, pour que les travailleurs italiens ne soient pas obligés d'émigrer en pays étranger (24).

M. Grandi a dit encore que l'émigration doit être considérée comme un fait d'ordre essentiellement politique plutôt que d'ordre technique ou administratif. Le Commissariat de l'Emigration, qui était auparavant un organe autonome, a été annexé dès 1923 au ministère des Affaires Étrangères. Plus tard, en 1927, on crée à sa place la « Direction des Italiens à l'étranger » et désormais les émigrants s'appellent « citoyens italiens résidant ou allant à l'étranger ».

Le gouvernement fasciste a pris une série de mesures pour restreindre l'émigration. Notons entre autres : a) Le tarif spécial des chemins de fer favorisant les Italiens qui

(24) WOOD : *La politique d'émigration de l'Italie*, p. 124.

se rendaient à l'étranger pour travailler, fut supprimé en 1927 pour donner place à un autre tarif, qui favorise les italiens qui rentrent dans leur pays. Cette réduction s'élève à 50 % du prix de transport. b) Un décret établit que, même en cas de permis d'émigration, le séjour à l'étranger doit durer trois ans au maximum. Les femmes, les enfants et les parents de l'émigrant ne peuvent pas aller le rejoindre. Depuis juillet 1928 le travailleur qui part doit prendre l'engagement de ne pas faire venir sa famille auprès de lui à l'étranger.

Cette politique du régime fasciste a eu évidemment ses répercussions sur le mouvement d'émigration italien. Tandis que de 1924 à 1926 plus d'un demi-million d'italiens avaient émigré, dans les trois années suivantes moins de la moitié de ce chiffre a quitté l'Italie. Ainsi 300.000 italiens devaient chercher leur pain dans les ressources du pays natal (25). Mais en 1930 on comptait 280.097 émigrants, car (surtout en septembre) le gouvernement italien s'est brusquement décidé à autoriser le départ d'un grand nombre d'ouvriers. Il est vrai que ce chiffre a été de 165.864 pour 1931.

Parmi ce petit nombre d'italiens qui émigrent maintenant, les 3/4 vont en Europe et surtout en France (qui en reçoit plus des 2/3 de ce chiffre), devenue après la guerre un grand centre d'émigration. La faiblesse du taux de la natalité française, ses pertes en hommes pendant la guerre mondiale, la diminution de la durée du travail, l'exode rurale et le développement intellectuel du pays, constituent, d'après M. le professeur Oualid (26), les raisons pour les-

(25) SPORZA : *Les bâtisseurs de l'Europe moderne*, p. 70.

(26) W OUALID : *L'immigration ouvrière en France*, p. 14-15.

quelles la France fait appel à la main-d'œuvre des pays voisins, et surtout aux italiens et aux espagnols.

Le gouvernement italien a cherché aussi à resserrer les rapports entre le pays natal et « les citoyens italiens à l'étranger », qui, maintenant, « portent plus loin les frontières de la Patrie ». Pour mieux protéger les collectivités italiennes de l'étranger le gouvernement a augmenté le nombre de ses agents consulaires, qui doivent être citoyens italiens. Ainsi croit-on, le progrès de l'expansion italienne sera mieux assuré.

Un institut national de crédit, créé en 1923, aide les travailleurs italiens à l'étranger et finance, intégralement ou partiellement, les entreprises de colonisation ou de travail à l'étranger qui emploient, uniquement ou en majorité, des travailleurs italiens.

La réduction de l'émigration italienne, envisagée par le gouvernement fasciste, doit évidemment aggraver le problème démographique de ce pays. Le régime fasciste, en dehors de la politique d'expansion, dont nous parlerons tout à l'heure, cherche à parer à cette difficulté par deux moyens : a) la mise en valeur du sol, de façon à accroître la puissance productrice, et b) le développement de l'émigration interne, qui tend à diriger la population qui ne peut pas vivre dans une province vers une province à densité moins forte (27) plutôt que d'aller à l'étranger.

Le Commissariat qui a été chargé de s'occuper de l'émigration interne, conformément au texte législatif du 27 avril 1930, doit (28) :

a) Assister économiquement et moralement les travailleurs émigrant temporairement, pendant leur voyage et

(27) WOOD : *op. cit.*, p. 132 et 135.

(28) ROSENSTOCK-FRANCK : *op. cit.*

leur installation et surveiller l'application des contrats collectifs qui les concernent. Cette émigration temporaire vise spécialement les travailleurs agricoles.

b) Procéder à la colonisation proprement dite, à savoir à l'installation définitive des émigrés qui présentent des possibilités et des garanties d'adaptation dans le nouveau territoire. Par ce moyen le gouvernement fasciste croit pouvoir combattre en partie le chômage.

VI. — L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

La « ruralisation » du pays, qui évidemment augmentera la production nationale, contribuera aussi à faire de l'Italie, qui d'ailleurs l'a toujours été, un pays à population dynamique avec un excédent net annuel considérable. Mais cette population, déjà très dense, ne pourra pas trouver indéfiniment sa subsistance dans la péninsule, malgré l'application des principes fascistes de « productionisme », que nous étudierons plus loin. La richesse nationale de l'Italie est faible et son empire colonial est pauvre et malsain. D'autre part, en effet, le mouvement d'émigration a diminué surtout à cause de la fermeture des frontières de plusieurs Etats d'immigration et en second lieu à cause de la politique fasciste qui décourage ouvertement, limite et même prohibe l'émigration.

En prenant en considération ces données, on peut facilement expliquer cette opinion si en faveur en Italie, que « le pays doit suivre une politique expansionniste ».

En parlant de la doctrine fasciste au point de vue politique nous avons fait remarquer que le nationalisme fasciste ne peut qu'avoir, du moins en théorie, comme consé-

quence une expansion politique. Mais, étudiant dans ce chapitre la doctrine « économique-corporative » du Fascisme, nous mettrons à part son expansion politique. Nous suivons, par conséquent, les économistes qui parlent seulement d'une simple « expansion économique » et particulièrement M. le professeur Celestino Arena, qui s'est intéressé spécialement à la question dans plusieurs de ses ouvrages.

Cet auteur considère le phénomène de l'expansion italienne comme une question vitale et non purement et simplement comme le fruit d'une exaltation passagère du nationalisme fasciste. Il soutient que c'est plutôt ce problème qui a créé le Fascisme et non le Fascisme qui a créé le problème de l'expansion (29). La preuve en est, qu'en Italie, non seulement les nationalistes (30), mais encore les socialistes du temps parlaient d'une expansion ou pénétration économique dans les territoires nouveaux et surtout dans les Balkans et l'Orient (31).

Cette expansion ne doit pas avoir comme seule manifestation le fait de travailler, comme c'est le cas de l'émigration ordinaire, mais elle doit viser la colonisation, ou un débouché commercial et industriel (32). La Corporation contribuera, d'après les théoriciens, au succès de l'expansion, car elle réalise la coordination et l'unité des forces économiques, chose indispensable pour atteindre le but de l'expansion.

M. Aréna observe que l'expansionnisme fasciste ne doit être confondu ni avec l'impérialisme ni avec le nationa-

(29) ARENA : *Corporazione e espansione economica*, p. 5.

(30) CORRADINI : *L'unità e la potenza delle Nazioni*, p. 217.

(31) ARENA : *L'Espanzione economica nel regime corporativo*, p. 12.

(32) ARENA : *op. cit.*, p. 8.

lisme économique classique. Il pense que l'opinion étrangère considère l'expansionnisme fasciste comme un système politique, car très couramment on confond l'impérialisme avec le régime d'autorité. D'autre part la politique d'expansion du Fascisme ne peut poursuivre la politique du nationalisme économique dans le sens classique de l'économie fermée. Les conditions naturelles nécessaires, manquent en Italie pour pouvoir réaliser une « autarchie » économique. Au contraire, on peut dire que la politique de l'économie fermée et l'expansionnisme sont des choses incompatibles. L'Italie ne peut pas organiser rationnellement sa production et conquérir les marchés étrangers sans importer largement des matières premières étrangères. Du reste exportation et importation subissent des influences réciproques. En définitive l'économie fermée signifie presque cristallisation des conditions actuelles d'existence et, par conséquent, renonciation à l'expansion désirée.

VII. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE DU FASCISME

Suivons maintenant la politique fasciste en matière d'importation, et plus généralement son point de vue dans les rapports économiques internationaux.

Le Fascisme prétend être partout réaliste. Il n'est, en principe, ni libre-échangiste ni protectionniste. Les doctrinaires du nationalisme italien, dont les théories ont été adoptées par le corporatisme fasciste, ont les mêmes idées. M. Alfredo Rocco dans sa brochure de 1914 soutient que, dans la science de l'économie nationale, le problème de la politique douanière n'est pas discuté « in abstracto » et ses théoriciens n'en établissent pas de principes immuables

et éternels pour tout temps et lieu; il dépendra des conditions spéciales du pays en question.

Les conditions spéciales de l'Italie exigent, selon les « corporatistes », une collaboration étroite avec les pays étrangers. Le « collaborationnisme » fasciste, disent-ils, ne doit pas être appliqué seulement dans l'intérieur du pays sous la forme de la solidarité et de la coordination des facteurs économiques, mais encore dans le domaine économique international.

Il y a même des théoriciens, comme le prof. Spirito, qui ont imaginé à ce propos la Corporation internationale, grâce à laquelle on peut avoir une réalisation intégrale du principe corporatif. C'est ainsi seulement, dit M. Spirito, qu'on peut éviter le gaspillage dans l'économie internationale et la satisfaction des besoins du moment. M. de Michelis souhaite aussi une application du principe corporatif fasciste dans le domaine international (33).

D'après ce qui précède on comprend sans peine la différence de point de vue qui sépare le nationalisme économique fasciste du nationalisme économique de Frédéric List. List avait imaginé un système et son pays l'a suivi : réaliser à tout prix et spécialement par l'intense protection douanière et les prohibitions d'importation, le développement rapide de l'industrie allemande, qui à son époque (1840) se trouvait en retard vis-à-vis de l'industrie anglaise. Son système national-protectionniste était d'une durée provisoire, jusqu'à ce que l'Allemagne atteindrait le développement industriel désiré. L'Italie, faute de moyens nécessaires, ne peut ambitionner une pareille indépendance. Il est vrai que le nationalisme et le productionnisme fas-

(33) DE MICHELIS : *La Corporazione nel mondo*, p. 264 et 266.

cistes suggèrent souvent au gouvernement une politique protectionniste. Mais cette protection ne concerne pas seulement l'industrie, comme chez List; elle embrasse tous les domaines de la production et surtout l'agriculture, comme on verra dans la « bataille du blé ». De plus, la protection n'est pas un simple programme; elle se présente comme une dure nécessité et comme la conséquence de la politique protectionniste des autres pays.

A la lumière de ces considérations, que nous venons d'exposer, nous pouvons dire en deux mots que le corporatisme italien n'a pas un programme fixe de libre-échange ou de protectionnisme. Il repousse ces deux théories qu'il considère extrémistes et prétend vouloir se conformer aux exigences de la vie économique en pratiquant très largement le système des accords et des traités commerciaux.

En examinant la crise économique mondiale et ses répercussions sur l'Italie, M. Arias (34) constate que son pays a engagé beaucoup de ses droits de douane et a réduit suffisamment la marge de protection du tarif de 1921. La plupart des traités commerciaux ont été contractés entre 1922 et 1925. L'ancien ministre, M. Bottai, dans son discours prononcé le 19 février 1931 à l'occasion de la Conférence Douanière, a dit que la politique commerciale du Fascisme tend, grâce à ses principes de modération, à concilier les exigences de la situation économique intérieure avec la nécessité du développement des échanges avec les autres pays. C'est de cette façon, ajoute M. Bottai, que l'Italie est parvenue à mettre en pratique le principe de la stabilité en matière douanière (35).

(34) Gino ARIAS : *L'Italia e la crisi economica*, p. 28-29.

(35) G. BATTISTA : *La politique italienne des traités de commerce*, dans la *Revue Economique Internationale*, 1931, t. 4, p. 109.

La crise mondiale a conduit l'Italie, comme tout autre pays, à prendre des mesures spéciales, afin de limiter les importations et par conséquent l'exode de devises. La péninsule a recouru au système des contingentements et a frappé par le décret du 24 septembre 1931 d'un droit général de 15 % « ad valorem » toutes les marchandises qui entrent dans le Royaume. Il est bien entendu que ce tarif général ne s'applique pas aux pays étrangers envers qui l'Italie est liée par des accords spéciaux.

SECTION III

Le Solidarisme économique

« Pour la doctrine fasciste — a dit M. Mussolini — capital et travail ne sont pas deux termes en contradiction. Ce sont deux termes qui se complètent; l'un ne peut rien faire sans l'autre et par conséquent ils doivent s'entendre et ils le peuvent ». En d'autres termes la doctrine corporative du fascisme se base sur la collaboration et la solidarité des classes.

Le « collaborationnisme » et le solidarisme ne sont pas des principes nouveaux, d'invention fasciste. Cette idée se trouve dans plusieurs théories de tout temps. Depuis l'antiquité beaucoup de philosophes et écrivains ont dit que tous les hommes qui vivent en société forment un tout comme les membres d'un corps. Le syndicalisme chrétien se base également sur la collaboration des classes patronales et ouvrières; pour lui aussi, les intérêts ne sont opposés qu'en apparence et une organisation de ces intérêts, dans le fond solidaires, donnera une solution satisfaisante au problème social.

Mais c'est un Français, Léon Bourgeois, qui a employé le premier le mot « solidarité » sous une signification spécifique, et a fondé sa théorie du « solidarisme ». Cet auteur a développé sa doctrine à plusieurs occasions. On peut la résumer ainsi : L'homme venant à la société se trouve chargé d'obligations de toute sorte envers elle, car il bénéficie d'un héritage accumulé par ses ancêtres (1). Ainsi la solidarité, d'après Léon Bourgeois, est le fait premier et antérieur à toute organisation sociale.

Le Fascisme, comme Léon Bourgeois, constate qu'un lien d'interdépendance lie les membres et les classes d'une société donnée (2). C'est là le point commun des deux doctrines. Mais la théorie de Bourgeois est plus vaste que celle du Fascisme et, en plus, ce dernier envisage la solidarité et la collaboration plutôt comme une nécessité et un moyen de la prospérité de la Nation, que comme un devoir héréditaire.

L'idée solidariste du Fascisme est une conséquence de sa théorie nationaliste. La preuve en est que les nationalistes italiens, de Enrico Corradini, qui n'imaginaient pas encore le principe corporatif, parlaient du principe de la collaboration des classes pour des fins nationales. Enrico Corradini avait dit qu'« il faut réaliser une nécessaire et naturelle conversion; la conversion de la classe prolétarienne à la nouvelle solidarité avec la classe productive ; il faut proclamer une morale nationale, une raison de solidarité parfaite entre les producteurs et les ouvriers et de solidarité de toutes les classes avec l'Etat... »

Le nationalisme économique de List ne pensait pas différemment. « La prospérité des individus, disait-il, dépend

(1) LÉON BOURGEOIS : *Le solidarisme*, p. 54.

(2) G. PIROU : *Les doctrines économiques en France*, etc. p. 160.

surtout de la puissance politique de la Nation, dont ils font partie; l'intérêt réel des classes sociales leur suggère de collaborer dans une organisation rationnelle, subordonnant l'intérêt particulier à l'intérêt supérieur de la Nation » (3).

La doctrine solidariste n'a attiré ni les socialistes, ni les économistes « orthodoxes ». Les premiers considèrent que cette théorie fut de tout temps la théorie « des classes dirigeantes ». Elle est « la méthode préférée de la bourgeoisie et de ses agents, pour maintenir plus solidement les travailleurs sous le joug de l'exploitation » (4).

Un grand économiste italien, Vilfrédo Paréto, écrivait que « le solidarisme sert de prétexte aux gens qui veulent jouir du labeur d'autrui, et aux politiciens qui ont besoin de se recruter des adhérents aux frais des contribuables ; c'est tout simplement un nouveau nom donné à un genre d'égoïsme des plus malsains » (5).

Avant d'exposer la conception du « collaborationnisme » fasciste, il faut observer avec M. Cesarini Sforza que la doctrine économique du Fascisme a pris le nom de « corporatisme » au lieu de celui de « solidarisme économique » car les syndicats des ouvriers que le mouvement fasciste a créés sur la base de la solidarité nationale, se sont appelés au commencement « Corporations » afin de se distinguer des autres organisations professionnelles du syndicalisme italien, qui étaient inspirées du principe de la lutte de classes (6).

Le Fascisme prétend mettre sur le même plan le capital

(3) DENDIAS : *op. cit.*, p. 386 et RICHELET : *Le système national* (trad. de Fr. List), p. 141.

(4) NICOLETTI : *Le Fascisme contre le paysan*, p. 81.

(5) *Le péril solidariste*, dans « *Journal des Economistes*, 15-5-1900.

(6) WIDAL CESARINI SFORZA : *Istituzioni di diritto corporativo*, p. 4.

et le travail. Il trouve défectueux le régime capitaliste de l'économie libérale, où l'incurie aveugle finit par soumettre l'élément-travail à la domination de l'élément-capital, ainsi que le régime collectiviste de l'économie socialiste où l'aversion envieuse conduit au résultat inverse. En opposition à cette dernière théorie, qui se propose de servir les intérêts d'une classe, de la classe ouvrière, au détriment d'une autre, de la classe bourgeoise, le corporatisme fasciste demande à ces deux classes de collaborer sous la tutelle de l'Etat pour la prospérité de l'Italie et des italiens (7). Le corporatisme admet le concept de « classe » — ou plutôt des catégories productives — comme une réalité, mais il ne l'entend pas à la manière des socialistes et prétend l'élever en substituant la « collaboration » à la fameuse « lutte de classes » et opposer à l'antagonisme l'entente dans les limites que dicte l'intérêt de la Nation (8). C'est l'opinion aussi de M. le prof. Guido Bortolotto qui dit avec raison, que, d'après la doctrine fasciste « en Italie les forces de la production, au lieu de s'organiser en classisme sur une base internationale, doivent se constituer en interclassisme sur base nationale » (9).

Pour M. Mussolini et le Fascisme, la lutte de classes peut être un épisode de la vie d'un peuple, mais elle ne peut pas constituer un système quotidien, car cela signifierait la destruction de la richesse et par conséquent la misère universelle (discours à Polesine prononcé par le Duce le 2 juin 1923).

Avec son organisation syndicale et corporative l'Etat fasciste tend à réaliser sa tâche : l'abolition de la « lutte

(7) LUCIUS : *Le rénovation da Capitalisme* p. 163.

(8) AMBROSINI : *Economia e Politica dello Stato corporativo*, p. 38.

(9) BERTOLOTTO : *Lo stato e la dottrina coporativa*, p. 52.

de classes ». Le régime soviétique, lui aussi, a aboli la « lutte de classes » mais d'une autre façon : par la prééminence donnée à la classe ouvrière, qui, en assumant le pouvoir politique, a détruit la classe bourgeoise. En Italie, au contraire, le gouvernement, d'après l'expression de M. Mussolini « n'est pas aux ordres des uns ou des autres, mais au dessus de tous ». L'unique moyen d'obvier aux heurts d'intérêt entre capital et travail est de reconnaître à l'un et à l'autre des droits et des devoirs égaux (10). L'Etat, par l'intermédiaire de ses organes corporatifs, agit « super partes », comme un arbitre (11).

M. Rocco, dans son discours à la Chambre du 10 décembre 1925, en parlant de la loi syndicale, a proclamé que : « la loi fasciste n'est ni une loi antiprolétaire ni une loi anticapitaliste. C'est une loi d'équilibre social ».

La solidarité entre les différents facteurs de la production trouve, suivant l'art. 4 de la Charte du Travail, son expression concrète dans le contrat collectif de travail « moyennant la conciliation des intérêts opposés des patrons et des ouvriers et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. D'autre part, l'al. 3 de la déclaration VII de la Charte s'exprime ainsi : « De la collaboration des forces productives dérive leur réciprocity de droits et de devoirs. Le travailleur, technicien, employé et ouvrier est un collaborateur actif de l'entreprise économique, dont la direction appartient à l'employeur, qui en a la responsabilité ».

Comme M. Bottai l'observe (12), l'opposition des intérêts

(10) PAVESI-MAZZINI : *Economia corporativa e dottrine realiste*, p. 111.

(11) ZANGARA : *La dottrina sindacale e corporativa*, p. 28.

(12) BOTTAI : *Esperienza corporativa*, p. 51.

entre les diverses catégories productives continue. L'économie corporative désire limiter et régler leur contraste par les organes spéciaux du régime, le Syndicat, la Magistrature du travail, la Corporation, etc. Ces organes doivent assurer une égalité entre les classes. Mais, quand le corporatisme italien parle de l'égalité entre les classes, il n'entend pas évidemment une véritable et effective égalité économique parmi les divers facteurs productifs, mais une égalité juridique (décl. VI de la Charte), une capacité ou possibilité d'influence égale dans l'établissement des rapports collectifs et la discipline de la production (13). En particulier la Corporation fasciste crée une synthèse intégrale solidariste non seulement des intérêts des individus et des catégories productives entre elles, mais encore de tous ces intérêts avec la société nationale (14).

M. Perroux, examinant l'organisation corporative du régime fasciste, écrit que dans les pays démocratiques l'absence d'un pouvoir central capable de concilier les antagonismes des intérêts et à les forcer à renoncer à l'intérêt particulier, qui s'oppose à l'intérêt général, est le grand obstacle à l'efficacité de l'action des conseils économiques. Le régime fort, au contraire, ou la dictature, ont la force d'imposer des solutions pour la réalisation de l'intérêt collectif. En effet, il se peut que les facteurs et les catégories économiques qui sont représentés dans les Corporations ne s'entendent pas à cause de l'existence d'intérêts radicalement opposés; en tel cas l'Etat, restant l'arbitre indispensable, devra imposer sa volonté et comman-

(13) AMBROSINI : *op. cit.*, p. 22 et FERRI : *L'ordinamento corporativo, sul punto di vista economico*, p. 184-185.

(14) ARENA : *L'espansione economica*, etc., p. 183 et BIAGGI : *Lo stato Corporativo*, p. 28.

der (15). On doit, dans ces conditions, avoir une pleine confiance dans l'impartialité de l'Etat (16).

Il n'est pas inutile de signaler ici la différence qui sépare les corporations du moyen-âge des corporations modernes, en ce qui concerne le principe de solidarité nationale. Dans l'organisation du moyen-âge l'intérêt de l'Etat n'était pas supérieur à celui de la corporation ; celle-ci était une organisation privée, voisine plutôt de l'organisation syndicale actuelle, comme nous verrons dans notre seconde partie ; elle était un petit Etat souverain en matière économique. C'est pourquoi non seulement aucune collaboration des catégories économiques voisines n'existait dans le sein de la corporation mais à la place de la solidarité des catégories économiques on avait sans cesse des conflits entre les corporations voisines et entre celles-ci et l'Etat.

SECTION IV^e

Le productionnisme

En Italie on constate facilement une disproportion très grande entre le capital et le travail et spécialement entre les matières premières et le développement démographique. Ces conditions spéciales, sous lesquelles l'Italie se trouve, ont conduit ses hommes d'Etat de tout temps à penser à l'intensification de la production nationale.

Le Fascisme, ayant pour but la grandeur de l'Italie, ne pouvait rester indifférent devant la question de la production. Il considère le progrès économique par le déve-

(15) PERROUX : *Contribution à l'étude de l'économie et des finances de l'Italie depuis la guerre*, p. 139.

(16) *Echo de Paris* du 8 octobre 1933.

loppement de la production d'un intérêt capital au point de vue social et politique, car il admet que la prospérité et la puissance du pays en dépendent essentiellement. La Charte du Travail déclare que la fin suprême de l'Italie fasciste est la puissance nationale et elle reconnaît que celle-ci ne peut dériver que d'une production intense.

Le Fasciste pense que le problème économique est avant tout un problème de production pour subvenir aux besoins de la population croissante de la péninsule. C'est pourquoi le Fascisme prend la thèse opposée à celle du Communisme. Pour le Fascisme, en effet, le problème qui se pose en Italie est beaucoup moins un problème d'équitable répartition des richesses, qu'un problème d'acroissement de la production. Saint Simon disait aussi : « Pour assurer une répartition plus équitable, il faut avant tout augmenter la production ». Le maximum de la production, dit M. Fovel (1) coïncide avec le maximum de bien être des classes les plus pauvres, et c'est précisément pour cela que l'économie corporative, étant productiviste, est, en un mot, populaire.

La production italienne, en effet, si l'on excepte quelques-unes de ses branches, est encore loin d'avoir excédé les besoins du pays et de l'exposer aux risques d'une surproduction. C'est pourquoi le Fascisme, dès son avènement a cherché à encourager la production. Le corporatisme, pour arriver au maximum de la production, coordonne les activités individuelles au moyen de ses organes, afin d'éviter les gaspillages, qui ne font qu'affaiblir la puissance économique et, plus généralement, politique de la Nation.

(1) FOVEL : *Economia e corporatismo*, p. 68.

I. LE TRAVAIL COMME DEVOIR SOCIAL

L'organisation syndicale et corporative fasciste vise les italiens en tant que producteurs, c'est-à-dire en tant qu'ils participent directement ou indirectement à une entreprise industrielle, agricole, bancaire ou de transport et encore, les professionnels et les artistes qui, eux aussi, produisent des biens immatériels, ayant une certaine valeur. Le capitaliste aussi est considéré par le régime fasciste comme dispensateur d'épargne — c'est-à-dire producteur de nouveaux capitaux — plutôt que comme possesseur de ceux-ci.

Le sens du mot « travail » dans l'économie corporative est donc très large; il s'étend à toute espèce d'activité humaine appliquée à la production; par conséquent, au travail d'organisation et de direction. Le travail, sous une forme quelconque, est l'unique et indispensable titre de la vie sociale; la Charte le caractérise expressément comme « devoir social ». Voici d'ailleurs les termes exacts de la déclaration II : « Le travail, sous toutes ses formes, intellectuelles, techniques et manuelles, est un devoir social. A ce titre et seulement à ce titre il est surveillé par l'Etat ». L'Etat lui accorde sa protection et son assistance.

Dans le régime corporatif, le travail devient un devoir social, car il intéresse la société, la Nation et l'Etat, dans leur présent et dans leur avenir. Le travail, dans l'économie corporative n'est pas libre selon la conception libérale, mais c'est un devoir sur lequel l'Etat exerce sa tutelle surtout à travers son organisation syndicale; il n'est pas abandonné à la discrétion du capital.

D'après la conception fasciste, devant le travail tous

sont égaux. Le Duce dans son discours du 10 novembre 1934 disait « Le siècle dernier a proclamé l'égalité des citoyens devant la loi et ce fut une conquête d'une portée formidable. Le siècle fasciste maintient et consolide ce principe mais en ajoute un autre non moins fondamental : l'égalité des hommes devant le travail entendu comme devoir et comme droit, comme joie créatrice qui se doit élargir et anoblir l'existence et non la mortifier ou la déprimer. Une telle égalité fondamentale n'exclut pas, mais au contraire elle exige, la différenciation très nette des hiérarchies au point de vue des fonctions, du mérite, des responsabilités ».

Les personnes, qui ne travaillent pas, ne peuvent pas participer à la vie sociale et politique de l'Etat, car, ainsi que nous l'avons déjà vu. l'Etat fasciste, même politiquement, se base sur les syndicats et les Corporations. L'interdiction de participer à la vie sociale et politique est la sanction à la violation de la déclaration II de la Charte, en opposition à la menace bolcheviste : « ne mange pas celui qui ne travaille pas ». Cette différence dans la sanction mise à part, l'oisif est stigmatisé dans l'Etat fasciste comme dans l'Etat bolcheviste.

M. le professeur Lescure, en rappelant que dans cette conception de l'exaltation du travail le Fascisme évoque le bolchevisme, ajoute que les saints-simoniens auraient applaudi au Fascisme (2). En effet, Saint Simon, en proclamant la disparition des classes, envisage deux catégories de personnes : les travailleurs et les oisifs, ou le « parti national » et le « parti antinational ». Ces derniers ne peuvent pas être maintenus dans la société saint-

(2) LESCURE : *Revue de Paris* : *L'Etat fasciste* (octobre 1929).

s monienne. Les premiers comprennent, outre les ouvriers manuels, les agriculteurs, les artisans, les manufacturiers, les savants et les artistes. Nous voyons alors que Saint Simon, également ne pensait pas à supprimer le revenu des capitalistes (3).

En faisant la comparaison entre Bolchevisme et Fascisme, M. le professeur Dendias observe que ce dernier « rétablit la bourgeoisie, productrice et intelligente, qui crée et dirige les entreprises, et non pas la bourgeoisie ignorante, paresseuse et parasitaire, dans son ancien domaine d'initiative de production et procède même à son organisation syndicale (4). On ne rencontre pas en effet le mot « citoyen » au long des 30 déclarations de la Charte. L'individu figure sous le nom de technicien, d'ouvrier, d'employeur, ou sous l'expression générique de producteur (5).

La conception fasciste du travail-devoir social n'a pas été présentée pour la première fois dans les déclarations de la Charte du travail. Nous la rencontrons bien avant, dans la motion de Bianchi au congrès de Bologne pour l'élaboration de la Charte économique du Fascisme. Cette motion disait :

1) Le travail constitue le titre souverain de légitimation du « droit de cité » des hommes dans l'organisation sociale.

2) Le travail résulte des efforts harmonieux, voulus pour créer, perfectionner et accroître le bien-être matériel, moral et spirituel de l'homme etc.

L'accomplissement de ce devoir social doit être, d'une

(3) GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, p. 243.

(4) DENDIAS, *op. cit.*, p. 292-293.

(5) DYPÉROUX : *La Charte du Travail*, etc., p. 21.

part, possible matériellement et ininterrompu et, en second lieu, doit devenir plus efficace au point de vue du rendement.

Pour donner aux italiens la possibilité d'accomplir leur devoir social, l'Etat, par son organisation syndicale et corporative, s'efforce de réduire le chômage, comme nous verrons dans la deuxième partie de notre étude.

Mussolini, dans son discours du 26 mai 1934, disait devant les députés fascistes : « Le problème que nous devons envisager et résoudre est celui-ci : comment donner la plus grande quantité de travail, pour obtenir la plus sûre continuité, au plus grand nombre possible de travailleurs italiens. »

La production étant d'un intérêt capital, exige que le devoir social s'exerce d'une façon continue, sans interruption. C'est là la principale raison de la suppression des lock-outs et des grèves qui provoquent des pertes considérables.

Pour l'augmentation du rendement du travail, l'instruction professionnelle est devenue un des objectifs obligatoires des associations syndicales fascistes (condition sine qua non pour leur reconnaissance) et l'enseignement technique est devenu obligatoire dans plusieurs écoles.

II. MATIERES PREMIERES

M. Giuseppe Belluzzo, ancien ministre de l'Economie Nationale, prétend dans son livre sur « l'Economie fasciste » (6) que l'Italie n'est pas pauvre en matières premières ni relativement (en comparaison aux autres pays) ni de façon absolue (quant aux exigences de la produc-

(6) BELLUZZO : *L'Economia fascista*, p. 145-146.

tion italienne d'aujourd'hui et de demain). Mais, en réalité, l'Italie, pour faire face aux besoins de son industrie, achète à l'étranger des quantités de matières premières et surtout du charbon et du fer.

Le gouvernement fasciste dans son vif intérêt de libérer l'Italie le plus possible de ce qu'il appelle la « servitude des matières premières » pour lesquelles il dépense actuellement des sommes énormes, cherche à suppléer aux besoins de l'industrie italienne en charbon par la lignite dont la péninsule dispose et à utiliser très largement la houille blanche. Une des plus grandes manifestations de ce dernier effort est le vaste programme d'électrification des chemins de fer, dont une grande partie a déjà été réalisée.

Mais, d'autre part, le gouvernement a accordé des dégrèvements sur les matières premières obligatoirement importées de l'étranger et pour encourager l'esprit d'initiative et d'émulation a accordé des facilités dans l'importation temporaire de produits à manufacturer.

Plusieurs organismes d'étude et de propagande ont été créés pour rationaliser la production; on constate une orientation remarquable vers l'application scientifique des méthodes techniques, l'amélioration des produits et la recherche de l'exploitation méthodique des débouchés. L'Italie fasciste, en un mot, a imité l'exemple des grands pays industriels de l'époque moderne et surtout les Etats-Unis et l'Allemagne. Mais, comme le professeur Lello Gangemi (7) l'observe, l'application intégrale des formules américaines, dans lesquelles on tiendrait en considération les éléments techniques et scientifiques, est impossible en Italie, mais une application relative n'est pas impossible pour diminuer le coût et augmenter la production.

(7) L. GANGEMI : *Lineamenti di politica economica corporativa*, p. 412.

Il faut ajouter ici que si le pays souffre du manque de certaines matières premières indispensables, il se trouve, dans la concurrence internationale, favorisé par le bon marché de la main-d'œuvre nationale.

III. L'AGRICULTURE

Le Fascisme cherche à appliquer un vaste programme de ruralisation. L'agriculture représente pour l'Italie, comme chacun le sait, la source de vie la plus riche : elle occupe plus de la moitié de sa population, si l'on compte les personnes occupées à l'agriculture, proprement dite, et aux industries qui en dérivent. Avant la guerre 50% des habitants de la péninsule exerçaient leur activité économique dans l'agriculture, au moment où cette proportion était pour la France de 40 %, pour l'Angleterre de 12 % et pour l'Allemagne de 35 %. Evidemment, dans ces derniers pays la proportion des personnes occupées dans l'industrie et le commerce est plus élevée par rapport à l'Italie. Après la guerre ces chiffres n'ont pas changé sensiblement.

On comprend ainsi facilement l'importance capitale que l'exploitation du sol a pour l'Italie; on calcule que presque la moitié de la richesse nationale, qui s'élève approximativement à 400 milliards de liras, est une richesse et un patrimoine spécifiquement rural (8).

Le chef du gouvernement italien, dans la préface de l'ouvrage de M. G. Belluzzo, montre l'importance de l'agriculture en faisant ressortir que celle-ci est en elle-même une industrie et que de plus elle est la source essentielle de plusieurs industries. De sorte que développer au maximum l'agriculture italienne signifie développer en même

(8) G. ACERBO : *L'agriculture sous le régime fasciste*, dans « *L'Etat Mussolinien* », p. 68.

temps l'économie nationale, car c'est encourager les industries textiles, chimiques etc. qui sont liées à l'agriculture.

Parmi les ouvrages traitant spécialement de l'agriculture sous le régime fasciste, en tant que source économique, celui du sous-secrétaire d'Etat à la bonification intégrale, M. Serpieri, est des plus frappants. M. Serpieri, en étudiant les problèmes de la terre sous le régime fasciste trouve souvent l'occasion d'exalter la supériorité morale et physique des habitants de la campagne, auxquels, dit-il, le gouvernement italien a su prêter le plus grand intérêt en établissant ainsi l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture, qui était depuis longtemps rompu en faveur de la première.

Mais tous les corporatistes italiens ne sont pas d'accord sur ce point. L'aile gauche de la doctrine corporative-fasciste, représentée surtout par le professeur Ugo Spirito, n'hésite pas à faire remarquer que l'idéal de tout pays moderne doit être celui d'une industrialisation à outrance et qu'en un mot progrès industriel et civilisation sont deux expressions équivalentes.

La politique agricole, aide sans doute, d'après M. Spirito (10) le régime dans son effort pour l'augmentation de la population, car les ruraux sont plus prolifiques que les citadins. Mais l'économie agricole ne pourra pas, à cause de la loi de la rente décroissante, faire vivre cette population sans cesse accrue, car pays agricole signifie pays pauvre et économie agricole signifie économie antiexpansionniste et antiimpérialiste. L'insuffisance de matières premières en Italie ne doit pas empêcher la péninsule de

(9) ARR. SERPIERI : *Probemi della terra nel economia corporativa*, p. 130.

(10) SPIRITO : *Capitalismo e corporatismo*, p. 139-142.

développer son industrie, car cet obstacle peut être surmonté par les autres coefficients de la production (travail à bon marché) et l'organisation corporative de l'économie.

En faveur de l'agriculture, le gouvernement fasciste a pris plusieurs mesures. En laissant à part pour le moment les deux grandes réalisations de la politique rurale du Fascisme, à savoir la bonification intégrale et la bataille du blé, citons quelques-unes de ces mesures :

a) Des méthodes nouvelles de culture ont été introduites, facilitées par une organisation spéciale dans le domaine éducatif agricole. Le gouvernement a été préoccupé du développement des études agricoles et il a institué des écoles ambulantes pour l'éducation des milieux ruraux. L'extension de l'emploi des engrais, comparée à l'époque pré-fasciste, est considérable.

b) Pour lutter contre l'exode rural, qui est un phénomène général dans tous les pays modernes, le Fascisme non seulement s'est efforcé d'améliorer les conditions du travail et de la vie agricole, mais il a directement armé les pouvoirs publics (préfet, etc.), contre ce courant d'exode.

L'exode rural et le dépeuplement des campagnes italiennes sont mis en évidence par les statistiques suivantes :

Personnes occupées à l'agriculture sur 1.000 habitants :

1901	380
1911	340
1921	329

En parlant de l'émigration interne nous avons vu l'effort fasciste contre l'immigration urbaine et en étudiant la bonification intégrale nous aborderons la question de l'amélioration de la vie rurale.

Un des moyens les plus efficaces, employé par le gou-

vernement fasciste afin de maintenir les « ruraux » dans les campagnes et de ne pas les laisser devenir « urbains » par l'attrait des commodités de la vie sociale et spirituelle de la ville, c'est son effort pour assurer le minimum de ces commodités aux habitants de la campagne; ces commodités sont surtout : la lumière électrique, le téléphone et plus généralement la diffusion de la force électrique, la radio, le cinéma, les bibliothèques roulantes, les stations sportives, l'éducation domestique pour les femmes etc., (11).

c) Les producteurs agricoles ont été favorisés par diverses facilités en matière fiscale et par la réorganisation du crédit agricole. Dans les régions où existaient déjà des industries spécialisées, le gouvernement a opéré leur concentration et dans les régions où il n'y avait aucune organisation, il en a créé. A toutes les formes de crédit agricole à long terme, le gouvernement a accordé une garantie d'intérêt de 2 1/2 %. En second lieu, la diminution et l'abolition de la taxe successorale qui frappait surtout la propriété immobilière, étant la seule espèce de richesse facilement constatée, a encouragé la propriété agricole.

d) Un autre moyen pour encourager la vie dans la campagne consiste dans la « bonification intégrale », que nous traitons dans le paragraphe suivant.

IV. — LA BONIFICATION INTÉGRALE

Le gouvernement fasciste, en appliquant la politique de « ruralisation » dans un pays surpeuplé qui en même temps a des terres incultes, ne pouvait pas se contenter à encourager le développement des exploitations agricoles

(11) MARESCALCHI : *L'agricoltura nell' anno decimo*, p. 37.

existantes. Il faudrait, à tout prix, augmenter la surface susceptible de produire, afin de créer de nouveaux centres de vie rurale. Ainsi, nous entrons dans la matière de la « bonification intégrale », qui est considérée comme l'instrument le plus efficace pour donner à la culture plus de terre et pour élever la vie rurale. Ainsi le régime avancera dans sa tâche, qui est de faire de l'Italie un pays puissant et d'atteindre le but de l'expansion de l'influence italienne dans le monde.

La nécessité urgente de l'amélioration du sol de la péninsule a poussé, dès 1882, les gouvernements italiens à entreprendre des travaux de bonification pour lutter contre le paludisme et assainir le sol. La première loi italienne sur la bonification remonte à 1882 ; elle se bornait à la régularisation des cours d'eau en montagne, à des travaux d'assèchement et de colmatage des marais et à la lutte contre la malaria. Le recensement des terres à assainir, qui fut fait en 1882, a donné une surface de 1.839.411 hectares. Les travaux effectués jusqu'à 1892 ont fait assainir 840.000 hectares. M. Mitzakis (12), observe que ce qui caractérise les travaux de bonification entrepris dans le passé, c'est le défaut de continuité de vues et la modicité des moyens matériels et financiers mis en œuvre.

Le gouvernement fasciste a beaucoup élargi la notion de la bonification. Il a reconnu que beaucoup de territoires non marécageux appelaient aussi l'intervention de l'Etat en vue d'une meilleure exploitation et plus généralement une meilleure utilisation du territoire national.

La loi fondamentale qui concerne la bonification est la loi Mussolini de 1928. Mais elle n'est pas la première avec

(12) MITZAKIS : *Les grands problèmes italiens*, p. 58.

laquelle le nouveau régime a réglé la question de la bonification. Une série de lois et de décrets s'en est occupé avant la loi de 1928.

La loi de 1928 intègre toute la législation antérieure du régime. Le gouvernement se propose d'exécuter partout dans le Royaume tous les travaux d'assèchement et d'irrigation en même temps que la construction de routes, d'aqueducs, de maisons paysannes, de bâtiments ruraux, etc., et d'introduire un aménagement approprié aux cultures.

M. Serpieri écrit (13) que la bonification intégrale comprend deux phases : l'une négative et l'autre positive. Dans la première phase il s'agit de libérer la terre de tout obstacle qui s'oppose à une plus grande aisance et dans la seconde de construire des œuvres capables d'améliorer cette aisance, comme, par exemple, les œuvres hydrauliques.

L'application des lois sur la bonification intégrale a été confiée d'abord au ministère des Travaux Publics, et à celui de l'Economie Nationale; chacun d'eux avait des attributions spéciales. Mais cette dispersion des attributions a été jugée désavantageuse; c'est pourquoi tous les services de bonification ressortissant autrefois de l'Administration des Travaux Publics ont été soumis par le décret royal du 27 septembre 1929 (n° 1726), à un sous-secrétariat d'Etat pour la bonification intégrale. Ce sous-secrétariat est subordonné au ministère de l'Agriculture et des Forêts, en qui le Ministre de l'Economie Nationale a été transformé par le décret royal du 12 septembre 1929 (n° 1661).

Pour la coordination des diverses activités dans le domaine provincial des travaux de bonification, le décret

(13) SERPIERI : *Problemi della terra nell'economia corporativa*, p. 114-115.

royal du 18 novembre 1929 (n° 2071) a créé dans chaque province un comité technique composé de l'ingénieur en chef du Génie civil, du directeur de la chaire d'Agriculture et du commandant de la Cohorte et de la Centurie de la Milice Forestière Nationale.

L'Etat italien finance largement l'œuvre de bonification. L'annuité des dépenses de l'Etat est croissante; mais quand elle arrivera à un certain point, elle commencera à être décroissante. De 6 millions en 1929-1930, elle s'élève progressivement pour atteindre 100 millions en 1933-1934 et 323 millions 1/2 en 1943. Ce chiffre restera stable jusqu'à 1958-1959 et ensuite abaissera progressivement jusqu'à 17 millions en 1972-1973. Pour l'exécution des travaux prévus, les intéressés dressent des plans entre lesquels les experts du gouvernement établissent un ordre d'urgence (15).

Les travaux reconnus nécessaires sont exécutés par l'Etat quand ils ont un caractère de travaux publics; dans les autres cas, par les propriétaires mais obligatoirement.

Les travaux qui sont de la compétence et à la charge des propriétaires sont subventionnés dans la proportion d'un tiers de la dépense, mais la proportion peut être de 45 % quand il s'agit d'installations d'énergie électrique et de 75 % pour la construction d'aqueducs ruraux. Les propriétaires ne sont obligés à bonifier leur terre que si son rendement foncier doit compenser la dépense de l'entreprise. Les subsides de l'Etat seront réduits si ce rendement doit augmenter dans une proportion considérable (16).

Les travaux d'intérêt particulier sont exécutés par les consortiums de bonification, qui sont des associations de

(15) PERROUX : *Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 1461-2.

(16) *La bonification intégrale en Italie*, dans *Le Temps* du 26-6-1934.

propriétaires et constituent des organismes de droit public, surveillés par le ministre de l'Agriculture et par l'Association des consortiums, par laquelle les consortiums confédérés sont subventionnés.

Pour la création d'un consortium, le consentement des propriétaires possédant un quart des terrains à bonifier est nécessaire. Le consortium dresse les plans des travaux publics et privés obligatoires et les soumet à l'approbation ministérielle. Si le programme du consortium a été approuvé, celui-ci peut bénéficier d'avantages financiers (participation étatique à la dépense dans une proportion variant de 10 à 30%) et d'avantages fiscaux (exemption pour 20 ans de certains impôts s'il n'y a pas de subvention (17).

Pendant la période 1929-1932, ont été constitués avec l'aide de la Confédération Nationale Fasciste des Agriculteurs, 380 consortiums d'irrigation, 25 de bonification, 21 de voies de communication, 7 de travaux hydrauliques, intéressant un ensemble d'environ 700.000 hectares.

S'il y a des propriétaires qui ne veulent pas ou ne peuvent pas exécuter la transformation de leurs terres selon les directives imposées par l'Etat, ils peuvent être expropriés si, avant la déclaration d'inexécution ils ne cèdent pas volontairement leurs terres à la personne qui assume les obligations.

L'Œuvre Nationale des Combattants (Opera Nazionale Combattenti) a assumé la charge de ces terres cédées; grâce à son fort capital et à la possibilité d'émettre des obligations, l'O.N.C. ajoute aux fins générales de la bonification le but spécifique de créer de petites propriétés en faveur

(17) PUJO : *Dix ans de fascisme*, p. 121.

des paysans anciens combattants (18). La bonification de l'Agro Pontino est due, en grande partie, à l'activité de l'Œuvre Nationale des Combattants.

La superficie à bonifier atteint 4.215.092 hectares, dont la moitié est déjà presque terminée. La dépense que le gouvernement fasciste (1922-1934) a fait pour les travaux de bonification s'élève à 4.067.195.000 liras, tandis que les gouvernements antérieurs ont fait en tout une dépense de 1.720.500.000 liras actuelles. La bonification intégrale donne du travail à un grand nombre d'italiens. Le 1^{er} novembre 1934, il y avait 80.342 ouvriers occupés aux travaux de bonification de compétence d'Etat. Les travaux donnent naissance à des nouveaux centres de vie. Ainsi, M. Mussolini a inauguré, en décembre 1934, la nouvelle province italienne, Littoria.

V. — LA BATAILLE DU BLÉ

Autre manifestation notable de la politique agricole de l'Italie fasciste est la « battaglia del grano », c'est-à-dire la bataille du blé, que le gouvernement a assumée en 1925.

Le blé constitue pour l'Italie un des aliments essentiels. Ce pays vient aussitôt après la France, qui est la première en Europe en ce qui concerne la consommation du blé. On compte que l'utilisation du blé par les italiens s'élève annuellement à 83 millions de quintaux, y compris les 6 millions de quintaux dépensés pour les semences (19).

La production moyenne du blé dans la péninsule a varié avant la guerre entre 9 et 13 quintaux par hectare. Ainsi,

(18) CONSTANZÉ : dans la *Revue Internationale de l'Agriculture*, 1934, p. 177.

(19) ERNESTO CHIANTI : *La bataille du blé et la mise en valeur intégrale en Italie*, dans la *Revue Economique Internationale*, p. 338-339.

les importations de l'étranger atteignaient des quantités considérables, qui ont provoqué en 1924-1925 une dépense de 6 milliards de livres.

Avant le Fascisme on constate qu'il n'y avait pas de soin spécial pour la production du blé et surtout qu'il y avait défaut de protection de la production nationale de la part des gouvernements libéraux, qui se basaient plutôt sur l'idée de la division internationale du travail et l'achat à l'étranger.

Le gouvernement fasciste, avec sa nouvelle politique du blé, inaugurée par le décret du 4 avril 1925, tend à faire produire à l'Italie la quantité de blé nécessaire aux besoins de sa population. Les mesures que le gouvernement a prises, à cet égard, peuvent être résumées en deux : a) protection des producteurs italiens de blé par le maniement des droits de douane; b) accroissement du rendement par hectare dans les terres déjà employées pour la culture du blé.

Le Duce a dit : « La bataille du blé signifie : libérer le peuple italien de la servitude du pain étranger, la bataille est simple parce que l'objectif est précis. Il ne s'agit qu'augmenter le rendement moyen » (20).

Le décret-loi du 4 juillet 1925 a créé le « Comité permanent du blé », qui, composé aujourd'hui de 18 membres est présidé par le chef du gouvernement. Dans chaque province il y a un organisme régional.

La protection du blé, suspendue en 1915, fut reprise le 24 juillet 1925 sur la base d'un droit d'entrée de 7,50 livres-or par quintal, c'est-à-dire 27,50 (en 1925). Ce droit a subi

(20) PASQUALI : *Mussolini e la politica finanziaria del primo decennio*, p. 44-46.

des augmentations successives en 1928, 1929, 1930, pour aboutir au taux de 75 lires-papier par quintal en 1931.

D'autres mesures réduisent indirectement les importations du blé, comme par exemple l'obligation imposée d'employer pour la farine 95 % de blé national.

Le gouvernement fasciste désire augmenter sensiblement le rendement par hectare et étendre la culture du blé sur des superficies nouvelles. En effet, si l'on tient compte que les nouvelles provinces ne sont pas comprises dans les chiffres d'avant-guerre, on doit conclure que l'augmentation remarquable de la production est due presque exclusivement à l'augmentation du rendement par hectare. Si nous mettons à part les deux premières années qui ont suivi les mesures prises par le gouvernement fasciste et si nous comparons la période 1927-1932 à la période 1909-1914, nous avons les résultats suivants en chiffres ronds :

	1909-1914	1927-1932	1932	1933
Hectares cultivés.....	4.756.000	4.883.000	»	»
Production moyenne totale (quintaux).....	49.000.000	64.000 000	75.000.000	81.000.000
Production par hectare (quintaux).....	10,4	13,1	15	15,9

Mais en 1934, pour des raisons météorologiques, la récolte n'a atteint que 63.000.000 quintaux.

L'augmentation de la production par hectare a été obtenue dans toutes les provinces. Mais la supériorité des provinces de l'Italie septentrionale reste toujours au point de vue de rendement très nette.

A cette augmentation du rendement, le gouvernement a contribué, en dehors de la protection douanière, par l'intense propagande éducative, le développement de la consommation individuelle et les primes qu'il a instituées pour l'émulation des producteurs.

Mais, malgré ces mesures, l'Italie reste tributaire de l'étranger pour une grosse quantité de blé, que l'augmentation de la production obtenue parallèlement à l'accroissement de la population, n'est pas encore arrivée à diminuer considérablement (sauf l'année 1933).

M. Chianci (21) estimait en 1932 que les importations constituaient le 21 % de la consommation totale du pays de sorte que la proportion importée reste la même que celle de la période d'avant-guerre.

La protection douanière provoque, naturellement, une augmentation du prix du blé par rapport au niveau international, mais elle profite surtout aux grands propriétaires; car en Italie, la grande masse des petits producteurs s'occupe des cultures industrielles (betterave, vigne, tabac, olives, etc.) et de la culture d'autres céréales (maïs, etc.) et divers légumes (22).

VI. — CONCENTRATION DES ENTREPRISES

La concentration des entreprises, une des plus grandes manifestations du capitalisme moderne, était en Italie, à l'avènement du Fascisme, beaucoup moins marquée que dans les autres Etats civilisés. Le gouvernement fasciste, par des mesures spéciales, a provoqué et accéléré la concentration dans les diverses branches de la production. Par des dégrèvements fiscaux et d'autres facilités, le gouvernement a favorisé la concentration industrielle depuis 1927 sous la forme de fusions des entreprises. L'intervention de l'Etat consiste :

- a) En un appui pour la formation d'une entente indus-

(21) CHIANGI : *op. cit.* p. 248.

(22) NICOLETTI : *Le Fascisme contre le paysan.*

trielle, comme c'est le cas du consortium italien des producteurs navals (Consortio italiano produttori navali).

b) Ou bien, en la création de cartels obligatoires, comme celui des marbres de Carrare (Consortio per l'industria e il commercio dei marmi di Carrara).

c) Ou, encore, en une participation étatique à la création d'une cartel (Consortio Siderurgico).

d) Ou, enfin, par l'intermédiaire des contrats-types. Ces derniers sont des simples schémas de contrat, qui acquièrent l'efficacité juridique quand les groupements intéressés des producteurs s'entendent à ce propos (23).

En matière de fusion d'entreprises, le gouvernement se réserve toujours le droit d'examiner chaque cas particulier, au point de vue de l'intérêt général, avant d'accorder son autorisation. Ce fut le cas au cours de l'année 1931 pour 18 fusions d'intérêt public contenant les catégories d'entreprises suivantes : les instituts de crédit, les entreprises de papeterie, de navigation, de soie, d'immeubles (deux pour chacune de ces branches), trois concernant l'industrie textile, trois les entreprises de chemins de fer locaux, deux pour la librairie et l'alimentation. (24).

De toutes les formes de concentration, c'est plutôt celle des *consortiums obligatoires* qui est la plus intéressante. Parlons-en un peu. La loi qui les concerne est celle du 16 juin 1932 (n° 834) et porte comme titre : « Dispositions concernant la constitution et le fonctionnement de consortiums entre ceux qui exercent la même branche d'activité économique ».

Cette loi n'introduit rien de nouveau comme principe,

(23) PERROUX : *op. cit.*, p. 1433-1435.

(24) ROSENSTOCK-FRANK : *L'Economie corporative fasciste*, etc., p. 372.

car le système de consortium date dans d'autres pays de la période d'avant-guerre, utilisé surtout en période de dépression économique comme moyen de défense contre les excès de la concurrence aveugle. L'originalité de cette loi consiste dans la constitution obligatoire du consortium et l'intervention active de l'Etat chaque fois que l'intérêt supérieur de la Nation (25) le commande. Le législateur fasciste, en effet, très méfiant en ce qui concerne les effets qui pourraient résulter d'une telle facilité, accordée aux entreprises, a cherché à limiter les inconvénients par l'institution un contrôle efficace et par la création des consortiums obligatoires. De cette façon, la tendance qu'ont certaines entreprises à chercher leur salut dans leur participation au consortium et d'autre part, l'exploitation des consommateurs par le consortium, se trouvent largement éliminés.

La constitution d'un consortium obligatoire est soumise à trois conditions :

a) Elle doit être sollicitée par un certain pourcentage des intéressés au consortium. Une majorité unissant les 70 % au moins des entreprises intéressées, groupant au moins 70 % de la production moyenne des trois dernières années. Si les entreprises qui adressent la demande de constitution du consortium sont inférieures en nombre aux 70 % des intéressés, pour que le gouvernement puisse autoriser leur formation, ces entreprises doivent représenter plus de 85 % de la production. La demande doit être accompagnée d'un projet de statut du consortium.

b) L'approbation du gouvernement qui examine une telle création répond aux exigences de l'économie nationale.

(25) G. BASSANI : *i consorzi obbligatori ed il controllo statale sui consorzi*, dans *Giornale degli Economisti*, 1932, p. 741-745.

La durée du consortium ne peut pas être supérieure à 5 ans.

c) Le consortium doit avoir pour but de discipliner la production et la concurrence.

Les Corporations intéressées ont les devoirs suivants :

1° Suivre l'action du consortium et donner les directives générales.

2° Communiquer au ministre compétent leurs observations.

3° Présenter sur la base des éléments recueillis et des observations faites, un rapport périodique qui sera soumis au Comité Corporatif Central, sur l'activité générale du consortium et sur les résultats obtenus par rapport avec les intérêts de la production.

Les ministres compétents, auxquels les consortiums doivent communiquer leurs délibérations, peuvent modifier les décisions que ses délibérations tiennent. Avec la promulgation de la loi sur les consortiums obligatoires, les consortiums existant alors ont été dissous.

A l'exception d'un consortium obligatoire, celui des producteurs de chanvre, cette loi, à cause, peut-être, de la réaction des industriels qui n'acceptent pas facilement le contrôle de l'Etat, reste sans application (26).

En matière de banque, des lois spéciales ont facilité la concentration (7 septembre et 6 novembre 1926). En résumant ces lois nous observons que :

a) La création d'une nouvelle banque n'est pas permise sans l'autorisation du gouvernement, dont le refus éventuel peut être non motivé et est irrévocable. L'autorisa-

(26) ROSENSTOCK-FRANK : *op. cit.* p. 382.

tion gouvernementale est également nécessaire pour la fusion de banques entre elles et pour la création de succursales.

b) Le ministre des Finances a la surveillance des banques par l'intermédiaire de la Banque d'Italie. Le contrôle est exercé pour vérifier si la banque respecte la proportion légale entre les dépôts et le capital et la limite maximum fixée en ce qui concerne les engagements de la banque en faveur d'une même maison et encore son obligation de constituer les réserves et de publier régulièrement ses bilans et la situation des comptes (27).

Pour ce qui touche la fusion des banques, deux cas sont prévus : la fusion simple et la fusion d'intérêt public, où l'autorisation du gouvernement après avis de l'Institut d'Emission est nécessaire.

Le plan de la concentration des banques que le gouvernement a adopté a eu pour conséquence l'absorption de plusieurs petites banques par les grandes organisations bancaires.

VII. — LA POSITION DES PETITES ENTREPRISES ET LA COOPÉRATION DANS LE RÉGIME FASCISTE

Les fusions des entreprises et plus généralement l'encouragement de la concentration prouvent la tendance du Fascisme à donner un élan au capitaliste italien et à le faire arriver au point de développement des pays plus avancés, vis-à-vis desquels l'Italie d'avant-guerre était en retard. Mais cette préoccupation fasciste n'a jamais signifié la méconnaissance des petites entreprises. Le corpora-

(27) NICOTRA : *La réforme bancaire en Italie*, dans *Revue Economique Internationale*, 1928, tome II, p. 473-493.

tisme prétend améliorer l'appareil économique sans lui faire perdre son caractère composite, car il estime que chaque forme d'entreprise ou d'exploitation comporte des avantages spéciaux.

Dans son discours du 14 novembre 1933, Mussolini se demande si l'Italie est un pays capitaliste, et dit que, si, par le terme « capitalisme », on entend un ensemble d'usages, de coutumes, de progrès techniques, choses qui sont communes aujourd'hui à tous les Etats, on peut dire que l'Italie aussi est un pays capitaliste. Mais si l'on regarde à fond la situation économique du pays, c'est-à-dire si on examine les données statistiques qui portent sur la masse des diverses catégories économiques de la population, alors dans tel cas l'Italie n'est pas une nation capitaliste. Le Duce, à l'appui de sa thèse, donne les chiffres suivants :

Les agriculteurs italiens possédant et cultivant leurs propres terres étaient le 21 avril 1931, 2.943.000 et les fermiers, 858.000. Les colons sont 1.631.000 et les autres agriculteurs salariés et journaliers sont 2.475.000. Ainsi, à l'agriculture est lié directement ou indirectement un total de 7.900.000 âmes.

Les industriels sont 523.000, les commerçants 841.000, les artisans (patrons et dépendants), 724.000, les ouvriers salariés 4.283.000, le personnel de service 849.000, les forces armées de l'Etat (la police comprise), 541.000.

Ceux qui appartiennent aux professions libérales et aux arts 553.000, les employés publics et privés 905.000. Au total : 17.000.000.

La classe « aisée », les propriétaires, sont 201.000, les étudiants 1.945.000, les femmes occupées à leur ménage 11.244.000.

Il y a encore 1.295.000 qui ne peuvent pas être classés dans une des catégories précédentes.

En concluant, le Duce dit que de ces chiffres qu'il a donnés ressort le fait que « l'économie de la Nation italienne est variée, complexe et ne peut pas être définie à travers un seul type. En effet, les industriels qui figurent avec le chiffre imposant de 523.000 sont presque tous des industriels à la tête des petites et moyennes entreprises. La petite entreprise comprend de 50 à 500 ouvriers. De 500 à 5.000 ou 6.000, c'est l'industrie moyenne, au-dessus de laquelle il y a la grande industrie et le super-capitalisme. Cet aspect vous montre encore que Karl Marx avait tort; suivant ses schémas apocalyptiques, il prétendait que la société humaine pouvait se diviser en deux classes nettement distinctes entre elles et éternellement inconciliables. L'Italie, à mon avis, doit rester une Nation à économie mixte, c'est-à-dire avec une forte agriculture, qui est la base de tout, une petite et une moyenne industrie, une banque saine qui ne fait pas de spéculation, un commerce qui accomplit sa fonction irremplaçable, qui est celle de porter rapidement et rationnellement les marchandises aux consommateurs ».

Cette façon d'envisager l'organisation économique est conforme aux conclusions de M. Werner Sombart, qui expose dans son chapitre final sa pensée sur l'organisation économique de l'avenir (28).

Après avoir condamné tous ceux qui prétendent que dans l'avenir un système déterminé dominera exclusivement, Sombart constate que l'économie de tout temps se présente historiquement comme un mélange de divers sys-

(28) W. SOMBART : *L'apogée du capitalisme*, vol. II, p. 519.

tèmes économiques. L'avènement d'un nouveau système ne signifie pas du tout la disparition du précédent. Celui-là s'ajoute tout simplement aux systèmes existants. C'est le cas du capitalisme, qui a pu vivre à côté des systèmes précédents, c'est-à-dire de l'économie rurale, de l'économie domaniale, de l'artisanat, etc.

L'artisanat pour Sombart, comme aussi pour le Fascisme, a une fonction propre à remplir, même dans le capitalisme moderne. Le corporatisme fasciste l'encadre dans son organisation et l'encourage par diverses faveurs. Un des théoriciens les plus représentatifs du corporatisme, le prof. Gino Arias, soutient (29) que la petite industrie et spécialement l'artisanat ont en Italie des raisons particulières d'existence et que le gouvernement ferait une politique « anticorporative » s'il favorisait le développement hypertrophique de la grande industrie, au détriment des plus petites et de l'artisanat ; de cette façon, l'équilibre des forces productrices que le corporatisme désire réaliser et maintenir se bouleverserait profondément.

Depuis 1926 la petite industrie et l'artisanat ont trouvé protection dans un organisme spécial : l'« Ente nazionale per le Piccole Industrie ».

Coopératives : Les coopératives constituées sous l'ancien régime étaient devenues en Italie des instruments des partis politiques ; de sorte que les diverses coopératives se trouvaient entre elles en concurrence et en lutte continuelle (30). Dans la conception fasciste, la coopérative n'est considérée ni comme un remède à la lutte des classes, ni comme un substitut de l'entreprise capitaliste. Le fascisme ne conçoit pas la coopérative à la manière de Charles Gide,

(29) GINO ARIAS : *Economia Corporativa Nazionale*, p. 164-165.

(30) COSTAMAGNA : *Elementi di diritto costituzionale corporativo fascista*, p. 152.

mais, au contraire, il admet que celle-ci ne peut pas embrasser l'ensemble de la production (31). Au point de vue fasciste elle se présente comme un correctif de l'entreprise ordinaire dans le domaine des coûts et des prix, et un moyen pour l'ascension des individus capables de passer de la situation d'ouvrier à celle d'entrepreneur. Dans l'économie corporative la coopérative, comme toute espèce d'entreprise, est un instrument de l'intérêt de la Nation (32).

En appliquant son principe unitaire, le Fascisme a donné à la coopérative une place spéciale dans son organisation syndicale et corporative.

Les coopératives soit, d'après l'art. 8 du décret royal de 1926, distinctes des syndicats des patrons et des ouvriers et forment des associations spéciales. Les contrats collectifs passés par les syndicats ont efficacité à l'égard des entreprises coopératives de la catégorie et de la circonscription qu'ils représentent.

Les associations des coopératives constituent des Fédérations nationales. L'organe central, dont les organes syndicaux des coopératives dépendent, est l'« Ente Nazionale per le Cooperazioni », par lequel ils entrent dans l'organisation corporative de l'Etat.

VIII. — INSTITUTIONS FASCISTES POUR L'ENCOURAGEMENT DES ENTREPRISES ET DE L'ÉPARGNE

Pour l'encouragement des entreprises privées le gouvernement fasciste a créé l'Institut Mobilier Italien et l'Institut pour la Reconstruction Industrielle.

(31) PERROUX : *Economie corporative et système capitaliste*, dans la *Revue d'Economie Politique*, oct. 1933, p. 1467.

(32) FANTINI : *La politica economica del Fascismo*, p. 218-220.

1) L'Institut Mobilier italien a un capital de 550 millions de lires. La Caisse des dépôts contribuera pour la moitié au capital de souscription. Le but de l'Institut est double :

a) Concéder des crédits à des entreprises italiennes, contre garantie en valeurs mobilières.

b) Prendre des participations sous forme d'actions dans les entreprises privées italiennes.

2) En 1932 le gouvernement a créé l'Institut pour la Reconstruction Industrielle. L'Institut Mobilier a été créé pour accorder aux entreprises dignes d'intérêt des avances amortissables pour un temps relativement court. Mais beaucoup d'entreprises à la fin de ce délai ne pouvaient pas faire face aux amortissements prévus. Le nouvel Institut de 1932 a été créé pour venir en aide à ces entreprises. Il se compose de deux sections distinctes, dont chacune est autonome, a son propre conseil d'administration et dispose d'un propre patrimoine. Ce sont :

a) La section de financement industriel. Elle dispose d'un capital de 100 millions de lires, apporté par la Caisse de Dépôts et Prêts (Casa Depositi e Prestiti), la Caisse des Assurances Sociales (Istituto Nazionale delle Assicurazioni). Cette section est autorisée à émettre des obligations dont le terme peut atteindre de 15 à 20 ans.

b) La section de la mobilisation industrielle, qui a pour mission d'assurer la liquidation des entreprises qui ne peuvent être considérées comme viables (33).

L'épargne. — Dans tout système économique, la création de capitaux est indispensable pour le développement in-

(33) VITTORIO GORRESIO : *La politique économique du Fascisme de l'Istituto mobiliare Italiano à l'Istituto per la Ricostruzione Industriale*, dans la *Revue Economique Internationale*, 1932, II, p. 7-25.

dustriel et commercial. Mais dans un pays, comme l'Italie, où on cherche à maintenir le système capitaliste en le rénovant, la formation de nouveaux capitaux aura lieu surtout grâce à l'encouragement de l'épargne, à laquelle l'Etat doit donner la direction que l'économie nationale exige.

Les économistes italiens soutiennent que l'Etat, par l'intermédiaire de la Corporation, peut canaliser l'épargne car, s'il est vrai que l'épargne privée cherche la plus grande rémunération et se dirige vers elle, il est également vrai que l'influence de l'Etat par sa politique économique et financière peut être considérable (34). Ce but sera atteint plus parfaitement grâce au fonctionnement des Corporations qui viennent d'être créées. Mais déjà les mesures prises par le gouvernement, pour attirer le capital et encourager l'épargne sont nombreuses. Parmi ces mesures il faut noter le contrôle sévère sur les banques et la lutte contre la spéculation. En outre la stabilisation de la monnaie nationale et l'équilibre porté dans le budget de l'Etat sont une garantie pour attirer la confiance du capital étranger et empêcher l'exode du capital national.

Nous pouvons citer encore d'autres mesures destinées à favoriser la formation de capitaux nouveaux. Ce sont : la réduction des charges fiscales, l'abolition de l'impôt sur les successions entre proches parents, l'exemption des capitaux étrangers de certains impôts, etc. Ainsi le capital américain a pu facilement financer l'industrie de la péninsule. En commentant la politique italienne en matière de taxation des capitaux, M. Nesteroff (35) observe que la protection de la fortune familiale contre les excès du fisc, donne

(34) GANGEMI : *Lineamenti di politica economica corporativa*, p. 114.

(35) Dans *Revue d'Economie Politique*, 1928, p. 102.

au citoyen le goût de l'épargne et contribue à la lutte contre la « prolétarisation » des classes moyennes.

Organisation des Instituts d'épargne : Tout d'abord on a imposé la fusion de toute caisse d'épargne qui a des dépôts n'arrivant pas à 5.000.000 de lires avec la Caisse d'épargne du chef-lieu de la Province. D'autre part le ministère de l'Economie Nationale a reçu le droit de procéder, d'accord avec le Ministère des Finances, à la fusion des autres Caisses d'épargne ayant moins de 10.000.000 lires de dépôts. Un minimum est fixé par la loi pour la création d'une nouvelle société de dépôts.

Les Caisses d'épargne encore existantes après les mesures législatives sur la concentration, sont réunies obligatoirement en Fédérations provinciales, régionales ou même interrégionales. Les Fédérations doivent protéger l'épargne, délimiter la zone d'action des Caisses appartenant à la Fédération, et les assister en cas de besoin. Les conseils d'administration de chaque Caisse confédérée conservent leurs attributions, sauf les limitations que le statut de la Fédération y a portées. Le statut de la Fédération, dressé par elle-même, doit être approuvé par le gouvernement.

Les Fédérations des Caisses d'épargne sont obligées de former un fonds commun, afin de pouvoir venir en aide aux instituts confédérés quand ils ont besoin de faire face aux demandes des déposants. Ce fonds commun de garantie est formé d'une contribution minima de 20 % du patrimoine du fond des réserves des instituts confédérés, qui doit dans les années suivantes être augmenté par les 20 % de leurs bénéfices nets annuels (36).

(36) *Revue Economique Internationale*, 1928, II, art. cit. 492-493.

IX. — LA STABILISATION MONÉTAIRE ET L'INSTITUT D'ÉMISSION

Le gouvernement fasciste a stabilisé la monnaie italienne en 1927, pour éviter les troubles que la chute au lendemain de la guerre et l'instabilité monétaire avaient occasionnés dans toute l'économie de l'Italie.

Pour mener à bien cette opération le gouvernement a pris diverses mesures :

a) Il a remboursé aux banques d'émission du Royaume les 40 % des avances qu'elles avaient concédées au gouvernement. Cela fut possible grâce à la transmission aux banques créancières, de la totalité du prêt accordé par les banques étrangères (Morgan and Company) au gouvernement italien.

b) Il a procédé à l'unification des Instituts d'émission de billets. Ainsi la Banque d'Italie a obtenu, en vertu du décret royal du 6 mai 1926, l'exclusivité de ce privilège et les deux autres banques d'émission, la Banque de Naples et la Banque de Sicile, ont perdu leur privilège. Mais, naturellement, la Banque d'Italie a bénéficié des encaisses de couverture des deux instituts précités et fut chargée des obligations qui en découlaient. Elle a, en outre, assumé la tutelle de l'épargne nationale.

c) Le gouvernement d'autre part a diminué la circulation des billets en retirant 400 millions de liras.

Ainsi il a pu stabiliser, par un procédé de revaluation graduelle (décret du 21 décembre 1927), la monnaie italienne en rétablissant la convertibilité de la lire en or ou en devises étrangères. La stabilisation de la lire a été réalisée à un taux élevé (la livre anglaise-or égale à 92,46 liras). Cette revalorisation de la lire a provoqué pour la produc-

tion italienne des pertes considérables sur les marchés étrangers (37), d'où chômage, et, pour rembourser les banques et restreindre la circulation, augmentation de la taxation et des impôts, chose qui a aggravé le coût de production et par conséquent les prix de vente. Mais il faut observer que cette augmentation de la taxation a remplacé l'exagération de la circulation, qui est aussi une forme indirecte de la taxation. Le conseil des ministres dans sa réunion du 8 décembre a pris des mesures draconiennes pour la « défense monétaire ». L'Institut d'émission par l'intermédiaire de l'Institut de l'Exportation aura désormais le droit de saisir les devises à l'étranger appartenant à des Italiens ou à des sociétés de nationalité italienne, qui ont l'obligation de déclarer l'existence de ces devises.

X. — LA LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE ET L'ORGANISATION DE L'EXPORTATION

La crise monétaire anglaise, qui a déclenché la brusque chute des monnaies d'un grand nombre de pays, a aggravé la situation italienne en ce qui concerne le coût de la vie, qui, à cause de la stabilisation et pour les raisons que nous avons déjà citées, était déjà élevé. Le prestige de l'Etat fort et l'ambition à résoudre les difficultés n'ont pas permis la dévalorisation monétaire, à laquelle tant de pays ont recouru. C'est pourquoi le gouvernement fasciste a dû parer à la vie chère par d'autres mesures.

Depuis 1929 le gouvernement a fait un grand effort pour diminuer les prix. La « bataille » de la baisse des prix continue avec un nouvel élan, à l'heure actuelle. Par la réduction des traitements des fonctionnaires publics on croit

(37) SFORZA : *Les bâtisseurs de l'Europe moderne*, p. 77.

que, en plus plus d'une meilleure réalisation de l'équilibre budgétaire, la baisse du coût de la vie sera favorisée. Ainsi non seulement les fonctionnaires sentiront moins la réduction de leur traitement, mais la diminution des prix favorisera l'activité productive à cause de l'augmentation de la consommation et du développement du tourisme.

Mais la bataille ne doit pas attaquer seulement les fonctionnaires, qui ont vu leurs appointements diminuer de 12 %. Après avoir diminué de 30 % les rentes des porteurs de la dette consolidée et de 10 % les loyers, le gouvernement fasciste s'adresse aux commerçants par l'intermédiaire de leurs organisations. Du reste, d'après la Charte du Travail (art. 8) les Associations professionnelles ont l'obligation non seulement de contribuer à l'augmentation et au perfectionnement de la production, mais aussi à la réduction du coût de revient, dont une conséquence est la réduction des prix de vente; mais cette dernière favorise aussi la réduction du prix de revient.

La Confédération du Commerce a décidé de frapper d'exclusion du syndicat tous les commerçants qui ne feraient pas un rabais de 10 % sur leurs marchandises. Le rabais en question ne doit être appliqué qu'aux marchandises et articles de production nationale.

Le gouvernement cherche à donner à la question de la baisse du coût de la vie une solution intégrale, de façon à permettre aux individus de compenser les pertes subies d'un côté par des gains obtenus de l'autre.

Exportation : Le gouvernement fasciste a compris que pour sortir dans la vie internationale avec succès, l'organisation rationnelle de la production et l'intervention protectrice pour la diminution des importations ne sont pas

suffisantes. Il fallait aussi encourager et unifier l'exportation, car la lutte économique dans le marché international se présente sous la forme d'une lutte entre les Etats.

La politique d'encouragement des exportations s'est manifestée par une série de mesures gouvernementales, parmi lesquelles nous citons les facilités fiscales accordées aux banques qui consentent des crédits d'acceptation à l'exportation. Mais la plus grande réalisation fasciste à cet égard, consiste en la création de l'Institut pour les Exportations (Istituto per le Esportazioni) qui encourage les exportateurs et en particulier, parmi eux les plus faibles, qui, faute de renseignements et de moyens financiers suffisants, rencontrent des difficultés dans leur effort à conquérir les marchés étrangers (38).

SECTION V

L'économie contrôlée

I. — L'ÉCONOMIE CORPORATIVE COMME UNE FORME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

Dans la doctrine économique du Fascisme, le capitalisme se présente comme un phénomène naturel, correspondant aux besoins de l'époque. M. Mussolini veut être réaliste : « Nous devons, dit-il, nous habituer à penser que le système capitaliste avec ses qualités et ses défauts a devant lui quelques siècles d'existence; tant il est vrai qu'il renaît là où on l'avait aboli ».

(38) PERROUX : *Contribution...* etc., p. 158, et MITZAKIS : *Les grands problèmes italiens*, p. 49.

Mais le Fascisme se propose de moderniser le capitalisme tout en maintenant ce qu'il y trouve de vital. En parlant de la Charte du Travail, M. W. Sombart (1) l'a caractérisée comme « la tentative la plus courageuse qu'on ait fait en Europe pour subordonner l'économie au pouvoir étatique sans attaquer les bases du capitalisme et de la propriété privée ».

La seule nouveauté du système fasciste, dit M. Perroux, est « l'ajustement des intérêts en présence à l'intervention de la puissance de l'Etat, au lieu de les abandonner au hasard des luttes sociales », tandis que le libéralisme doctrinaire professait que « l'Etat doit travailler à se rendre inutile et à préparer sa démission » (Jules Simon) en se fixant seulement comme but de maintenir l'ordre par le respect des lois.

Le corporatisme, comme tant de théories modernes, se propose d'« orienter » l'économie par des organes étatiques spéciaux. Sous cet aspect, l'économie corporative entre dans un système économique qui se présente sous la forme et des noms très variés : économie dirigée, économie associée, économie orientée, économie organisée, économie ordonnée, économie concertée, aménagée, harmonisée, contrôlée, planée (2). Dans toutes ces formes d'économie l'Etat ne « socialise » pas les entreprises d'intérêt général, comme l'enseigne le socialisme d'Etat, mais se contente, soit de contrôler les initiatives individuelles, en vue d'obtenir un meilleur équilibre économique et social, soit de persuader les groupements des produc-

(1) PAVESI-MAZZINI : *Economia corporativa e dottrine realiste*, p. 134.

(2) NOYELLE : *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, p. 28-29.

teurs de coordonner leurs initiatives toujours en vue d'un équilibre satisfaisant.

Le terme « économie dirigée » se présente comme le plus expressif de ce système économique et les autres formes sont de simples sous-catégories de l'économie dirigée.

Les libéraux considèrent l'économie dirigée comme une forme de l'économie socialiste; au contraire, les socialistes pensent qu'elle est une tentative des capitalistes pour prolonger la vie de leur économie menacée par la fatalité de la transformation de l'ordre économique et de se sauver ainsi d'une façon détournée (3). En effet, dans l'Economie dirigée l'initiative et la propriété continuent leur vie; elles subissent seulement quelques restrictions.

L'économie dirigée est une réaction plutôt contre l'individualisme que contre le capitalisme, appuyé et consolidé souvent par l'Etat (exemple la politique vis-à-vis des banques en péril), qui par ses pouvoirs publics s'immisce de plus en plus dans la vie des entreprises (4).

L'objectif de cette politique est de substituer au mécanisme naturel des prix une réglementation émanant des pouvoirs publics.

La politique de l'économie dirigée n'est pas une nouveauté de notre époque. La taxation des produits et des services, pratiquée très largement au Moyen-âge, et les réglementations détaillées pendant la période du mercantilisme, se cadrent, évidemment, dans cette politique (5).

L'économie ne peut être que libre ou dirigée. Dans le premier cas l'individu règle la production comme il

(3) MALÉROVITCH : *L'économie dirigée*, p. 8.

(4) PIROU : *La crise du capitalisme*, p. 38.

(5) Ch. BODIN : *Economie dirigée, économie scientifique*, p. 14-15.

l'entend. Dans le second se range toute l'économie qui n'est pas libre, étant plus ou moins entravée par l'Etat ou tout autre organisme se substituant à lui. Mais la science considère que l'économie socialiste occupe une place spéciale; elle n'entre pas, par conséquent dans la catégorie précitée. Par le terme d'économie dirigée, on comprend toute économie qui sans être libre ne devient tout de même pas socialiste (6). D'autre part, comme M. Truchy le fait remarquer (7) l'économie dirigée est quelque chose qui dépasse l'interventionnisme du passé, car ce dernier ne pré-suppose pas toujours, comme l'économie dirigée, un plan arrêté d'avance mais il est « empirique » et, dans la plupart des cas, il se développe sous la poussée des intérêts ou sous la pression de certaines nécessités de fait.

M. Pic, dans un article (8) traitant de l'Economie dirigée, remarque trois formes de ce système : l'économie associée, l'économie concertée et l'économie corporative :

a) *L'économie associée* a été pratiquée surtout en Allemagne. Dans cette forme d'économie l'Etat devient l'associé du capitaliste privé pour certaines productions. C'est pourquoi l'économie associée s'appelle encore économie « mixte », à savoir publique et privée. L'Etat s'associe à l'individu pour faire vivre les entreprises qui normalement devaient périr.

b) *L'économie concertée* a été pratiquée aux Etats-Unis et, dans une certaine mesure, dans d'autres pays civilisés, comme la France. Dans ce cas l'Etat ne devient pas l'associé de l'individu : l'économie est dirigée par des organis-

(6) André CROZET : *L'Economie dirigée*, dans *Politica*, juin-juillet 1933.

(7) TRUCHY : *Introduction générale à l'Economie politique*, p. XXXI.

(8) PIC : *Les déboires de l'Economie dirigée*, dans *Revue Politique et Parlementaire*, octobre 1932, p. 82-95.

mes privés de production sous le nom de cartels etc. La politique du crédit des banques fédérales des Etats-Unis entre dans cette catégorie.

c) *L'économie corporative*, telle qu'elle fonctionne sous le régime fasciste (9).

L'organisation de l'économie allemande sous le régime hitlérien, tout en maintenant la forme de l'économie associé, qui est devenue traditionnelle pour ce pays, évolue vers une discipline où les organes étatiques agissent énergiquement sur l'organisation de l'activité économique des individus. En parlant de l'organisation corporative du fascisme, nous mettrons en relief les caractères spécifiques du corporatisme hitlérien.

On peut faire la même observation sur l'économie américaine d'aujourd'hui. Celle-ci pratique également cette espèce d'orientation de l'économie privée, moyennant plusieurs organismes publics, parmi lesquels le principal est la « National Recovery Administration », instituée en juin 1933. Le système américain consiste, en un mot, à réglementer par des codes sévères la production et le travail pour chaque industrie, pour chaque branche de l'activité nationale. Beaucoup d'esprits considèrent le système inauguré par le Président Roosevelt comme une esquisse du régime corporatif et il y a des Américains qui prétendent que l'expérience Roosevelt conduira au Fascisme.

Mais le corporatisme prend une plus grande importance. Ces dernières années, il a gagné beaucoup de terrain. Le corporatisme est déjà la doctrine officielle de plusieurs Etats. Ces Etats sont, comme on le sait, des Etats dictatoriaux, à savoir des Etats où, dans le domaine politique,

(9) André LIESSE : *Remèdes à la mode : corporatisme et représentation professionnelle*, dans le journal des *Débats* du 21 octobre 1934.

l'individu est asservi à la collectivité. Mais, même dans quelques pays où la tradition libérale est toujours vivante, certains écrivains et hommes politiques voient dans le corporatisme (10) une doctrine qui pourrait corriger les défauts de « l'anarchie capitaliste » (11). Les néo-socialistes français, par exemple, pensent que le système corporatif serait conciliable avec la démocratie. D'autres inclinent à la nécessité d'une dictature politique ou du moins d'un pouvoir exécutif fort, qui au contraire ne supposent pas toujours une économie autoritaire (12) et (13).

Mais voyons ce que pensent les fascistes eux-mêmes. Avant de nous référer à la réponse que le fondateur du régime, lui-même, donne à cette question, nous ferons observer que les écrivains les plus qualifiés du régime, quoiqu'ils souhaitent la diffusion de leur doctrine, reconnaissent que l'organisation corporative a été déterminée surtout par les conditions sociales et économiques spéciales dans lesquelles se trouvait l'Italie nouvelle; que leur doctrine a été élaborée en rapport étroit avec cette réalité italienne, comme ce fut le cas, pour les économistes de la fin du XVIII^e et du commencement du XIX^e siècle en Angleterre, qui ont pris en considération le milieu social et économique de leur pays et de leur époque pour la construction de l'édifice de l'économie classique.

M. Mussolini, dans son discours du 14 novembre 1933 sur les Corporations a déclaré que le corporatisme intégral et révolutionnaire, qui caractérise le régime fasciste est fondé sur trois conditions :

(10) LUCIUS : *Les Révolutions du XX^e siècle*, p. 76.

(11) Corporatisme et Etatisme, dans le *Temps* du 7 juin 1934.

(12) MIRKINE-GUETZEVITCH : *Le néoabsolutisme corporatif* dans *L'Année politique française et étrangère*, octobre 1934, p. 259-260.

(13) Georges COHEN-SALVADOR : *L'économie disciplinée* dans la *Revue politique et parlementaire*, mars 1934, p. 425.

1) L'existence d'un seul parti politique discipliné; faisant disparaître les conflits d'intérêts, les luttes de classes et assurant l'ordre économique.

M. Rocco, d'ailleurs, en 1926, lorsque en qualité de ministre de la Justice il présentait à la Chambre des députés son rapport sur la loi syndicale, disait que le système corporatif du Moyen-âge, qui souvent, à Florence, était une source de luttes et de désordres, réglait admirablement, par contre, la vie économique à Venise en assurant la tranquillité parfaite, car Venise était soumise à un Etat fort et un gouvernement encore plus fort, qui pouvait maintenir parfaite l'unité de son pouvoir (14).

M. Joseph Barthélemy constate (15) que partout le corporatisme va de pair avec la dictature, et il le trouve logique, car l'exaltation des intérêts particuliers que provoque le corporatisme, nécessite pour l'ordre un pouvoir politique particulièrement fort.

2) Un Etat totalitaire, qui, ayant partout un droit d'intervention, concentre toute l'espérance et tous les intérêts du peuple.

3) Une période historique énergiquement tendue vers l'idéal. M. Mussolini affirme que les italiens, à l'heure actuelle, vivent dans cette période de haute tension morale.

II. LE CONTROLE ET LA NECESSITE DE PROGRAMME DANS L'ECONOMIE CORPORATIVE

Si l'on fait la comparaison entre l'organisation économique du siècle dernier et celle d'aujourd'hui, on constate

(14) ODD. FANTINI : *L'impresa economica nella vita moderna*, p. 149.

(15) Joseph BARTHÉLEMY : *Le Temps*, 12 juin 1934.

que partout l'économie libérale tend à devenir une économie réglementée (16). Partout le capitalisme basé sur la libre concurrence et l'esprit de liberté est en train de disparaître. L'intervention de l'Etat est partout à l'ordre du jour. Ainsi les libéraux trouvent l'occasion, à tort ou à raison, d'attribuer la dépression actuelle à cette infraction aux principes de leur doctrine (17).

Le corporatisme italien prétend substituer à cette intervention, qu'il appelle « empirique » une intervention, plus systématique, organisée et exercée par le moyen des organes spécialement formés pour ce but : ces organes contrôleront l'organisation économique privée et lui imposeront leurs directives. De cette façon le contrôle devient, pour la doctrine corporative italienne, un système.

Les chefs du Fascisme ne cessent pas d'affirmer « qu'ils ont mis le capitalisme sous un régime de contrôle » (18). Dans son discours du 14 novembre 1933 le Duce disait : « L'économie corporative surgit à un moment historique déterminé, c'est à dire quand les deux phénomènes concomitants, capitalisme et socialisme, ont déjà donné tout ce qu'ils pouvaient donner : de l'un et de l'autre nous héritons tout ce qu'il y a de vital. Le corporatisme est une économie disciplinée et contrôlée, parce qu'on ne peut pas concevoir une discipline sans contrôle » .

En effet, l'Etat corporatif doit tout contrôler, afin de savoir s'il doit intervenir et par quel procédé. L'Etat doit suivre de près la vie commerciale, industrielle, agricole

(16) MASSIMO FOVEL : *Economia e Corporatismo*, p. 33.

(17) PIROU : dans l'Année politique française et étrangère, octobre 1934 : *Les doctrines devant la crise actuelle*, et TRUCHY : *Introduction générale à l'Economie Politique*, p. XXVIII.

(18) NAPOLITANO : *Le Corporazioni fasciste come nuovi sentieri dell'economia*, p. 90.

etc., de la Nation pour imposer ses directives économiques. Le contrôle étatique agira dans toutes les phases du processus économique.

L'organe au moyen duquel l'Etat fasciste contrôle et dirige l'économie est la Corporation. Par l'intermédiaire, de la Corporation l'Etat se propose d'encourager toute initiative présentant des dangers pour le progrès économique de la Nation.

La Corporation, disent les écrivains et les chefs fascistes, ayant son origine et sa raison d'être non dans la bureaucratie étatique mais dans les forces productives du pays, n'est pas un moyen de commandement arbitraire, mais un instrument pour la soumission des organisations économiques privées à une autodiscipline, sous l'égide de l'Etat. En d'autres termes, l'Etat fasciste se propose d'organiser et d'orienter l'intervention étatique, confiée jusqu'à présent à des organes de la bureaucratie, par l'intermédiaire de la Corporation. Il n'aboutit pas, affirme-t-il, au socialisme d'Etat, car l'Etat ne devient pas sujet de l'économie et l'économie privée ne devient pas publique.

Saint-Simon aussi souhaitait un système économique d'autodiscipline : l'économie serait dirigée par ses chambres de savants et d'industriels. Mais il faut noter ici que les forces productives représentées dans la Corporation ont souvent des intérêts tellement différents et même opposés, qu'un accord est parfois difficile. En tel cas les représentants de l'Etat et du Parti assureront les fonctions d'arbitre et les thèses des groupes unis dans la Corporation auront pour les organes directs de l'Etat un simple caractère consultatif (19) et (20).

(19) B. BIAGGI : *D'automatismo economico al corporativismo*, in *Giornale degli economisti*, janvier 1934, p. 8-9.

(20) J. BARTHÉLEMY : *Corporatisme*, dans le *Temps* du 12 juin 1934.

Bref, l'économie corporative se propose de coordonner les initiatives privées sans les annihiler et de les diriger vers la réalisation des fins supérieures de l'économie nationale. Mais pour donner cette direction à l'initiative individuelle l'Etat ne peut et ne doit pas se contenter à contrôler l'organisation privée de l'économie. Il faut, avant tout, établir un programme qui englobe tous les points fondamentaux de la politique économique nationale vers laquelle, sous le contrôle corporatif de l'Etat, devra s'orienter l'initiative privée.

La nécessité d'un programme est inhérente à toute économie contrôlée, car l'Etat veut exercer son contrôle d'une façon précise et se propose d'atteindre certains buts qu'il s'est fixés d'avance.

Le contrôle et le programme, d'autre part, sont une conséquence directe de toute économie où domine le principe national et unitaire. La preuve en est que, dans chaque cas où ce principe apparaît, le programme étatique ne peut pas faire défaut. Ainsi nous le rencontrons dans l'économie mercantiliste (économie nationaliste), par exemple, en ce qui touche le commerce extérieur et les métaux précieux et dans l'économie soviétique (économie unitaire) avec ses plans etc.

L'économie corporative, présentant les caractères que nous exposons dans cette partie, ne pourrait pas exister sans un programme bien établi. C'est pourquoi le professeur Ugo Spirito appelle l'économie corporative « *économie programmatique* » (*programmatica*) et donne comme exemples de l'application de ce principe la bonification intégrale, la politique démographique, la bataille du blé etc.

Le programme est nécessaire dans l'économie corpora-

tive pour éviter les erreurs qu'un ensemble incohérent de programmes des organisations privées pourrait provoquer. M. Spirito dit aussi que dans l'avenir il n'y aura pas d'erreur par manque de programme mais peut-être à cause des imperfections dans la rédaction du programme et dans son exécution (21).

Mais, comme observe M. le professeur Pirou (22), pour atteindre ce but, il faut que l'Etat ait à sa disposition : a) une statistique exacte des besoins présents et ceux du proche avenir afin de pouvoir régler sur leurs données les quantités à produire; b) des pouvoirs suffisants pour imposer le respect des règles décrétées. Le corporatisme italien prétend assurer ces deux conditions que l'Etat libéral et démocratique, par son insuffisance d'autorité, n'est pas à même de remplir.

III. — L'INITIATIVE INDIVIDUELLE

Comme toute forme de liberté, d'après la doctrine fasciste, même la liberté économique est une concession étatique. L'Etat fasciste concède cette liberté aux individus, non parce qu'il la considère comme un droit naturel et inné de l'individu, mais, tout simplement, parce que l'initiative privée est pour lui « l'instrument le plus efficace et le plus utile à l'intérêt de la Nation ». Le corporatisme fasciste estime qu'en confiant l'organisation de la production à l'initiative de l'individu il sert mieux ses intérêts.

L'organisation collective de la production, pense-t-il, entraîne le danger de paralyser la production, car c'est

(21) SPIRITO : dans le livre *Economia programmatica*, p. 181.

(22) *Les doctrines devant la crise actuelle*, dans l'Année Politique Française et étrangère, octobre 1934, p. 249.

par l'aiguillon de l'intérêt individuel que la production s'intensifiera et c'est l'augmentation de la production qui amènera la puissance nationale et la prospérité de la population. Le corporatisme italien, comme le libéralisme, croit que l'organisation collective signifie augmentation de la consommation, diminution de la production et dispersion des capitaux (23). Le socialisme, enlevant à l'individu les instruments de la production, tue l'initiative, mortifie la production et aboutit à la misère.

Le souverain, pense M. Valdour (24), doit être distinct du producteur, car leurs fonctions sont différentes : le premier doit assurer le bien public, tandis que le second doit rechercher son bien particulier.

L'initiative privée, pense le corporatisme, donne plus de rendement et elle est moins coûteuse que l'initiative publique.

Dans sa communication faite en 1914, M. Rocco disait, lui aussi, que l'individu opérant beaucoup plus efficacement quand il agit ou croit agir pour son avantage individuel, le développement des phénomènes économiques peut, en principe, être laissé à l'action individuelle. Le Fascisme et le Nationalisme préconisent donc l'organisation privée de la production, parce que ce système assure de meilleurs résultats pour la réalisation de leurs buts.

Mais la doctrine corporative du Fascisme ne se confond pas avec le libéralisme en ce qui concerne l'activité individuelle. Pour le libéralisme, l'individu agissant en pleine liberté réalise, sans aucune intervention étatique, son intérêt privé et, en définitive, l'ensemble des activités privées

(23) FUCILE : *Le mouvement corporatif en Italie*, p. 13.

(24) VALDOUR : *La doctrine corporative*, p. 39.

entraîne automatiquement l'harmonie et la prospérité collectives.

Le corporatisme fasciste n'accepte pas ce miracle de l'activité individuelle, libre et sans contrôle, mais il désire une initiative privée organisée et contrôlée; car l'organisation privée est d'un intérêt national. Si on laissait l'individu libre, il poursuivrait purement et simplement son intérêt privé, sans se préoccuper de l'intérêt national, qui souvent se trouve en contradiction avec le sien. En second lieu, si l'initiative privée donne plus de rendement que l'initiative publique, très souvent l'égoïsme aveugle ne permet pas la réalisation du maximum de rendement possible. C'est le contrôle et la discipline étatique qui compléteront les lacunes de l'initiative individuelle.

Les « corporatistes » disent que la Charte du travail emploie l'expression « initiative privée » et non « initiative libre », qui, suivant la tradition économique du libéralisme, est l'initiative individuelle non soumise à des limites et à des contrôles. Si le régime libéral a fait faillite, dit M. Bottai (25), c'est surtout parce qu'il a cru devoir abandonner aux initiatives individuelles inorganisées et égoïstes le soin des intérêts fondamentaux de la société.

A proprement parler, l'initiative privée, même dans le régime libéral, n'est pas complètement libre, car elle a dû renoncer en pratique à son arbitre absolu par la nécessité de la vie en société (26).

Dans le corporatisme italien, l'initiative privée, en principe, est l'apanage de l'individu et non du pouvoir public, comme cela arrive dans les systèmes collectivistes. Dans le système communiste, il n'y a pas d'initiative privée. « Dans

(25) LUCIUS : *Rénovation du capitalisme*, p. 161.

(26) SPIRITO : *I fondamenti dell'Economia Corporativa*, p. 87.

la société communiste, dans sa première phase, tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat personnifié lui-même par les ouvriers armés, tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'un seul trust universel, l'Etat » (Lénine : L'Etat et la Révolution, p. 133).

Le professeur C. E. Ferri, dans son excellent livre sur l'organisation corporative au point de vue économique, (*L'ordinamento corporativo sul punto di vista economico*), poursuit un examen détaillé de la position de l'individu dans l'économie corporative, en comparaison aux autres systèmes économiques.

L'économie corporative, dit M. Ferri, est un système économique qui admet, en principe, comme sujet économique seul l'individu et refuse cette qualité à l'Etat. Mais ce dernier, dans des cas exceptionnels que nous verrons, par la suite, peut assumer la gestion directe de la production. Dans ce cas nous avons l'Etat-sujet économique.

Mais si l'initiative est laissée, dans le régime corporatif, à l'individu, l'organisateur de l'entreprise privée est responsable de la direction de son organisation économique vis-à-vis de l'Etat, car il s'agit d'un intérêt national qui est confié par l'Etat, comme une sorte de mandat, à l'individu. La formule collectiviste « la Nation gérant pour les individus », donne sa place à une nouvelle formule « l'individu gérant de la Nation ». L'organisation corporative, sous cet aspect, se présente comme un ensemble de personnes liées entre elles par une fin commune qui est de procurer les moyens matériels d'existence et de bien-être à la Nation représentée par l'Etat. Voici les termes de l'al. 2 de la Déclaration VII : « L'organisation privée de la production étant une fonction d'intérêt national, l'organisateur

de l'entreprise est responsable de la direction de la production vis-à-vis de l'Etat ».

Si une initiative privée déterminée est insuffisante pour atteindre le but suprême du régime corporatif ou si les intérêts politiques de la Nation se trouvent en contradiction avec elle, l'Etat pourra intervenir de plusieurs façons : 1° encouragement; 2° contrôle; 3° gestion directe.

L'individu qui est propriétaire de terres et qui les laisse en friche cause un préjudice à l'économie nationale; dans ce cas, l'intervention active de l'Etat est nécessaire. Il n'y a pas de limites à l'intervention étatique, car tout est subordonné à l'intérêt national.

La notion de la responsabilité du producteur vis-à-vis de l'Etat n'existe ni dans l'économie libérale ni dans l'économie socialiste. Car la première se fie à l'individu considéré comme jouissant d'une faculté d'adaptation libre et guidée par son intérêt propre, dont la seule action, loin de toute responsabilité vis-à-vis de l'Etat, serait l'effondrement de son entreprise. La seconde refuse à reconnaître à l'individu toute initiative en matière économique; par conséquent, toute idée de responsabilité de l'individu-organisateur disparaît.

Le professeur Ferri, commentant dans ses ouvrages l'initiative privée sous le régime fasciste, constate que le concept de la « corporativité » présuppose l'existence de l'activité privée d'une part et de l'action étatique de l'autre. Il nie l'identification de l'individu et de l'Etat. Sur ce point, la plupart des corporatistes italiens sont d'accord.

Mais M. Ugo Spirito et ses amis ne pensent pas de la même façon. Ce théoricien, à plusieurs reprises, a soutenu la thèse que le fondement de l'Etat corporatif se trouve

dans la compénétration et l'identification de l'individu et de l'Etat, dans la fusion de la volonté et de l'initiative de l'individu avec la fin suprême de l'Etat (27).

Libéraux et socialistes, dit-il, conçoivent l'Etat comme quelque chose d'extérieur qui s'impose à l'individu. Selon M. Spirito, avec la fusion l'Etat-individu, disparaissent toutes les difficultés qui surgissent en matière d'intervention de l'Etat. Il n'y a plus que l'unité organique de l'Economie Nationale. L'individu est une espèce de personne publique, qui administre son patrimoine selon l'intérêt de la Nation. L'Etat n'intervient pas car l'intervention présuppose diversité de personnes. La Charte du travail ne représente pas, à ce sujet, la véritable doctrine corporative; elle est un simple compromis destiné à donner sa place à un document vraiment corporatif (28).

Les corporatistes de l' « aile droite » ont attaqué âprement M. Spirito. Ils n'ont pas hésité à lui répondre qu'il n'est pas fasciste, qu'il est socialiste et qu'il s'écarte du corporatisme. M. Arias lui avait fait ce reproche : « Si vous dites que l'Etat et l'individu sont une même chose, vous pouvez arriver d'une part à l'Etatisme et d'autre part à l'individualisme, selon votre préférence ». Mais M. Spirito reste ferme et convaincu de la valeur de sa doctrine. Il considère que l'on ne peut pas construire une économie viable et capable à résister aux obstacles de notre époque, que si on la base sur sa doctrine.

En résumant tout ce que nous venons de dire sur l'initiative privée, d'après la Charte, nous pouvons rappeler que la gestion directe de l'économie par l'Etat est rejetée,

(27) UGO SPIRITO : *I fondamenti dell'Economia corporativa*, p. 99.

(28) ROSENSTOCK-FRANK : *op. cit.* p. 414-415.

en principe, par la doctrine corporative et la Charte ne l'envisage que comme « *ultima ratio* », comme un pis-aller. M. Mussolini, en inaugurant le II^e Congrès de la Chambre de Commerce Internationale de Rome, le 18 mars 1923, disait : « L'Etat doit renoncer à ses fonctions économiques, spécialement à celles qui ont un caractère de monopole, pour lesquelles il est incompetent. »

Mais, en pratique, le gouvernement fasciste applique-t-il cette théorie ? Les auteurs fascistes citent, comme un exemple de l'application de cette conception, la cession en 1923 à l'initiative privée des monopoles des assurances sur la vie, des téléphones et des allumettes. Mais un examen plus minutieux aboutit à la conclusion que l'intervention directe de l'Etat dans l'économie italienne est plus importante. La nécessité de l'organisation rapide de l'économie de la péninsule d'une part (par exemple bonification intégrale), la nécessité imposée par la nature de l'entreprise, de l'autre, (l'exploitation du réseau national par l'Etat) et enfin la crise économique que nous traversons (subventions et participations étatiques (par exemple dans l'*Azienda Generale Italiana Petroli*), en sont les causes.

On peut encore citer comme applications de la déclaration IX de la Charte (qui permet l'intervention de l'Etat dans l'économie privée) : 1^o le décret-loi royal du 31 décembre 1931 (n^o 1670) qui autorise le Ministre des Corporations à procéder à la constitution des consortiums obligatoires entre les personnes qui exercent les diverses branches de l'industrie sidérurgique; 2^o la loi du 16 juin 1932 (n^o 834) sur la constitution et le fonctionnement des consortiums entre personnes appartenant à la même branche d'activité économique; 3^o le décret-loi royal du 3 mars 1934 (n^o 291) par lequel on a accordé la personnalité juri-

dique à l'Institut cotonnier italien pour la discipline unitaire et totalitaire de l'industrie du coton.

En parlant du productionnisme comme d'un des caractères de l'économie corporative, nous avons cité plusieurs manifestations, comme, par exemple, la bonification intégrale, les consortiums obligatoires, la bataille du blé, etc. Dans la plupart des cas la tâche gouvernementale de renforcer les possibilités productives du pays comporte comme conséquence la création d'un contrôle rigoureux et systématique. Ce contrôle s'exerce directement par l'Etat et non pas par l'intermédiaire des Corporations, pour la simple raison que ces institutions n'existaient pas lors de l'institution du contrôle. La loi corporative de 1934 autorise le gouvernement d'adapter toutes les lois institutives de contrôle avec ses dispositions.

Nous exposerons ici brièvement, une loi fasciste, parmi les dernières, qui confie au gouvernement, aidé par une commission de composition corporative, le droit de permettre ou d'interdire l'installation de nouvelles entreprises industrielles. Il s'agit de la loi du 12 janvier 1933 (n° 141).

Cette loi soumet à l'autorisation préalable du gouvernement l'installation de toute entreprise industrielle et l'expansion de toute entreprise déjà existante. Les personnes qui ne se conformeront pas aux dispositions de la loi seront soumises à des peines sévères. En outre, le Ministre des Corporations peut prescrire la fermeture de tout nouvel établissement installé en dépit des exigences de la loi.

Le décret du 15 mai 1933 (n° 530) détermine les industries soumises à l'autorisation préalable. Un autre décret, le décret ministériel du 18 juillet 1933, institue une commission ministérielle (représentant les catégories profes-

sionnelles intéressées) qui examine les demandes d'autorisation (29).

La commission ministérielle réunie dernièrement sous la présidence de M. Asquini, sous-secrétaire d'Etat aux Corporations, a examiné 52 demandes. Sur 32 de ces demandes, elle a émis un avis favorable.

IV. — LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

La Révolution française avait déclaré parmi ses principes, le droit de propriété, condamnant ainsi l'organisation sociale et économique de l'ancien régime, où deux castes, les nobles et le clergé, détenaient la plus grande partie de la propriété foncière. La Révolution française, a été, sous cet aspect, le triomphe de la bourgeoisie.

Dans le courant du siècle passé, beaucoup d'économistes ont protesté contre ce principe individualiste qui provient du droit romain « jus utendi et abutendi » et ont exalté le caractère social de la propriété. Les économistes de l'école socialiste ont demandé sa collectivisation. D'autres, sans arriver à l'extrémité : « la propriété, c'est le vol », ont soutenu que la propriété individuelle doit se soumettre aux besoins de la collectivité, de façon à faire prévaloir l'utilité sociale de la propriété.

Cette dernière idée a eu une influence intéressante et beaucoup de textes constitutionnels des pays civilisés, tout en reconnaissant le droit de propriété, ont permis l'expropriation dans le cas d'utilité publique ou sociale. Ce vaste terme d' « utilité publique » a été interprété diffé-

(29) PERGOLES : *Lo Stato fascista come Stato Corporativo*, dans la *Rivista di Politica Economica*, juillet-août 1934, p. 842, et Revue « *la Stirpe* », février 1934 : *La legge sui nuovi impianti industriali*.

remment dans les différents pays, mais, en général, on peut constater une interprétation assez large pendant et après la guerre.

M. Rolland, parlant de l'extension de la notion de l'utilité publique en France, constate que, tandis qu'en 1833 et 1841, on n'avait guère songé qu'à l'utilité publique s'attachant à l'exécution de grands travaux de voirie, on pense maintenant que tout ce qui contribue à embellir, à développer et à fortifier la santé publique est d'intérêt général.

Dans quelques constitutions d'après-guerre, l'idée de propriété a reçu une forme plus socialisante. La constitution de Weimar n'a pas hésité à inscrire dans son art. 153 que « la propriété entraîne des obligations. Son usage doit également se faire dans l'intérêt général ». L'art. 44 de la constitution républicaine de l'Espagne, qui est profondément pénétré par les idées de Léon Duguit et de la Constitution allemande (30), s'exprime dans le même sens. Ainsi, l'idée saint-simonienne, d'après laquelle la propriété est une fonction sociale, s'affirme officiellement.

Le corporatisme, désirant être un système national et social, ne pouvait pas ignorer cette conception. Au contraire, il la trouve conforme à lui-même, comme une conséquence directe de sa doctrine. Le Fascisme, repoussant nettement l'individualisme de la fin du XVIII^e siècle, n'admet pas l'antériorité et l'indépendance de l'individu vis-à-vis de l'Etat et l'existence des « droits naturels », où on fait entrer celui de la propriété. La théorie classique de la propriété se trouve ainsi complètement renversée au profit d'un principe nationaliste et socialiste.

Le Fascisme n'accepte pas le principe classique qui est

(30) G. PIROU : *L. Duguit et Economie Politique*, p. 27-28, note 39.

inscrit dans le code civil italien, art. 436, d'après lequel : « la propriété est le droit de jouir et de disposer de la chose de la façon la plus absolue, à moins qu'on n'en fasse un usage défendu par les lois et les règlements ». Cette conception économico-juridique d'un « droit naturel de propriété » : « la propriété est sacrée » donne sa place à une autre conception politico-morale, d'un devoir où la propriété individuelle trouve, en plus de la limite constituée par le droit d'autrui, une limite dans l'intérêt de la société nationale. La propriété, dans ce régime corporatif, a le droit de se défendre seulement si elle se soumet aux exigences sociales de la Nation (31).

La conception fasciste de la propriété, contenue dans la Charte du Travail, est en pleine harmonie avec la conception des rédacteurs de la Charte du Carnaro, c'est-à-dire de la ville libre de Fiume, proclamée par le poète d'Annunzio en 1920. En effet, l'art. IX de cette Charte dit : « L'Etat ne reconnaît pas la propriété comme le pouvoir absolu des personnes sur les choses, mais comme la plus utile des fonctions sociales. Aucune propriété ne peut être réservée aux personnes comme si elle faisait intégralement partie d'elles-mêmes. Il ne peut être toléré qu'un propriétaire paresseux laissât sa propriété inerte ou en disposât maladroitement, à l'exclusion de tout autre. L'unique titre légitime de propriété sur tout moyen de production et d'échange est le travail ».

D'autre part, l'article I du Statut de la Confédération Nationale Fasciste des Agriculteurs affirme que « la propriété est considérée non seulement comme un droit absolu de la personne sur les choses, mais encore comme une

(31) FANTINI : *L'impresa economica nelle vita moderna*, p. 179.

fonction sociale et par conséquent la production n'est pas seulement une source de richesse, mais aussi un devoir envers la Nation ». De la même façon, s'exprime le Statut de la Confédération des Industriels.

Si l'Etat laisse subsister la propriété privée, il ne le fait pas, comme nous l'avons dit, pour respecter un droit individuel, sacré et inviolable; la propriété privée dans le régime corporatif devient, comme tous les droits, une sorte de concession de la part de l'Etat-Nation, qui emploie, comme partout, l'individu-propriétaire comme un moyen. Il lui laisse la propriété, car il estime que la propriété privée est « l'instrument le plus utile et les plus efficace à l'intérêt de la Nation » (32). La propriété doit servir l'intérêt social mais précisément pour mieux le servir, on ne doit pas supprimer la propriété privée. M. Serpieri (33) dit que : « nier à l'homme la propriété de ce que par son travail il a produit, signifie considérer l'homme comme un esclave. C'est nier l'initiative privée ». Le « mien » (propriété) est une manifestation nécessaire du « moi » et chaque limitation excessive de la propriété individuelle a une répercussion désastreuse sur la volonté de produire (34), car c'est la formation de la propriété et son développement qui stimulent la production.

La prime de l'épargne et de la formation de nouveaux capitaux se trouve, dit la doctrine corporative, dans l'encouragement des propriétaires sages et capables. Sans la reconnaissance de la propriété privée du capital, celui-ci ne se formerait pas, car l'intérêt à produire et à épargner

(32) SPIRITO : *Capitalismo e corporatismo*, p. 23.

(33) SERPIERI : *I problemi della terra*, etc., p. 51.

(34) PIGHETTI : *Sindacalismo fascista*, p. 90.

diminuerait (35). Le Duce a dit, à ce propos, dans son discours du 10 mars 1927 à l'Assemblée quinquennale du régime : Rien du socialisme d'Etat et rien d'un socialisme quelconque, car le régime respecte la propriété privée... »

Mais les « corporatistes » de l'aile gauche considèrent même cette conception comme provisoire et leur chef, M. Spirito, n'a pas hésité à soutenir officiellement que le corporatisme véritable se trouve dans la « Corporation-proprétaire de ses moyens de production », où les membres de la Corporation doivent en devenir les actionnaires. Il considère que cette corporation propriétaire sera la base du régime corporatif de l'avenir; car, elle réalise la solution de toutes les antinomies économiques qui existent, même dans la phase actuelle du corporatisme fasciste. C'est la corporation propriétaire qui unira, en réalité, le capital et le travail et c'est ainsi que l'entreprise coïncidera avec la corporation.

Malgré les attaques multiples dont M. Spirito a été l'objet et malgré la phrase caractéristique du ministre des Corporations, M. Bottai, au Congrès d'Etudes Syndicales et Corporatives de Ferrare, en 1932, « qu'il fait un pas en dehors du corporatisme ». M. Spirito est convaincu de ses opinions. Il soutient dans la « Crisi del Capitalismo » que : « Au capitalisme individuel du libéralisme et au capitalisme d'Etat du socialisme, le corporatisme appose le capitalisme corporatiste, grâce auquel la propriété finit par être abstraitement privée et bureaucratiquement publique et devient propriété de la Corporation dans l'unité multiple des Corporations ».

(35) Rocco : *Dall'economia liberale e socialista all'economia fascista della Carta del lavoro*. Dans l'ouvrage : *Il Consiglio Nazionale delle Corporazione*, p. 364.

En revenant à l'examen de la conception « statique » de la propriété privée dans le régime corporatif, nous la résumons de cette façon : la propriété individuelle trouve sa justification dans des raisons morales et éthiques. C'est pourquoi quand ces raisons font défaut le droit-concession s'altère (36).

Si la propriété privée est une fonction, le propriétaire doit avoir la capacité de « fonctionnaire ». L'Etat, tout en respectant la propriété privée comme un instrument de l'intérêt national, conserve son plein droit d'intervention, de sorte que lorsque le propriétaire néglige sa fonction où n'en tient pas compte, l'Etat peut lui enlever cette fonction afin de corriger son inadaptation ou son insuffisance (37).

M. Napolitano (38) observe que, tandis que jusqu'à nos jours, le propriétaire était responsable seulement du « *damnum emergens* » causé à autrui, le Fascisme le rend responsable aussi du « *lucrum cessans* » vis-à-vis de la société nationale, c'est à dire il l'oblige à donner à sa propriété le maximum de rendement.

Si un propriétaire n'assure pas ce « maximum de rendement » on peut le remplacer par un autre propriétaire, plus apte à satisfaire l'intérêt national (39). Le propriétaire des terrains par exemple, peut perdre son droit sur ceux-ci s'il les laisse incultes. La rente, dit M. Gangemi (*Problemi della politica rurale e Stato corporativo*), devient ainsi la légitime récompense de toute personne qui sait bien user de sa propriété dans l'intérêt général.

(36) NAPOLITANO : *Principi di Economia corporativa*, p. 114.

(37) NAPOLITANO : dans *Revue d'Economie Politique*, 1929, p. 1274.

(38) NAPOLITANO : *Principi, etc.*, p. 117.

(39) SERPIERI : *op. cit.* p. 60.

Le propriétaire, pour « user bien » de sa propriété, ne doit pas seulement se contenter d'exploiter intensivement ses terrains, etc. Il doit en plus, se conformer aux exigences de la loi, qui souvent, l'oblige à une culture déterminée. Ainsi, la loi sur la bonification intégrale le contraint à ensemençer de blé le tiers de ses domaines.

Mais le propriétaire ne perd pas avec sa propriété, dans le cas de déchéance, pour inaptitude, le droit d'indemnité, car le respect des intérêts et expectatives légitimement constitués est lui aussi du plus haut intérêt national.

À titre d'exemple en matière d'expropriation commandée, nous citerons une mesure prise par un préfet en application d'un texte législatif qui lui reconnaît cette prérogative. Le propriétaire d'un domaine de 2500 hectares, non loin de Rome, négligeait de s'occuper de ses terres d'une façon sérieuse, car il se trouvait depuis quelque temps à l'étranger. Le préfet de Rome l'a déclaré déchu temporairement du droit de les administrer. Par un simple décret la Fédération Fasciste des Agriculteurs a été chargée d'administrer le domaine en question pour assurer de la sorte une gestion plus utile et plus favorable à l'économie nationale (40).

(40) GENTIZON : *Le fascisme et la propriété*, dans *Le Temps* du 1^{er} oct. 1932.

Deuxième Partie

L'organisation syndicale et corporative

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION SYNDICALE

SECTION PREMIERE

Le syndicalisme en Italie

I. — APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYNDICALISME

Le syndicalisme est un fait qui s'impose à tous, partisans ou adversaires des institutions professionnelles; le syndicat est aujourd'hui une véritable force sociale et économique, dont on ne peut pas se passer. Il y a même des auteurs, comme Duguit, qui ont imaginé une doctrine ou plutôt un système, le syndicalisme intégral, d'après lequel toute classe sociale devrait être organisée dans un syndicat et au dessus de tous ces syndicats il y aurait l'Etat.

On rencontre les associations professionnelles à toutes les époques : On dit, par exemple,, que les ouvriers travaillant à la construction du temple de Jérusalem, à l'époque du roi Salomon, avaient créé une organisation professionnelle. Il y eut, d'autre part, en Egypte, à l'époque des Pha-

raons, des grèves suscitées par des associations de travailleurs. Il semble qu'il y eut également, en Perse, des groupements professionnels. La Grèce ancienne et l'Asie Mineure ont connu les *etairiae* (ἐταίρειαι) ; mais le développement des organisations professionnelles en Grèce n'était pas très grand, à cause peut-être du caractère individualiste du peuple.

Les organisations les plus connues des temps anciens sont les institutions romaines de « *collegia* » ou « *corpora opificum* », que la tradition attribue à Numa ou à Servius Tullius. La première grande loi qui concerne l'organisation des professions est la *lex Julia de Collegiis* (promulguée sous Auguste) qui exige un *senatus-consulte* pour la constitution de toute nouvelle association professionnelle ; le groupement, pour obtenir ce bénéfice, devait présenter un caractère d'utilité publique.

En 1891, Nicole a trouvé un document, « le livre du Préfet », attribué à l'Empereur Léon VI, où l'on constate l'existence des associations de métier en Byzance. Dans l'organisation de l'Empire byzantin, le Préfet était compétent en matière de réglementation de la vie sociale et, par conséquent, il intervenait dans l'organisation des corporations.

Mais le phénomène syndical eut le maximum de son développement entre le XII^e et XV^e siècles, sous la forme des fameuses corporations du Moyen-Age, dont nous parlerons à l'occasion de la Corporation fasciste. Les abus et les règlements très détaillés des Corporations gênaient l'industrie et empêchaient son progrès dans une époque où elle aurait pu profiter des grandes découvertes scientifiques. Déjà, avant la Révolution française, Turgot avait dissout les Corporations par son décret du 22 mars 1776, en pro-

clamant la liberté du travail. Mais après sa chute, son édit fut aboli. C'est la Révolution française qui a achevé avec succès l'effort de Turgot.

La Constituante, d'une part, a supprimé les corporations obligatoires et, d'autre part, elle a interdit la création des associations professionnelles même libres (décret du 2/17 mars 1791 et loi le Chapelier du 17 juin 1791). L'exemple de la France fut suivi dans les autres Etats; en Autriche, en Angleterre, en Allemagne, à Toscane, en Lombardie, à Rome, etc., les corporations obligatoires ont été supprimées; mais les associations libres y furent maintenues.

Avec l'introduction de la force mécanique dans la production, la situation sociale et économique des classes ouvrières change complètement. Les deux grandes conséquences furent : a) la dépréciation du travail et b) l'exode rural et la création des grands centres urbains; d'où la nécessité vitale de s'associer. L'ouvrier a vu dans l'association professionnelle un moyen pour lutter plus efficacement contre l'« exploitation » dont il était l'objet de la part du patron et pour améliorer ses conditions de vie.

Dans l'Etat libéral qui concevait son rôle bien restreint et n'intervenait pas pour régler les différends entre les classes sociales, les travailleurs avaient besoin de s'organiser en associations, pour ne pas rester à la merci des patrons. Tout cela en dépit des dispositions législatives inspirées de la doctrine libérale, qui considère que l'homme, en participant à une association, perd une partie de sa « liberté naturelle; car l'individu, dès qu'il appartient à un groupe quelconque, cesse d'appartenir à soi-même et perd son indépendance.

Les associations professionnelles ont pris, dès le début, un caractère antiétatique et révolutionnaire, précisément

parce que l'Etat, ne leur prêtant aucun intérêt, favorisait indirectement les classes patronales. Parallèlement les patrons, pour sauver et protéger leurs intérêts menacés par les forces syndicales des ouvriers, se sont organisés en associations.

Le socialisme a profité du mouvement syndicalisme ouvrier. Les partis socialistes ont fait des syndicats un instrument très puissant pour obtenir l'abolition du patronat et du salariat.

L'Etat libéral devant cet état des choses a fini par tolérer, puis par admettre et même reconnaître officiellement les associations. Si l'on examine la position des syndicats dans l'Etat moderne, on constate qu'ils ont des formes les plus diverses. Tantôt, l'Etat est indifférent et les syndicats se créent et agissent librement (comme en Suisse), tantôt, au contraire, l'Etat pose des conditions à la création des associations et surveille leur développement; les conditions exigées consistent tantôt en une obligation d'enregistrement (par exemple en France, lois de 1884 et de 1920, tantôt en une intervention plus énergique des autorités publiques, qui subordonnent complètement les syndicats (par exemple en Italie, avec la loi syndicale de 1926). M. Bottai dit à ce propos : « L'activité de l'association fut d'abord défendue, puis permise, ensuite elle fut disciplinée et il n'est pas impossible qu'elle soit finalement imposée (1).

Le problème syndical, qui par les Fédérations et les Confédérations ouvrières eut une très vaste influence sur la législation de tous les Etats modernes, a évolué d'une façon très intéressante dans la période d'après-guerre en deux pays surtout : la Russie soviétique et l'Italie fasciste.

(1) BASTIAN : *La réglementation des conflits de travail dans la législation fasciste*, p. 194.

II. — LE SYNDICALISME ITALIEN AVANT LE FASCISME

En Italie, comme partout ailleurs, le mouvement syndical à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle était déjà bien développé. Il faut cependant remarquer que l'évolution syndicale y présente un certain retard par rapport aux autres pays, et cela pour plusieurs raisons : retard du progrès industriel de la péninsule, question de l'unité nationale de l'Italie, etc...

Avant le Fascisme, on justifiait le droit de s'associer en se basant sur l'article 32 du Statut du Roi Charles Albert du 4 mars 1848, qui permet les réunions pacifiques et sans armes. On admettait d'une façon générale la liberté syndicale; toute personne, même un fonctionnaire public, avait le droit de s'associer à d'autres pour la défense d'un intérêt quelconque (2).

La question de la reconnaissance des associations fut examinée à plusieurs reprises mais toujours à propos du contrat collectif de travail, sans entrer dans la question de la discipline et des rapports entre les associations et l'État. Une loi de 1896 accordait la personnalité juridique aux associations ouvrières de mutualité, aux coopératives, etc., sous certaines conditions.

Le décret du 27 octobre 1918 a accordé la personnalité juridique aux associations industrielles qui avaient pour but la tutelle des intérêts économiques et techniques. Mais il ne visait pas les contrats collectifs de travail, c'est à dire la partie la plus importante de l'activité syndicale (3).

Les associations professionnelles italiennes ont été

(2) FUCILE : *Le mouvement corporatif en Italie*, p. 39.

(3) SACERDOTI : *L'associazione sindacale nel diritto italiano*, p. 78.

groupées en 1891 en Chambres de Travail, qui se sont réunies en 1893 en une Fédération des Chambres de Travail, qui dirigeait le mouvement de la classe ouvrière.

Le socialisme est intervenu très énergiquement dans le mouvement syndical italien. Mais le parti socialiste, fondé après le Congrès de Gênes en 1892, a été divisé en 1908 en deux groupes séparés, dont le plus modéré avait pris la dénomination « syndicaliste » ; ce groupe, influencé par les théories de Georges Sorel, représentait le syndicalisme révolutionnaire italien (4). Sous cette influence il a formé l'« Union Syndicale ».

On peut résumer les bases de ce syndicalisme en ceci :

a) Acceptation de l'action directe et de la grève générale.

b) Antiparlementarisme.

c) Méfiance à l'égard de l'internationalisme. Ainsi le syndicalisme se présente, d'une part, antilibéral, car la « liberté naturelle » n'est pas compatible avec le syndicat, et, d'autre part, antisocialiste, car le socialisme est contre la Nation, même quand il prétend seulement la dépasser (5).

Le socialisme révolutionnaire italien a même publié le « Manifeste des syndicalistes » (rédigé par A. O. Olivetti), qu'il a opposé au « Manifeste communiste ». Mais d'autres tendances politiques et économiques avaient aussi constitué en Italie des organisations syndicales remarquables.

En 1919 les forces ouvrières du pays étaient groupées en quatre grandes Fédérations :

a) *La Confédération Générale du Travail*, qui, ayant 1.159.063 membres et étant rattachée au parti socialiste,

(4) SACERDOTI : op. cit., p. 43-45.

(5) ROSENSTOCK-FRANK : op. cit., p. II.

était devenue le véritable représentant du mouvement ouvrier.

b) *La Fédération sociale-chrétienne* des travailleurs, rattachée au nouveau parti « populaire ».

c) *L'Union italienne de travail*, qui se composait de syndicalistes et de républicains favorables à la guerre mondiale.

d) *L'Union syndicale italienne*, formée de syndicalistes et d'anarchistes hostiles à la guerre.

La veille de la marche sur Rome, un décret royal a établi l'enregistrement des associations syndicales; mais il est resté sans application. D'ailleurs, ce décret n'accordait pas la personnalité juridique aux syndicats mais il faisait de l'enregistrement une espèce de statistique syndicale.

3. — LE SYNDICALISME FASCISTE

Dès le début le Fascisme a vu que le syndicat est un fait social nécessaire et inévitable et qu'il devait, par conséquent, être accepté par l'Etat (6). Mais l'Etat fasciste ne pouvait pas le laisser agir en dehors de lui. Comme partout « tout dans l'Etat, rien contre l'Etat et rien en dehors de l'Etat » le syndicat, lui aussi, devait être encadré et subordonné à l'Etat-Nation.

Dans le « programme-statut » du Parti de 1921, on peut lire : « Le Fascisme ne peut pas contester le fait historique du développement de la corporation (à ce moment corporation signifiait syndicat), mais il veut coordonner ce développement avec les fins nationales. » (7).

(6) BIAGGI : *Scritti di Economia corporativa*, p. 6.

(7) *Relazioni e proposte...*, p. 111-112.

M. le prof. Gaëtan Pirou considère qu'avec le régime fasciste il y a transfert de la doctrine sorellienne sur le plan national. C'est pourquoi, dit-il, beaucoup de ceux qui se disaient des disciples de Sorel ont pu passer sans difficulté du socialisme au fascisme (8). En faisant la comparaison du syndicalisme fasciste avec le syndicalisme révolutionnaire nous étudierons cette différence avec plus de détail.

Le syndicalisme fasciste, créé en 1921, fut d'abord provincial et régional et ensuite national. Aux premiers syndicats fascistes on a donné le nom de « Corporation » afin de les distinguer des syndicats qui dépendaient des autres partis politiques et surtout du parti socialiste.

En octobre 1921 la Chambre de Travail (fasciste) de Ferrare établit comme base du syndicalisme fasciste les points suivants :

a) Le mouvement syndical fasciste comprend les ouvriers, les techniciens (sous-chefs techniques de l'usine) et les intellectuels.

b) Il a un caractère nettement national.

c) Son but est d'harmoniser les intérêts particuliers des groupes producteurs avec ceux de l'économie nationale.

d) Il se propose comme buts immédiats de revendications non seulement économiques mais aussi culturelles et techniques (9).

Le 24 janvier 1922 un Congrès syndical se tint à Bologne et déclara constituer la « Confédération Nationale des Corporations fascistes » avec des buts sociaux et nationaux, c'est-à-dire améliorer les conditions de la vie de la classe

(8) PIROU : *op. cit.*, p. 55.

(9) LABRIOLA : *L'Etat et la crise*, p. 287.

ouvrière sans perdre de vue le devoir social vis-à-vis la Nation.

Les autres syndicats italiens, après l'avènement du nouveau régime ont continué à vivre à côté des syndicats fascistes mais ces derniers, favorisés directement par le gouvernement, gagnaient toujours du terrain au détriment des autres. En août 1922 les syndicats fascistes comptent 800.000 membres, en juin 1923, 1.500.000, et 1.800.000 membres l'année suivante.

La loi syndicale de 1926, dont nous ferons l'analyse un peu plus loin, a consolidé et renforcé la prédominance du syndicalisme fasciste. Mais avant cette loi il y eut deux accords syndicaux de grande importance, effectués par le gouvernement, et qui font des syndicats fascistes les véritables représentants des catégories productives italiennes. Ce sont :

a) L'accord du Palais Ghisi de décembre 1923, grâce auquel les syndicats fascistes sont reconnus par les industriels. Par cet accord, le gouvernement abandonnait totalement l'idée des syndicats mixtes et chaque association conservait ses organisations respectives (10).

b) L'accord du Palais Vidoni, conclu le 2 octobre 1925, par lequel les industriels ont reconnu exclusivement aux syndicats fascistes la représentation du salariat ouvrier.

4. SYNDICALISME FASCISTE ET SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Quels sont les caractères du syndicalisme fasciste ? Comme on l'a dit avec juste raison, le syndicalisme fasciste est une synthèse du nationalisme (la notion de Nation est

(10) ROSENSTOCK-FRANK : *op. cit.*, p. 36.

toujours présente) et du syndicalisme proprement dit. Par cette synthèse le syndicalisme devient une force qui cherche non seulement l'amélioration de la vie des ouvriers, mais encore et surtout la réalisation des buts nationaux ; comme on le verra, le syndicalisme, dans la conception fasciste, n'est pas une fin mais un moyen vers une fin (11).

Pour mieux mettre en relief les caractéristiques du syndicalisme fasciste, il est intéressant de le comparer au syndicalisme révolutionnaire :

a) Le syndicalisme révolutionnaire est international, tandis que le syndicalisme fasciste est étroitement lié à l'idée de la Patrie. L'Etat-Nation subordonne le syndicalisme (12). Le mouvement syndical, d'autre part, ne peut pas étendre son action en dehors des frontières nationales ; ce fut, également, l'idée du syndicalisme révolutionnaire italien, qui était aussi un syndicalisme national. Le fondateur du syndicalisme révolutionnaire, Georges Sorel, lui-même, avait accepté plus tard qu'en temps de guerre le mouvement syndical fasse évoluer son action sur le cadre national.

M. Olivier Martin (13) considère que l'extraordinaire puissance d'expansion du mouvement fasciste est due à ce que son syndicalisme est appuyé sur le sentiment national.

L'esprit national du syndicalisme fasciste a été mis en évidence à plusieurs reprises, par les chefs fascistes. Dès le début de 1923 M. Mussolini disait devant les membres du Grand Conseil Fasciste (séance du 15 mars 1923) : « Le syndicalisme fasciste... a un objectif unique : celui d'attein-

(11) DYPEROUX : *La Charte du travail*, etc., p. 13.

(12) C'est pourquoi on a dit que le syndicalisme fasciste peut être appelé « *Syndicalisme d'Etat* ».

(13) OLIVIER-MARTIN : *Cours de doctorat* 1933-34, p. 401.

dre le maximum de la production et du bien-être, tout en subordonnant les intérêts particuliers aux intérêts supérieurs de la Nation. »

La loi syndicale de 1926 a transformé en dispositions juridiques cette conception. Toute la loi est pénétrée d'un esprit national et étatiste; elle exige la bonne conduite politique et une foi nationale, sincère, des membres des syndicats, de leurs dirigeants et même de leurs employés. D'autre part, leur dépendance à des associations internationales est formellement interdite.

En deux mots nous pouvons dire que le Fascisme a substitué au syndicalisme antiétatiste et international un nouveau syndicalisme étatiste et national. M. Labriola (op. cit. p. 295) pense qu'aujourd'hui la seule force pour l'ouvrier afin de résister à l'absolutisme étatique est son syndicat; de sorte que l'assujettissement du syndicat à l'Etat signifie perte de toute possibilité de s'opposer à l'Etat.

b) Le syndicalisme révolutionnaire affirme la lutte des classes. L'action directe et la grève générale sont, d'après lui, les moyens les plus efficaces pour atteindre les buts de la classe ouvrière et pour imposer la dictature du prolétariat.

Le Fascisme nie la lutte des classes. Pour lui, au lieu de classes il y a diversité de catégories productives. La lutte entre les catégories économiques n'est pas quelque chose de permanent et d'irréductible mais, d'après le Fascisme, un fait exceptionnel et transitoire (14). Il ne proclamera pas la dictature des catégories ouvrières car il veut être, avant tout, une doctrine superclassiste, collaborationniste et nationaliste.

(14) MITZAKIS : *Les grands problèmes italiens*, p. 51 et PERROUX : *Contribution, etc.*, p. 173.

L'existence du capital, et plus généralement de la propriété privée, n'est pas, d'après la conception fasciste, un obstacle pour le développement moral et matériel de la vie du travailleur. M. Mussolini a dit au Sénat, en 1926 : « Un autre point du syndicalisme fasciste est la reconnaissance de la fonction historique du capital et du capitalisme; ici nous sommes nettement antisocialistes ». En 1925 il disait aussi à la Chambre des députés : « Le syndicalisme fasciste se différencie du syndicalisme rouge parce qu'il ne vise pas à attaquer le droit de la propriété. »

Le Fascisme n'admet pas, comme moyen d'action, la grève. En effet, la grève et le lock-out sont interdits depuis la loi syndicale, comme nous le verrons plus loin. Mais avant cette loi le gouvernement tolérait les grèves et même quelquefois les accueillait favorablement. Les syndicats fascistes en ont fait usage à plusieurs reprises, surtout en 1924. C'est ainsi qu'en mars 1925, lors de la grève de travailleurs dans une usine de Brescia, grève politique et d'inspiration fasciste, Augusto Turati, le futur secrétaire général du Parti Fasciste, a dirigé le mouvement.

c) Le syndicalisme fasciste est étroitement lié avec un parti, le seul d'ailleurs existant dans l'Italie fasciste. Ce parti a créé les syndicats, leur a donné son nom, les surveille et les coordonne sous son égide, dans l'organisation corporative, à laquelle aboutit l'organisation syndicale fasciste, pour atteindre les finalités nationales.

Le syndicalisme révolutionnaire, au contraire, oppose la classe au parti politique, car le parti groupe les individus ayant les mêmes idées politiques, tandis que la classe comprend tous ceux qui se trouvent dans les mêmes conditions sociales (15).

(15) GONNARD : *Histoire des doctrines économiques*, p. 657.

D'autre part, la dépendance étroite des syndicats envers le parti politique qui gouverne, est le caractère principal qui différencie le syndicalisme fasciste du syndicalisme intégral de Duguit (16).

SECTION II

La loi syndicale de 1926 et la réforme de 1934

I. — LA LOI SYNDICALE DE 1926 ET LA PARTIE DE LA CHARTE RELATIVE AUX SYNDICATS. LES « NON PRODUCTEURS »

La déclaration III de la Charte du Travail contient en synthèse la théorie du syndicalisme fasciste. D'après cet article : « L'organisation syndicale ou professionnelle est libre. Mais seul le syndicat légalement reconnu et soumis au contrôle de l'Etat a le droit de représenter légalement toute la catégorie des patrons et des ouvriers pour laquelle il est constitué. Il a seul le droit d'en défendre les intérêts vis-à-vis de l'Etat et des autres associations professionnelles et de stipuler de contrats collectifs de travail, obligatoires pour tous les membres de la catégorie, de leur imposer des contributions et d'exercer envers eux des fonctions déléguées d'intérêt public ».

La loi syndicale fasciste de 1926, qui a été mise en vigueur une année entière avant la promulgation de la Charte, réalise toutes les exigences de la déclaration III. On peut même dire que cette déclaration est rédigée sur la base de la loi du 3 avril 1926 (n° 563). Les déclarations

(16) PIROU : *Léon Duguit et l'Economie politique*, p. 32-33.

de la Charte, comme nous l'avons déjà dit, sont destinées à inspirer le législateur fasciste. Mais notre loi a anticipé et même inspiré la Charte.

La loi syndicale de 1926 a été caractérisée par Mussolini comme « la plus courageuse, la plus audacieuse, la plus innovatrice de toutes les lois fascistes ; car elle réalise, comme premier postulat du corporatisme, la justice sociale. Avec cette loi, dit-il, l'Etat démolibéral, indifférent vis-à-vis du phénomène syndical, a été enseveli et nous avons créé à sa place l'Etat syndical et corporatif ».

La loi syndicale comprend trois chapitres :

a) « De la reconnaissance juridique des syndicats et des contrats collectifs de travail » (12 articles).

b) « Du tribunal du travail » (5 articles).

c) « Du lock-out et de la grève » (6 articles).

Cette loi accordait, en même temps, pour son propre développement une vaste délégation au pouvoir exécutif. En vertu de cette délégation le gouvernement a émis le « Norme d'Attuazione », de la loi du 3 avril 1926 par le décret royal du 1^{er} juillet 1926 (n° 1130).

Avant de procéder à l'analyse de la loi et du décret de 1926, nous observons que ces textes législatifs contiennent des dispositions qui sont considérées expressément comme une matière de caractère constitutionnel, car elle entre dans le domaine de l'organisation de l'Etat fasciste. Tous les projets de loi qui concernent l'ordre syndical et corporatif doivent être soumis au Grand Conseil Fasciste.

Comme on le verra dans l'analyse, les lois syndicales fascistes ne résolvent pas la question sociale. On peut dire avec le prof. Mosca (1) que l'organisation syndicale et cor-

(1) MOSCA : *Corso di diritto dell'economia*, p. 75.

porative n'est en quelque sorte qu'un point de départ vers une solution.

L'organisation syndicale fasciste vise seulement les producteurs, c'est-à-dire les patrons, les ouvriers et les producteurs des biens immatériels, à savoir les intellectuels et les artistes. Les capitalistes, les rentiers, n'étant pas « producteurs » ne sont pas encadrés dans l'organisation. M. le professeur Massimo Fovel estime qu'une des caractéristiques de l'économie corporative, qui la distingue des autres systèmes économiques, est qu'elle exclut la rente, tandis que l'économie socialiste exclut non seulement la rente mais encore le profit.

A notre avis, le défaut d'encadrement des rentiers dans l'organisation syndicale fasciste n'entraîne pas la conséquence que lui prête M. Fovel. Le régime corporatif, comme le dit le prof. Arias, doit éliminer les excès des rentes mais il ne se propose pas de les supprimer. D'après ce que nous avons dit à propos de l'épargne sous le régime corporatif italien, on peut conclure que les rentiers, tout en restant en dehors de l'organisation syndicale fasciste, sont tolérés par le régime. Mais de plus, il y a même des catégories de rentiers, par exemple, les rentiers agricoles, qui sont encadrés dans le syndicalisme fasciste. D'après la loi syndicale les propriétaires des fonds agricoles loués, peuvent faire partie des associations des employeurs agricoles mais ils doivent former une section séparée et avoir une représentation de direction spéciale.

II. — CONDITIONS DE LA RECONNAISSANCE JURIDIQUE DES SYNDICATS

Pour être reconnues les associations syndicales doivent se soumettre à certaines conditions :

a) Chaque groupement professionnel de travailleurs, pour obtenir la reconnaissance juridique, doit réunir au moins le 1/10 des membres de la catégorie professionnelle exerçant leur activité économique dans un territoire donné; chaque groupement de patrons doit réunir un nombre de patrons qui occupe au moins le 1/10 des travailleurs de la profession donnée et dans la zone territoriale déterminée.

Le dixième est évidemment le minimum nécessaire. Le législateur fasciste a justifié cette exigence, qui n'est pas vraiment considérable, d'une part par leur volonté de faciliter l'obtention de la reconnaissance juridique, et d'autre part par le fait que dans plusieurs régions et surtout les régions agricoles de la péninsule, l'esprit de groupement n'est pas développé (2). En fait, les membres des syndicats fascistes et spécialement des associations ouvrières, dépassent de beaucoup le minimum nécessaire pour leur reconnaissance juridique.

b) Les membres et les dirigeants des associations doivent fournir la garantie d'une foi nationale éprouvée (art. 2 de la loi syndicale). Cette garantie, surtout en ce qui concerne les dirigeants, se donne d'habitude par l'inscription au parti fasciste (3). On devait en effet établir un critérium sur lequel pourrait être jugée la bonne foi politique et nationale; car, comme le fait très bien remarquer M. Temple (4) « il est de nombreuses conduites politiques compatibles

(2) D'ailleurs, en France, on compte que la moyenne des ouvriers syndiqués n'est pas supérieure à ce 10 % que le législateur fasciste a établi comme minimum. CAPITANT et CUCHE : *Précis de législation industrielle*, p. 105.

(3) A. LABRIOLA : *L'Etat et la crise*, p. 290.

(4) P. TEMPLE : *L'Etat corporatif italien*, p. 74.

avec l'unité de la morale et du nationalisme, dont personne ne peut juger de la valeur ».

Il est vrai que le gouvernement a déclaré que le principe national est supérieur aux partis. Mais le Parti Fasciste n'est plus un « parti » proprement dit, car il s'identifie avec l'Etat fasciste. M. Rocco lui-même a déclaré au Sénat que les syndicats fascistes seraient tous reconnus, car ils répondaient aux exigences de la loi (5).

c) Les membres des syndicats doivent avoir 18 ans révolus et être citoyens Italiens ou bien étrangers résidant en Italie depuis 10 ans au moins. Aucune distinction de sexe n'est établie. Outre les personnes physiques, peuvent être membres des associations professionnelles juridiques de nationalité italienne, dont les dirigeants doivent être d'une bonne foi morale et politique incontestée au point de vue national.

d) En plus de la poursuite de leurs intérêts économiques, les associations doivent avoir d'autres buts : assistance, instruction et éducation professionnelle.

Tout groupement qui satisfait à ces conditions peut demander et obtenir du gouvernement la reconnaissance juridique. Cette reconnaissance accorde à l'association la personnalité juridique de droit public. La loi ne le dit pas expressément mais les travaux préparatoires et les attributions que la loi syndicale confie aux syndicats portent tous les commentateurs de la loi à conclure que la personnalité juridique du syndicat fasciste est de droit public.

La reconnaissance est faite par décret royal, qui contient l'approbation du statut. Le statut doit être publié aux frais de l'association à la « Gazzetta Ufficiale » du Royaume.

(5) LE ROY : *La Charte du travail en Italie*, p. 10.

Pour chaque catégorie professionnelle d'une zone territoriale déterminée, on ne peut reconnaître, d'après l'article 6, qu'une seule association.

Les associations existant lors de la publication de la loi de 1926, pour bénéficier des avantages que la nouvelle loi accordait, ont dû modifier les attributions de leurs organes de direction et conformer leurs statuts et leurs règlements aux principes de la loi de 1926. Mais les ordres et les collèges des personnes qui exercent une profession libérale, existants et reconnus par le législateur avant la loi de 1926, continuent à être disciplinés par les lois et les règlements antérieurs.

Les associations fascistes comprennent exclusivement des travailleurs, ou bien des patrons, ou enfin des intellectuels et des artistes.

Pour participer à un syndicat il faut que l'intéressé exerce la profession ou le métier que le syndicat, qu'il a choisi, représente. Mais il n'est pas vrai que pour exercer un métier déterminé on doive être inscrit au syndicat du métier; le syndicat fasciste, en un mot, n'est pas, comme la corporation du Moyen-Age, juridiquement obligatoire.

Toutefois, un individu partageant son activité économique en diverses manifestations peut participer à plusieurs groupes professionnels officiels, à la condition qu'il s'agisse d'activités stables et continues (6).

De ce qui précède on peut conclure que dans l'organisation syndicale fasciste tous les membres d'une association professionnelle reconnue doivent appartenir à la même catégorie professionnelle et à la même classe sociale.

(6) TURATI-BOTTAI : *La Carta del lavoro*, p. 117.

Le syndicat mixte des patrons et des ouvriers réunis n'est pas envisagé par la loi de 1926.

Le syndicat mixte avait les préférences de l'école catholique; ses adeptes voyaient dans ce syndicat la réalisation de la collaboration économique. Le projet de la loi syndicale fasciste, que la commission de XVIII membres avait proposé au gouvernement, visait les syndicats mixtes, mais ce projet a été profondément modifié sur ce point par la commission parlementaire, à cause sans doute des objections des industriels (7). M. Costamagna (8) écrit que, loin de favoriser la collaboration des classes, le syndicat mixte aurait pour résultat le sacrifice des intérêts des uns aux intérêts des autres et qu'il aboutit ou bien au patronat des entrepreneurs sur les travailleurs ou bien au contrôle des ouvriers sur les entreprises.

Les employés des administrations de l'Etat, des provinces, des communes etc. n'ont pas le droit de se grouper en associations professionnelles, ayant les attributions que la loi de 1926 accorde aux associations des patrons et des travailleurs. La même impossibilité frappe les personnes occupées à l'entreprise autonome des chemins de fer de l'Etat, l'entreprise des P. T. T., la Caisse de dépôts et de prêts, l'Institut d'émission etc.

Toutes ces personnes peuvent toutefois se grouper en associations autorisées, qui ne sont pas munies de la personnalité juridique de droit public. Pour la constitution d'une association de fonctionnaires l'autorisation du gouvernement est nécessaire. Le préfet est compétent quand il s'agit des agents des personnes juridiques de droit

(7) ROSENSTOCK-FRANK : *op. cit.*, p. 63.

(8) C. COSTAMAGNA : *Elementi di diritto costituzionale corporativo fascista*, p. 146.

public fonctionnant dans une province. Pour chaque catégorie ne peut exister qu'une seule association autorisée.

En vertu de ces dispositions plusieurs associations ont été reconnues. Nous citerons l'association des travailleurs des usines de l'Etat, l'association nationale de l'école primaire, celle des employés des chemins de fer etc. Ces associations n'ont pas la personnalité juridique, et ne peuvent pas profiter des avantages accordés aux syndicats officiels, mais elles jouissent d'une faculté représentative à l'égard de leur membres (9).

Mais il y a des fonctionnaires qui sont absolument privés du droit de s'associer et qui ne peuvent constituer des associations autorisées. Ce sont les militaires, les magistrats, les professeurs de l'enseignement supérieur et secondaire et les employés des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Colonies. Cette interdiction absolue s'explique par l'importance de la fonction de ces personnes. Le législateur fasciste a pensé que l'activité syndicale de ces fonctionnaires pourrait compromettre la bonne marche des affaires de l'Etat.

III. LE ROLE DU GOUVERNEMENT ET LA DIFFÉRENCE ENTRE LA LÉGISLATION SYNDICALE FRANÇAISE ET CELLE DU FASCISME

Le gouvernement a sur les associations professionnelles, légalement reconnues, les pouvoirs suivants :

a) Droit de refuser l'approbation de la nomination du personnel dirigeant du syndicat; droit aussi de le révoquer.

b) Droit absolu de dissolution du conseil de direction, en le remplaçant par un commissaire gouvernemental.

(9) BOTTAI : *L'organisation corporative de l'Etat*, p. 35-36.

c) Droit d'annulation de tout acte des syndicats contraire aux lois, aux règlements, aux statuts ou à leurs buts essentiels.

d) Droit de dissolution de l'association.

Si l'association professionnelle légalement reconnue vient d'être dissoute, ou si le gouvernement retire sa reconnaissance juridique, le ministre des Corporations ou le préfet, suivant les cas, nomme un liquidateur pour s'occuper des actes nécessaires.

L'association de degré supérieur, dont dépend l'association dissoute, succède, à son patrimoine. Faute d'appartenir à une association supérieure, le patrimoine de l'association dissoute est mis à la disposition des œuvres d'assistance, d'instruction, etc., des catégories pour lesquelles l'association avait été constituée.

En comparant la législation syndicale fasciste avec la législation française en vigueur, nous relevons les différences suivantes :

a) Dans la première, l'Etat autorise la constitution du syndicat officiel et contrôle très énergiquement son fonctionnement. Dans la seconde les fondateurs du syndicat, doivent simplement déposer à la mairie les statuts et les noms des administrateurs de leur syndicat.

b) Dans la première, le syndicat représente toute la catégorie professionnelle d'une zone territoriale et impose même aux non inscrits les contrats collectifs qu'il stipule et des contributions obligatoires. Rien de pareil dans la législation française, où le syndicat représente seuls les inscrits.

c) Le syndicat français est absolument libre et facultatif. Le syndicat fasciste, au contraire, est unique en droit, et, en fait finit par être obligatoire.

IV. — LE PRINCIPE SYNDICALISTE FASCISTE
COMPARÉ AVEC LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ SYNDICALE

D'après l'art. 12 de la loi de 1926, les associations professionnelles non reconnues légalement continuent à subsister comme associations de fait. Elles sont réglementées par le droit commun et soumises aux lois générales de police etc. Elles n'ont pas le droit de stipuler des contrats collectifs de travail valables. Le préfet compétent a plein droit d'annulation des actes de ces syndicats et droit de dissolution si elles poursuivent des buts contraires à l'intérêt national.

D'après ce qui précède on comprend sans beaucoup de peine l'énorme différence entre une association légalement reconnue et une association de fait, dans l'organisation syndicale fasciste. Des associations de fait peuvent en exister à plusieurs dans le même secteur productif d'une région. Mais l'association officielle, le syndicat fasciste, est unique. En effet, si plusieurs syndicats avaient la reconnaissance juridique avec l'étendue que la législation fasciste donne au syndicat officiel, les individus, inscrits ou non, se trouveraient représentés par plusieurs institutions ayant un *imperium* sur eux. De la sorte on aurait des commandements syndicaux opposés et contradictoires et au lieu de la « paix sociale » on aurait « l'anarchie sociale ».

Ce n'est pas d'ailleurs ici l'innovation du Fascisme en matière syndicale. Elle se trouve dans l'élévation du syndicat à une institution de droit public, le caractère unique étant une pure conséquence de ce principe. Comme toute institution de droit public, le syndicat, en tant que représentant de toute personne réunissant quelques conditions déterminées, ne peut être qu'unique, car la même fonction

publique ne peut être exercée par deux organes différents.

En régime de liberté syndicale il est théoriquement et pratiquement possible à plusieurs syndicats de coexister et d'avoir l'égalité juridique; car aucune association n'est considérée comme représentant une catégorie professionnelle toute entière. Chaque syndicat représente et commande ses membres, en tant qu'ils sont ses membres (10) et cherche à faire inscrire la majorité de ceux qui appartiennent à la catégorie donnée. Il y a donc une concurrence, quelquefois dangereuse, parmi les divers syndicats. En définitive et en fait, c'est le syndicat le plus fort qui représente absolument ou presque absolument la catégorie toute entière.

Le Fascisme donc n'a fait, d'après les théoriciens, que transformer cette situation de fait en état de droit et encore de donner la marque de « syndicat officiel » à l'institution qui a sa foi politique et nationale (11). Ainsi le législateur a facilité le contrôle étatique sur le syndicat et a évité « l'arnachie syndicale ».

Le législateur fasciste, tout en introduisant le syndicat unique, n'a pas voulu imposer aux individus leur adhésion au syndicat officiel. Au contraire, il a voulu combiner le système de la liberté syndicale avec celui du syndicat obligatoire.

Dans la législation fasciste, en effet, l'individu n'est pas inscrit de droit au syndicat officiel, en tant qu'exerçant une activité économique déterminée; d'autre part, on peut théoriquement concevoir certaines catégories n'étant pas organisées en associations professionnelles. Mais, étant donné que les individus ne sont libres à former que des

(10) *Faculté de Droit de Toulouse : Le Syndicalisme moderne*, p. 29.

(11) DEVRIENT : *L'organisation syndicale et corporative en Italie*, p. 48.

associations de fait, n'ayant que des pouvoirs insignifiants, et que, d'autre part, ils sont, bon gré, mal gré, représentés par le syndicat fasciste, on peut conclure que le syndicat officiel est en fait obligatoire (12).

Voici ce que M. Bottai écrit dans la « Critica Fascista » du 1 mai 1927 : « il faut reconnaître franchement que les possibilités d'action syndicale (des associations de fait) sont pratiquement limitées pour ne pas dire annulées. Privées du droit de stipuler des contrats collectifs juridiquement valables et de représenter les intérêts professionnels devant les pouvoirs publics, elles ne peuvent pas être considérées comme des associations syndicales au sens plein du mot ».

Le syndicat obligatoire est l'objectif du parti socialiste français et du syndicalisme révolutionnaire (13). Le syndicat obligatoire était introduit par la Charte de Carnaro, que le poète d'Annunzio avait rédigée en 1920 pour la ville libre de Fiume. Un article de cette Charte disait : « Tous sont obligatoirement inscrits à une des dix corporations.. ».

V. LE SYNDICALISME FASCISTE DANS LES DISCUSSIONS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

La limitation de la liberté syndicale, par la législation fasciste a donné lieu à des vives protestations à Genève de la part des représentants des travailleurs des pays à régime libéral et démocratique. Ces protestations faisaient ressortir que les syndicats fascistes ne sont pas les plus représentatifs de la classe ouvrière; que le gouvernement

(12) SVOLOS : *La nouvelle Constitution grecque, etc.*, p. 195.

(13) DYPEROUX : *op. cit.*, p. 23.

fasciste, en envoyant à Genève M. Rossoni, ne se conformait pas aux exigences du Statut de l'Organisation Internationale de Travail (art. 427 du Traité de Versailles), qui veut que les délégués ouvriers soient désignés par le gouvernement d'accord avec les organisations professionnelles les plus représentatives (14).

Avec la loi syndicale de 1926 le gouvernement fasciste désignait le délégué ouvrier après l'avis conforme de la « Confédération Générale des Corporations fascistes ». Mais cette institution, disaient les adversaires de Genève, étant mixte (elle comprenait des employeurs et des travailleurs) n'était pas une organisation syndicale proprement dite, et même si elle l'était, ne serait pas la plus représentative.

Avec la loi de 1926 la question de savoir quelles sont les organisations les plus représentatives des patrons et des ouvriers n'est plus une question de fait mais une question de droit. Mais les adversaires reprochent à la législation fasciste d'avoir supprimé la liberté syndicale, contre l'art. 423 du Statut de l'O. I. T. (15).

La délégation gouvernementale italienne a répondu que la loi syndicale fasciste n'est pas contraire au Traité de la Paix, car l'art. 389 laisse à la législation nationale de chaque pays le soin d'établir le régime des organisations syndicales des employeurs et des travailleurs.

Durant la discussion de la contestation des délégués des ouvriers étrangers en 1928, le délégué du gouvernement des Pays-Bas, M. Nolens, a déclaré qu'on devait accepter le délégué ouvrier italien, car : « par le fait qu'en Italie, il n'y a pas d'organisations professionnelles différentes de

(14) OUALID : *Cours de doctorat*, 1932-1933.

(15) DYPEROUX : *op. cit.*, p. 29.

celles dont le délégué fait partie, si celui-ci venait d'être refusé, il n'y aurait plus de délégation ouvrière de ce pays (16).

En dépit des protestations M. Rossoni fut validé chaque année, pour la raison qu'il n'était pas permis de mettre en doute la parole d'un gouvernement.

VI ATTRIBUTIONS DES SYNDICATS LÉGALEMENT RECONNUS

Le syndicat fasciste jouit de pouvoirs très importants. Il devient, grâce à cette faculté, une institution de droit public et on peut même dire qu'il est une sorte d'organe d'Etat dans son domaine professionnel et territorial (17).

Le syndicat légalement reconnu a un large champ d'action :

a) Il représente légalement toutes les personnes appartenant à la catégorie pour laquelle il est constitué, même ceux qui n'y sont pas inscrits. Il a le monopole de la représentation judiciaire devant la Magistrature du Travail.

La représentation des individus par une association professionnelle ne dépend pas d'une expression de leur volonté, mais du fait qu'ils déploient une activité déterminée dans le milieu social (18).

b) Seuls les contrats collectifs du travail stipulés par les syndicats légalement reconnus ont une action sur tous les employeurs, travailleurs et intellectuels appartenant aux catégories pour qui existent les syndicats contractants. Les contrats collectifs stipulés par d'autres associations

(16) *L'Italie et l'Organisation Internationale du Travail de la S.D.N.*, p. 400.

(17) COSTAMAGNA : *Premier Congrès d'Etudes syndicales et corporatives*, Actes vol. I, p. 97.

(18) BORTOLOTTI : *Lo stato e la dottrina corporativa*, p. 263.

(de fait) sont nuls. De sorte que, les contrats collectifs, indépendamment de toute adhésion expresse ou tacite, s'imposent à tous les membres de la profession, c'est à dire aussi bien aux inscrits aux syndicats contractants, qu'aux non inscrits et qu'à ceux qui composent les syndicats de fait (19).

c) Tous les membres de la catégorie professionnelle, inscrits ou non au syndicat, versent obligatoirement une contribution. Cela se justifie par le fait que le syndicat représente toute la catégorie et agit en son nom; par conséquent, toute personne représentée, en tant qu'exerçant la profession déterminée, doit participer obligatoirement aux dépenses du syndicat.

Pour l'employeur, cette contribution ne peut être annuellement supérieure à la rétribution d'une journée pour chaque ouvrier employé. Pour le travailleur et l'intellectuel, elle est égale à la rétribution d'une journée de travail.

Les contributions patronales sont recouvrées au même titre que les impôts communaux; celles des ouvriers sont perçues sous la forme des retenues sur leur salaire.

En dehors de la contribution obligatoire, le syndicat peut imposer une autre contribution supplémentaire, mais cette dernière est due seulement par les inscrits à l'association.

Les contributions servent :

1° A permettre aux associations l'accomplissement de leurs devoirs de prévoyance et d'assistance vis-à-vis de tous les membres de la catégorie professionnelle, suivant la loi syndicale et la déclaration XIX de la Charte.

(19) BROCARD : *Les conditions générales de l'activité économique* p. 361.

2° A participer aux dépenses de diverses institutions du régime, comme par exemple de l'Œuvre Nationale des Loisirs du Travail (Dopolavoro) et de l'Œuvre Nationale pour la Maternité et l'Enfance.

3° A constituer un fonds destiné à garantir le respect des obligations contractées par eux par le moyen des contrats collectifs de travail. A cet effet, un dixième au moins de leurs recettes est prélevé.

4° A contribuer aux dépenses du ministère des Corporations, dont le taux est fixé au même pourcentage que pour le fonds de garantie (10 %).

5° A verser une contribution aux associations de degré supérieur, dont le syndicat dépend.

En 1932, le montant de toutes les contributions syndicales atteignait 272 millions de liras, dont 198 millions ont été répartis parmi les 13 confédérations et les associations y adhérant; 6 millions ont été mis à part, en tant que fonds de garantie, 27 millions comme fonds spécial pour les dépenses d'assistance d'intérêt national, etc..., et presque 41 millions ont été attribués aux Œuvres Nationales, etc...

d) Les associations syndicales fascistes doivent poursuivre des buts d'assistance, d'instruction, d'éducation morale et nationale des inscrits et de toute personne appartenant à la catégorie. Les doctrines socialistes, également, font du syndicat le centre de l'éducation professionnelle (20). En effet, les associations ouvrières ont créé beaucoup d'institutions pour atteindre ce but. Par exemple, les associations ouvrières ont créé l'Institut fasciste de technique et de propagande agraire, qui examine et vulgarise les meil-

(20) CURCIO : *L'extraeconomicità dei sindacati*, p. 23.

leurs procédés de culture . Diverses écoles syndicales ont été instituées, etc...

e) Pouvoir de désigner les candidats aux charges législatives, administratives et judiciaires. Citons la « Consulta Municipale », qui fonctionne à côté du Podestà. Les présidents des Confédérations nationales sont membres, de droit, du Grand Conseil Fasciste. Les syndicats fascistes, d'autre part, participent à la désignation des membres des Conseils Provinciaux de l'Economie Corporative, par qui désignent les experts de la Magistrature du travail.

La législation syndicale fasciste ne permet pas aux associations légalement reconnues :

a) d'établir des règles obligatoires pour les non inscrits, en dehors des rapports de travail (art. 22 du décret du 1^{er} juillet 1926).

b) d'exercer un commerce ou de faire des actes de commerce (art. 22 du règlement du 1^{er} juillet 1926). Ainsi, les associations des entrepreneurs ne peuvent être transformées en trust et agir en concurrence avec les entrepreneurs non associés.

Il y a des auteurs qui ont vu dans le syndicat fasciste un organe capable d'aider l'Etat dans sa tâche financière, pour obtenir une meilleure répartition des contributions (21).

M. Ucknar, par exemple, au deuxième Congrès d'études syndicales et corporatives de Ferrare, s'exprimait ainsi : « J'affirme et soutiens que les finances publiques doivent suivre l'organisation syndicale et corporative italienne, en ce sens que chaque catégorie professionnelle doit être consi-

(21) FERRI : *L'ordinamento corporativo sul punto di vista economico*, p. 182. *Relazioni* (Vol. I), p. 319 et ss.

dérée comme un tout économique, étudié dans son unité, ses besoins, ses possibilités financières. Le législateur doit avoir devant lui le tableau panoramique et complet des forces productives de la Nation ».

Benini (22) aussi, a imaginé une réforme du système des impositions où les syndicats professionnels seraient les intermédiaires entre l'Etat et les individus-contribuables. Il estime qu'on peut connaître plus facilement les oscillations des rentes d'une catégorie économique déterminée par son association syndicale.

VII. — LES FÉDÉRATIONS ET LES CONFÉDÉRATIONS FASCISTES

Les associations syndicales fascistes appartenant à la même catégorie productive sont groupées en Fédérations, qui peuvent être provinciales, régionales et nationales. Les Fédérations, à leur tour, sont groupées en Confédérations qui ne peuvent être que nationales (s'étendant sur tout le territoire national). Les Confédérations comprennent des Fédérations de catégories professionnelles différentes, mais appartenant à la même branche de production.

Dans la pratique du régime fasciste, les associations du degré supérieur ont été créées avant la reconnaissance des associations qui en dépendent.

Les Fédérations et les Confédérations fascistes exercent un pouvoir disciplinaire sur les associations qui en dépendent; mais elles ne peuvent pas imposer directement des cotisations personnelles aux employeurs et aux travailleurs.

Les Confédérations ont les pouvoirs suivants :

a) Elles peuvent conclure des contrats collectifs de tra-

(22) FERRI : *op. cit.*, p. 183.

vail s'étendant à tous les groupes professionnels qu'elles contrôlent.

b) Elles peuvent entreprendre des actes de conciliation dans les conflits collectifs de travail, avant que le conflit soit soumis à la Magistrature du Travail.

c) Elles ont un pouvoir de contrôle administratif sur les associations de degré inférieur.

d) Elles proposent des candidats au Parlement (23).

En 1928, la Confédération générale des syndicats fascistes de travailleurs a été dissoute et on lui a substitué ses sept Fédérations de catégories, dénommées « Confédérations ». L'une comprend les intellectuels et les artistes. En face des autres six (Industrie, Agriculture, Commerce, Banques, Transports terrestres, Transports maritimes), ont été instituées six Confédérations patronales correspondant aux branches entre lesquelles l'économie italienne a été divisée par les six Confédérations ouvrières.

Ainsi, jusqu'à la nouvelle réforme syndicale de 1934, dont nous parlerons tout à l'heure, à la place de deux grandes Confédérations générales, une pour les ouvriers et une pour les patrons, on avait en Italie treize Confédérations. Le décret royal du 15 janvier 1931 (n° 200) a interdit la création de deux grandes Confédérations, par la fusion des 13 Confédérations en deux parties (que la loi de 1926 n'avait pas interdit), car le groupement des forces productives du pays en deux institutions rivales faciliterait la lutte des intérêts opposés, que le Fascisme se propose d'éliminer.

L'effort des Confédérations fascistes pour le progrès économique de la péninsule a été considérable. Pour ne pas citer les réalisations de toutes les Confédérations, nous

(23) PUJO : *Dix ans de fascisme*, p. 66.

nous bornons à mentionner l'activité de la C.G.F. de l'industrie. Cette institution a étudié divers problèmes, comme par exemple le problème du perfectionnement technique de la production, de l'organisation et de l'expansion des industries, de la mise en valeur des ressources nationales, de la réduction des prix de revient dans l'industrie, etc...

VIII. — LA RÉFORME SYNDICALE DE 1934

Quelques mois après la réforme corporative du 5 février 1934, le Comité Corporatif Central a examiné la question de la réforme de l'organisation syndicale. Le Comité a adopté la nécessité de l'autonomie syndicale des associations liées dans la Corporation, afin que toute catégorie productive ait une propre individualité. Ainsi, le Comité Corporatif Central s'est conformé à l'art. 7 de la loi du 5 février 1934, qui veut les associations syndicales liées par la Corporation, autonomes dans le domaine syndical et en même temps adhérant aux Confédérations respectives.

Mais désormais la Confédération, tout en étant comme auparavant un ensemble des associations syndicales appartenant à la même grande branche de production et tout en conservant sa personnalité juridique de droit public, a vu sa compétence limitée à coordonner l'activité de ses membres ! les autres compétences de la Confédération ont été transmises aux nouveaux organes : les Corporations.

D'autre part, le Comité a jugé que le nombre de grandes Confédérations syndicales doit être limité, car seulement les plus grandes branches de l'activité productive doivent être groupées en Confédérations (24).

(24) *Sindacato e Corporazione*, juin 1934, p. 1219 et 1236.

Le législateur fasciste, conformément aux suggestions du Comité Corporatif Central, a révoqué la reconnaissance juridique de quatre Confédérations par les D. R. du 16 juin 1934. Ces Confédérations sont :

1° La Confédération Nationale Fasciste des Entreprises de Communications Internes.

2° La Confédération Nationale Fasciste de Navigation Maritime et Aérienne.

3° La Confédération Nationale des Syndicats Fascistes des Communications Internes.

4° La Confédération Nationale Fasciste des gens de la Mer et de l'Air.

Les décrets ministériels du 9 juin 1934 ont chargé les commissaires de ces Confédérations de leur liquidation (25).

Ainsi les Confédérations existant aujourd'hui sont les neuf suivantes (D. R. du 16 août 1934) :

d. r. n° 1379 sur la réorganisation et l'approbation d'un nouveau statut de la Confédération fasciste des gens de profession et des artistes et approbation de certaines modifications aux statuts des associations adhérentes. En 1934, cette Confédération comptait 100.000 (environ) inscrits sur 110.910 représentés.

d. r. n° 1380 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération Fascistes des Agriculteurs et des Associations adhérentes. (464.297 inscrits sur 2.700.000 représentés.

d. r. n° 1381 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération des Syndicats Fascistes des Travail-

(25) « *Sindacato e Corporazione* », op. cit., p. 1236.

leurs de l'Agriculture (1.501.556 inscrits sur 2.814.102 représentés).

d. r. n° 1382 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération Fasciste de l'Industrie et des Associations adhérentes. (70.180 inscrits sur 117.293 représentés).

d. r. n° 1383 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération fasciste des syndicats des travailleurs de l'industrie. (1.661.874 inscrits sur 2.428.550 représentés).

d. r. n° 1384 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération Fasciste des Commerçants et des Associations adhérentes. (321.475 inscrits sur 815.397 représentés).

d. r. n° 1385 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération des Syndicats Fascistes des Travailleurs du Commerce (454.185 inscrits sur 786.588 représentés).

d. r. n° 1386 sur l'organisation de nouveaux statuts de la Confédération Fasciste du Crédit et de l'Assurance et des Associations adhérentes. (3.052 inscrits sur 4.935 représentés).

d. r. n° 1387 sur la réorganisation de nouveaux statuts de la Confédération des syndicats fascistes des entreprises du Crédit et de l'Assurance (21.705 inscrits sur 43.944 représentés).

Les quatre Confédérations de transports révoquées prennent le nom de « Fédérations ».

D'après le parag. 7 de la loi constitutive des Corporations (5 février 1934), les Confédérations n'ont jamais fonction de représentation des catégories professionnelles particulières. Elles sont seulement chargées de la tutelle de l'intérêt général sur les diverses catégories représentées par les Fédérations nationales adhérentes. En outre, les Confé-

dérations ont le devoir de coordonner l'activité des associations adhérentes. Elles sont aidées dans cette tâche par les « Unions », qui ne sont que des bureaux provinciaux ou interprovinciaux de la Confédération. Les « Unions », à leur tour, peuvent créer, si les circonstances l'exigent, des bureaux ou des délégations communales.

Les Confédérations ont trois organes importants : le conseil, la junta exécutive et le président (nommé par le gouvernement).

Les Fédérations ont la fonction de contrôler les catégories professionnelles dont elles représentent les intérêts, et de favoriser le développement technique et économique, en harmonie avec les intérêts généraux de la Nation. En outre, elles stipulent les contrats collectifs de travail, sans avoir besoin de l'autorisation ou de la ratification des Confédérations auxquelles elles adhèrent; elles désignent leurs représentants aux Corporations et aux autres représentations corporatives, etc...; elles ont aussi des devoirs d'assistance.

Ceux qui appartiennent à la catégorie professionnelle représentée par une Fédération, sont groupés en syndicats provinciaux ou interprovinciaux. Ces syndicats ne sont plus doués de personnalité juridique; mais ils s'occupent de toute fonction concernant la représentation syndicale de la catégorie professionnelle dans la zone territoriale déterminée. Les syndicats provinciaux peuvent, à leur tour, comprendre plusieurs syndicats communaux.

Les secrétaires des syndicats provinciaux (qui sont élus directement par leurs associés) constituent l'assemblée de la Fédération.

Les organes des Fédérations sont les mêmes que ceux

des Confédérations, à savoir : le conseil, la junta exécutive et le président ou secrétaire.

Les décrets royaux du 16 août 1934 qui ont réformé l'organisation syndicale italienne, en conformité avec l'art. 7 de la loi du 5 février 1934 et qui sont entrés en vigueur le 1^{er} septembre 1934, n'ont pas supprimé la loi fondamentale du 3 avril 1926. Cette loi reste la base de l'organisation syndicale; seuls les articles qui sont en contradiction avec la nouvelle réforme doivent être considérés comme supprimés.

Avec la mise en application de la réforme syndicale de 1934 plusieurs associations nationales de catégorie professionnelle ont perdu leur reconnaissance juridique. D'autres se sont conservées après avoir subi les retouches nécessaires. Enfin, de nouvelles associations nationales, correspondant à la répartition de la production en 22 Corporations, sont instituées.

SECTION III

Les moyens de réalisation des vues du syndicalisme fasciste

Les principaux moyens par lesquels le syndicalisme fasciste réalise ses objectifs sont le contrat collectif de travail et la Magistrature du travail. Nous examinerons, dans les deux premiers paragraphes, le contrat collectif et son objet principal, la détermination du salaire; dans un autre paragraphe le tribunal du travail, après avoir parlé de l'interdiction de la grève et du lock-out.

I. — LE CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL

Le contrat collectif de travail a son origine dans la nécessité de fortifier la position du contractant économiquement plus faible. L'ouvrier, grâce à son syndicat, se présente devant son patron plus fort et peut exiger et obtenir, par le moyen d'un contrat collectif, des conditions de travail meilleures à celles qu'il pouvait obtenir par un accord individuel.

Avant le Fascisme, le contrat collectif de travail n'était pas discipliné législativement en Italie. Il y avait bien des contrats stipulés par des associations professionnelles et intéressant tous leurs membres, mais leur supériorité sur les contrats individuels n'émanait pas d'un texte précis d'une loi; elle était reconnue par la jurisprudence, qui se basait sur les principes généraux des obligations en matière de mandat, de la gestion en faveur de tiers, etc...

La législation fasciste, comme la législation soviétique, fit du contrat collectif de travail un instrument efficace de réglementation uniforme des conditions de travail pour toute une catégorie professionnelle déterminée.

Avec la loi syndicale de 1926, le contrat de travail devient collectif non seulement du côté ouvrier mais aussi du côté patronal. Ce contrat est un contrat-type, auquel les contrats individuels doivent se conformer. Les contrats stipulés par les individus appartenant aux catégories professionnelles contractantes ne peuvent pas renfermer de clauses contraires à celles du contrat collectif, sauf si elles contribuent à améliorer la situation du travailleur.

La Charte du travail attache un grand intérêt au contrat collectif. La déclaration IV dit : « La solidarité parmi les facteurs principaux de la production trouve son expression

concrète dans le contrat collectif de travail, par la conciliation des intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production ».

La déclaration XI, dans son 1^{er} alinéa, établit que : « Les associations professionnelles ont l'obligation de régler, au moyen de contrats collectifs, les rapports entre les catégories des patrons et des travailleurs qu'elles représentent ».

La déclaration XXI ajoute que : « le contrat collectif de travail étend ses bénéfices et sa discipline jusqu'aux travailleurs à domicile ».

Le contrat collectif doit, entre autres, comprendre obligatoirement, d'après l'art. XI de la Charte, des dispositions précises sur les rapports disciplinaires, la période de stage, le taux et les modes de rétribution et le temps de travail. Mais le législateur (décret royal du 8 mai 1928, n° 1251), exige, en plus, des clauses sur le repos hebdomadaire, sur les vacances annuelles, sur le cas de congédiement par force majeure, sur le traitement du travailleur en cas de maladie ou d'appel sous les armes ou à la Milice Volontaire d'Assurance Nationale, ou dans le cas du transfert de l'établissement d'un employeur à un autre.

Le contrat collectif de travail doit être stipulé par écrit et signé par les représentants légaux des associations contractantes. Mais les associations de degré supérieur peuvent se réserver le droit d'une autorisation préalable à la conclusion des dits contrats. Les contrats stipulés entre des associations siégeant à deux ou plusieurs zones territoriales différentes, doivent être déposés au ministère des Corporations et publiés dans la « Gazette Officielle ». Au contraire, si le contrat stipulé intéresse une seule province, le

«dépôt a lieu à la préfecture et la publication est faite dans le « Foglio degli Annunzi » de la province. Le dépôt et la publication du contrat collectif sont nécessaires pour son entrée en vigueur.

Si l'une des parties contractantes ne dénonce pas le contrat deux mois avant son échéance, il est considéré comme prolongé tacitement pour une période de même durée; la durée est mentionnée, sous peine de nullité, dans le contrat collectif.

Les associations professionnelles contractantes sont responsables de la bonne observation des contrats. En garantie de cette responsabilité syndicale, la loi prescrit un prélèvement de 10 % sur les cotisations annuelles, qui constitue un fonds de réserve.

D'après la nouvelle réforme syndicale de 1934, les contrats collectifs qui ont une portée dans la circonscription des syndicats provinciaux ou interprovinciaux sont signés par les dirigeants de ces syndicats. Mais leur conclusion est soumise à une autorisation préalable de la part des dirigeants des Fédérations compétentes, qui, d'ailleurs, les stipulent définitivement, étant donné que d'après la réforme de 1934, seules les Fédérations et les Confédérations jouissent d'une personnalité morale.

Mais lorsque les contrats collectifs ont une portée s'appliquant dans une circonscription plus vaste sont signés directement par les dirigeants des Fédérations compétentes.

Les Confédérations n'interviennent dans la stipulation des contrats que pour donner des conseils aux Fédérations pour la meilleure gestion des intérêts des catégories. Mais elles peuvent stipuler — elles aussi — des contrats collectifs de travail et des accords pour le règlement des rapports

économiques collectifs qui concernent des intérêts de caractère général.

Jusqu'au 31 décembre 1932, il y avait 556 contrats collectifs de travail nationaux et interprovinciaux et 10.256 provinciaux.

En 1933, 91 contrats collectifs d'étendue nationale et interprovinciale ont été déposés. De ces 91 contrats, 20 concernant l'industrie; 4, l'agriculture; 10, le commerce; 33, les communications internes; 8, le crédit et l'assurance; 15, les transports maritimes et aériens et 1, les intellectuels et les artistes.

Dans le courant de la même année, on a publié 100 contrats interprovinciaux, dont 19 sont pour l'industrie; 43 pour l'agriculture; 8 pour le commerce; 39 pour les communications internes; 19 pour les transports maritimes et aériens; 13 pour le crédit et l'assurance et 2 pour les intellectuels et les artistes.

Le nombre des contrats collectifs provinciaux publiés en 1933 est de 1218 (industrie : 715; agriculture : 128; commerce : 109; communications internes : 203; communications maritimes et aériennes : 1; crédit et assurance : 14; intellectuels et artistes : 48).

L'Allemagne hitlérienne, en brisant le cadre syndical du pays, a anéanti de la sorte les conventions collectives de travail. Désormais, les rapports entre patrons et travailleurs seront réglés d'autorité et non pas par contrat.

II. — LE SALAIRE CORPORATIF

Le principal élément du contrat collectif de travail est la détermination de la rémunération que le patron doit verser à ses ouvriers. Nous examinerons dans ce paragra-

phe comment se présente la question du salaire dans la doctrine du corporatisme fasciste.

Les économistes de l'école libérale, d'après les « corporatistes », ont considéré le salaire comme le prix d'une marchandise (du travail) et suivant leur théorie du libre fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande des marchandises, le salaire devait être établi librement sans aucune intervention étatique, qui ne ferait que bouleverser le « fonctionnement naturel » des lois économiques.

D'après cette théorie, l'ouvrier ne peut améliorer matériellement sa vie que si l'offre du travail diminue ou si la demande augmente; mais il y a toujours tendance à l'établissement d'un salaire à peine suffisant à satisfaire les exigences de vie, à cause des lois qui régissent le mouvement démographique et la rente de la terre. Si une entreprise déterminée marche bien et l'entrepreneur voit son profit sensiblement augmenté, le travailleur n'en bénéficie pas, son salaire restant stationnaire (11).

Mais si de la théorie nous allons à la pratique, nous observons que les associations des travailleurs non seulement ont imposé quelques-unes de leurs conditions aux patrons, mais encore qu'elles ont provoqué l'intervention de l'Etat, en dépit de l'opinion des théoriciens du libéralisme économique.

Le socialisme considère que le patron, versant le salaire à son ouvrier, ne lui accorde qu'une partie seulement de la juste rémunération de son effort; ainsi, le patron « exploite » l'ouvrier, car c'est le patron qui profite du surplus. La solution du problème, d'après la doctrine socialiste, se trouve dans l'attribution intégrale du fruit du travail aux

(1) G. NAPOLITANO : *Principi di economia corporativa*, p. 127.

travailleurs, qui d'ailleurs seront dans la société communiste les propriétaires des instruments de la production.

Certes, dans l'organisation économique de la Russie soviétique, l'ouvrier ne reçoit pas le produit intégral de son travail, mais seulement une partie de ce produit; mais à la différence du régime capitaliste, la partie non payée du travail de l'ouvrier n'est pas (dans sa plus grosse part) mise à la disposition d'une autre classe, mais elle est employée par l'Etat soviétique (Etat de la classe ouvrière), à développer l'industrie, à créer des écoles, à soutenir les cultivateurs et à satisfaire les besoins d'ensemble de la classe ouvrière. « Ainsi la partie « non payée » du travail satisfait les besoins de la classe ouvrière, dans son ensemble et fait retour, en fin de compte, à cette classe » (2).

La doctrine corporative du Fascisme ne s'associe à aucune des théories précédentes. Son document fondamental, la Charte du travail, proclame le travailleur collaborateur de l'entrepreneur et le travail non plus comme une simple cession de services à l'entreprise, mais comme un apport à la production. Le Fascisme pense alors qu'il doit exister une relation étroite entre le sort de l'entreprise et le bien-être des personnes qui y collaborent (3).

La Charte du travail, faisant dépendre dans son article XII le salaire des conditions de l'entreprise qui le procure, réalise, d'après la doctrine corporative, le juste salaire que le régime libéral n'a pu obtenir, car, même quand il paye un salaire élevé (fordisme), il ne fait que payer à son prix une bonne marchandise (travailleur de

(2) LAPIDUS et K. OSTROVITIANOV : *Précis d'Economie politique : l'Economie politique et la théorie de l'Economie soviétique*, p. 105-106.

(3) NAPOLITANO : *Revue d'Economie politique* 1929, p. 1283.

qualité supérieure), qu'il achète(4). L'économie corporative, elle aussi, est pour le haut salaire, mais pour des raisons différentes. Son nationalisme et son productivisme lui suggèrent qu'en rémunérant suffisamment le travailleur — en conformité avec le progrès de la prospérité générale et suivant les possibilités de l'entreprise où il l'emploie — elle le pousse à penser que son sort et celui de l'entreprise se confondent et que, par conséquent, il a tout intérêt à modifier sa façon de penser et d'agir et à mieux employer ses forces pour la prospérité économique de la Nation.

La déclaration XII de la Charte nous parle des organes chargés de fixer le salaire corporatif et, d'autre part, nous donne les éléments qui servent de critère à sa détermination. La déclaration XIII s'occupe des questions techniques sur lesquelles on se base pour le calcul du salaire corporatif.

Déclaration XII. — L'action du Syndicat, l'œuvre conciliatrice des organes corporatifs et la sentence de la Magistrature du travail, garantissent la concordance du salaire avec les exigences normales de la vie, les possibilités de la production et le rendement du travail. La détermination du salaire est soustraite à toute règle générale pour être confiée à l'accord des parties par le moyen du contrat collectif.

Déclaration XIII. — Les données établies par les administrations publiques, l'Institut central de statistique et les associations professionnelles légalement reconnues en ce qui concerne les conditions de la production et du travail, la situation du marché monétaire et les variations

(4) SPIRITO : *Capitalismo e Corporativismo*, p. 129-130.

de teneur de vie des travailleurs, coordonnées et élaborées par le Ministère des Corporations, donneront le criterium permettant de concilier les intérêts des diverses catégories et des classes entre elles et de celles-ci avec l'intérêt supérieur de la production.

Les éléments déterminants du salaire corporatif sont, d'après la Charte : les exigences normales de vie, les possibilités de la production et le rendement du travail. Ces trois éléments ne coïncident, évidemment, que très rarement; ils constituent les limites du salaire :

a) Les « exigences normales de vie » peuvent être considérées comme le minimum, au-dessous duquel le salaire ne peut pas descendre. Cet élément est quelque chose d'abstrait et en même temps de dynamique. Le corporatisme estime, en d'autres termes, que le bien être individuel doit subir des fluctuations continues pour suivre le progrès économique général du pays. L'accroissement de la production et du bien-être général, pense le professeur Gino Arias (5), comporte l'accroissement des « exigences de vie » en rendant anormales, parce qu'elles seront dépassées, celles de la phase antérieure.

Tandis que dans la doctrine libérale-classique, les exigences de vie déterminent la mesure du salaire, dans la doctrine corporative fasciste les exigences de vie ne forment qu'un minimum de salaire.

D'après ce qui précède, il est évident que le Fascisme n'établit pas législativement un salaire minimum fixe, car la Charte, qui fournit les données nécessaires pour déterminer le salaire, n'est pas une loi et, surtout, parce que ses

(5) G. ARIAS : *L'Economia Corporativa Nazionale*, p. 100-101.

dispositions à ce propos sont, comme on l'a déjà dit, abstraites.

L'économie libérale est également défavorable au salaire minimum; c'est l'hostilité contre toute intervention étatique en matière économique, qui dicte cette attitude. Le régime corporatif au contraire, tout en étant interventionniste, estime que le législateur doit laisser la charge de fixer le taux du salaire (dans les limites de la Charte) aux parties des contrats collectifs de travail. Ainsi, le salaire peut mieux correspondre, dans chaque groupe concret de cas, aux circonstances variables de la vie économique (6).

b) Les possibilités de la production constituent la limite maximum du salaire corporatif. La raison en a été déjà exposée.

Il se peut que les nécessités de la production exigent une diminution du salaire payé. En temps de crise, par exemple, l'intérêt national exige que l'ouvrier, en tant que collaborateur actif, participe aux « mauvaises journées » de l'entreprise. Par conséquent, il doit accepter la diminution de sa rémunération. C'est tout à fait conforme à la théorie du salaire corporatif et, d'après le professeurs Arias on en a eu des applications pendant la crise actuelle. Mais cette diminution du salaire ouvrier ne peut pas aller, bien entendu, au-dessous des « exigences normales de vie » et ne doit être opérée qu'en « ultima ratio », après la compression préalable du profit de l'entrepreneur.

c) Le troisième élément, « le rendement du travail », doit être compris, croyons-nous, suivant la théorie de la pro-

(6) RIVA-LUISA : *Salario minimo e salario corporativo*, p. 41-42.

(7) ARIAS : *L'Italia e la crisi economica*, p. 42.

ductivité, qui accepte que le travail, seul, comme le capital seul, ne peut avoir aucune productivité; mais on peut tout de même concevoir une partie de la production considérée comme relevant du facteur-travail (8). Le corporatisme estime qu'un salaire inférieur à la productivité du travail représente forcément une rente que l'entrepreneur reçoit au détriment du travailleur; il se propose donc, avec son salaire corporatif, d'éliminer cette rente anormale.

A chaque donnée déterminative du salaire corporatif correspond un intérêt spécial. En effet, les exigences de vie intéressent, en particulier, le travailleur, le rendement du travail, l'entrepreneur (9) et les possibilités de la production intéressent surtout l'Etat-Nation en tant qu'unité économique. L'équilibre de ces trois intérêts donnera, selon la doctrine corporative, le juste salaire.

Normalement, ce sont les associations professionnelles qui ont la compétence pour stipuler les clauses concernant le salaire. Mais la Corporation aussi, avec l'autorisation des représentants des syndicats des patrons et des travailleurs, peut établir des règles sur le salaire. Enfin, la Magistrature du travail, que nous étudierons plus bas, peut fixer, à la suite d'une requête spéciale, un nouveau salaire.

Mais en pratique, les associations et les autres organes du régime fasciste ont-ils réalisé les exigences de la Charte ? La crise et l'infériorité des entreprises italiennes vis-à-vis de la concurrence internationale n'ont pas permis l'élévation des salaires ouvriers, comme on pourrait l'attendre suivant les clauses de la Charte. M. le professeur Arias constate que les salaires agricoles et industriels

(8) BOTTAI : dans Giuseppe de Michelis : *L'Italia nell' Organizzazione Internazionale del lavoro*, p. XLI.

(9) FOVEL : *Struttura economica del salario corporativo*, p. 7.

sont demeurés pendant la crise stationnaires ou presque stationnaires (10).

Une déclaration de la Charte (XIV) régleme la question du salaire dans le travail aux pièces, en s'exprimant de la façon suivante : « La rétribution doit correspondre de la façon la plus parfaite possible aux exigences de l'ouvrier et de l'entreprise. Quand la rétribution est établie aux pièces et la liquidation des comptes est faite à des intervalles dépassant la quinzaine, des acomptes adéquats sont dûs par quinzaine ou par semaine.

Le travail nocturne, s'il n'est pas effectué par équipes périodiques régulières est rétribué à un taux supérieur à celui du travail de jour. Quand le travail est rétribué aux pièces, les tarifs doivent être déterminés de sorte que l'ouvrier laborieux, de capacité de travail normale, puisse réaliser un bénéfice minimum en plus du salaire de base ».

Suivant la théorie fasciste, le profit et le salaire ne sont pas en antithèse, comme ils le sont dans la théorie de Ricardo. Mais l'économie corporative ne détermine pas les limites du profit. On peut seulement dire que la Charte du travail, en fournissant les données nécessaires à l'établissement du salaire, établit indirectement une limite au profit, car, en faisant dépendre le salaire des possibilités de la production et du rendement du travail, elle ne laisse pas l'entrepreneur libre de profiter seul des « bonnes journées » de son entreprise. D'autre part, l'Etat corporatif peut fixer par ses organes les prix de vente. De la sorte, l'économie corporative ne laisse pas l'entrepreneur libre d'augmenter à l'infini son profit au détriment du travailleur et du consommateur.

(10) ARIAS : dans la *Revue Economique Internationale*, 1932, vol. I, p. 270.

III. — L'INTERDICTION DE LA GRÈVE ET DU LOCK-OUT

L'instrument le plus important des syndicats ouvriers pour la défense de leurs intérêts fut de tout temps la cessation collective du travail. Par l'abstention collective les travailleurs essaient d'obte nir, par la force, des conditions de travail meilleures, et très souvent les patrons se voient contraints à leur donner satisfaction. Mais très souvent aussi, le mouvement ne se limite pas à la catégorie professionnelle directement intéressée, mais par solidarité, plusieurs catégories de travailleurs font grève pour forcer ainsi les patrons à accepter leurs demandes. Ainsi, l'on a des grèves par protestation, des grèves par sympathie, des grèves par solidarité et la grève générale. De plus, quelquefois, la grève prend un caractère politique, car la Fédération ou la Confédération qui la décide dépend étroitement d'un parti politique et entre elle et le parti il y a une communauté d'intérêts et un appui réciproque.

On comprend facilement les désordres et les pertes considérables pour la production, que provoque une grande grève. Il paraît d'ailleurs que les profits que les travailleurs tirent de la grève sont très rarement supérieurs aux pertes causées par la grève elle-même. Mais quoi qu'il en soit, la grève est considérée comme l'arme de solidarité la plus efficace, qui permet aux ouvriers d'atteindre leurs buts. Le syndicalisme révolutionnaire, comme on l'a vu, fait aussi de la grève générale son principal instrument d'action ouvrière. Mais l'« auto-défense » n'est pas restée uniquement l'arme de la classe ouvrière. De même que le syndicalisme ouvrier a conduit les patrons à s'organiser en vue d'une défense plus efficace devant la force ouvrière,

de même la brusque cessation collective du travail a conduit les patrons à répondre aux travailleurs par la brusque fermeture de leurs usines, et ce fut le lock-out.

Ces deux phénomènes, grève et lock-out, se sont développés dans tous les pays parallèlement au développement syndical. L'Etat libéral est resté, au début, conformément à ses principes, indifférent. Plus tard, il a pris quelques mesures (arbitrage facultatif), tendant à limiter les grèves par la conciliation des parties en conflit, et dans certains pays on a imposé « l'arbitrage obligatoire », ou même, on a expressément aboli les grèves (par exemple, en Nouvelle-Zélande depuis 1894).

L'Italie a connu, comme tout pays civilisé, la grève sous toutes ses formes. Tout le monde connaît les désordres des premières années de la période d'après-guerre, que les grèves, presque quotidiennes, avaient provoqués dans la péninsule. L'agriculture italienne, elle aussi, en a souffert. On compte en 1919 2.613.685 grévistes avec un total de 30.569.218 journées de travail agricole perdues (11).

Le Fascisme a établi l'ordre dans l'intérieur du pays; il a imposé partout la discipline, mais il n'a pas pensé, dès le début, à supprimer complètement la grève et le lock-out. Quelquefois, il a même encouragé la grève. Ce n'est qu'avec la grande réforme syndicale de 1926 et la création de l'Etat corporatif qu'il prend, à ce sujet, une position ferme, conforme à son esprit et sa doctrine.

Il est vrai que dès son avènement au pouvoir, le Duce se déclarait contre la grève, mais il l'acceptait comme « ultima ratio ». En novembre 1923, il déclarait aux journalistes étrangers : « Le syndicat fasciste vise à la colla-

(11). ANGELINI : *L'organisation syndicale-corporative de l'agriculture en Italie*, p. 9.

boration sociale pour éviter les grèves, qui ont toujours été ruineuses. Le Fascisme considère la grève comme un « ultima ratio » à laquelle l'on peut recourir seulement dans des cas extrêmes ».

L'Etat fort et discipliné, le productionnisme, l'élévation du travail au rang de devoir social, la prédominance de l'intérêt national sur l'intérêt individuel, tout cela ne pouvait permettre aux producteurs de s'abstenir volontairement de leur travail. Le régime, d'autre part, moyennant un organe spécial, la Magistrature du travail, a eu le souci de s'occuper des conflits collectifs de travail. Ainsi s'explique l'interdiction de l'auto-défense des classes, c'est-à-dire la suppression des grèves et du lock-out.

Le régime a donc interdit le lock-out comme la grève. Le Fascisme veut imposer et maintenir partout l'équilibre entre les patrons et les ouvriers et se comporter de la même façon envers les diverses catégories économiques. Mais, étant donné que le patron a moins de difficultés pour présenter « un juste motif » de la « fermeture de son entreprise », les peines du lock-out sont plus difficilement applicables que celles de la grève (12).

IV. — LA MAGISTRATURE DU TRAVAIL

Cette institution constitue une des formes d'interventions les plus importantes de l'Etat fasciste dans les questions du travail et de la production. La justice de l'Etat se substitue à l'« auto-défense » de classe.

La Magistrature du travail a été créée par la loi syndicale de 1926. La Charte du travail en fait aussi mention dans son article 5, qui déclare : « La Magistrature du travail est

(12) DYPEROUX : *La Charte du travail*, etc., p. 40.

l'organe par le moyen duquel l'Etat intervient pour régler les controverses du travail, soit qu'elles concernent l'observation des pactes et des autres normes existantes, soit qu'elles concernent la détermination de nouvelles conditions de travail ». Cette disposition ne fait que résumer la partie de la loi syndicale qui concerne les conflits collectifs de travail.

La Magistrature du travail, donc, a la fonction d'interpréter les contrats collectifs de travail, en cas de désaccord entre les parties contractantes, ou bien encore, s'agissant de controverses économiques, comme on les qualifie, de substituer à un contrat collectif existant, sa décision; s'il n'y a pas de contrat collectif, ou, si pendant la durée d'un contrat collectif les circonstances ont été modifiées, la loi donne aux associations contractantes le droit de demander à la Magistrature de nouvelles conditions de travail, contraire aux clauses du contrat collectif existant. Le tribunal du travail peut dans ce cas substituer, par exemple, au salaire fixé par le contrat collectif, un autre salaire supérieur sur la requête de l'association des travailleurs) ou inférieur (sur la requête des patrons), si avant l'échéance du contrat existant, on relève un « changement notable dans les conditions du marché ». C'est, en somme, l'adoption par le législateur fasciste, de la théorie de l'imprévision.

La fonction de détermination des conditions du travail et surtout du salaire, attribuée aux magistrats, est d'une grande difficulté technique. Pour cela, le législateur a mis, à côté des trois membres-juges du tribunal du travail, deux experts spécialistes des problèmes de la production et du travail.

La Magistrature du travail est une section de chacune

des seize Cours d'appel du Royaume. Elle se compose d'un président de section comme président, de deux conseillers, du Ministère public et des deux experts qui participent avec droit de vote; les experts sont alors de véritables juges et non de représentants des parties en cause, comme c'est le cas pour l'arbitrage; ils sont désignés chaque année par le président de la Cour d'appel et pris sur une liste spéciale dressée dans chaque province par le Conseil Provincial de l'Economie Corporative.

Pour être inscrit sur cette liste, on doit : a) être citoyen italien et avoir 25 ans révolus; b) être d'une bonne conduite morale et politique; c) être pourvu d'un titre universitaire ou d'un autre titre équivalent, ou enfin avoir une capacité remarquable dans l'activité professionnelle exercée. Mais les experts ne peuvent pas prendre part à la solution d'un conflit où ils sont intéressés (13).

Le droit d'action appartient aux associations contractantes et au Ministère public (pour des raisons d'intérêt général). Mais l'action n'est pas recevable si une tentative de conciliation à l'amiable pour le règlement du différend n'a pas été entreprise par les organes corporatifs superposés (14). On rencontre la même prescription dans l'art. X, alinéa I de la Charte, qui stipule que « dans les controverses collectives de travail l'action judiciaire ne peut être intentée, si l'organe corporatif n'a d'abord tenté une démarche de conciliation ». D'autre part, avant que la Magistrature du travail se prononce sur le conflit, le président de ce tribunal doit procéder à une nouvelle tentative de conciliation.

La procédure devant la Magistrature du travail est rela-

(13) PETRONE : *L'ordinamento corporativo nello Stato fascista*, p. 149.

(14) PARODI : *L'organisation professionnelle en Régime fasciste*, p. 49.

tivement rapide, car les lenteurs dans les questions du travail et de la production peuvent produire des conséquences bien fâcheuses (15).

La Magistrature dans son jugement s'inspire des nécessités de la production et des principes généraux de l'équité: L'appel de ses décisions n'est pas possible; seul le pourvoi en Cassation est admis dans le délai de quinze jours après la signification du jugement intervenu. Les décisions sont encore soumises à révision. Comme l'on peut demander avant l'expiration du contrat collectif existant la modification de ses clauses par une décision de la Magistrature, de même l'association intéressée ou le Ministère public peuvent demander à la Magistrature, en invoquant « un changement notable des faits » une révision de sa décision.

Les décisions du Tribunal de travail agissent « erga omnes » c'est-à-dire qu'elles seront appliquées à tous les patrons et tous les ouvriers appartenant à la catégorie productive que les syndicats en cause représentent.

La Magistrature étant un véritable tribunal, se différencie des tribunaux d'arbitrage ordinaires, en tant que ses membres ne sont pas des représentants nommés par les parties en litige et en tant que leurs sentences ne sont pas de simples transactions, comme c'est le cas du tribunal d'arbitrage dans la plupart des affaires, mais des décisions judiciaires proprement dites.

L'Allemagne hitlérienne a également institué un tribunal spécial pour juger les conflits de travail : le « Tribunal d'honneur ». Cet organe se compose d'un magistrat professionnel, d'un chef d'entreprise et d'un membre des Conseils de confiance; il juge sans appel les abus de pouvoir

(15) PETRONE : *op. cit.*, p. 152.

du patron, la désobéissance de l'ouvrier, la provocation à la grève, etc.

La loi syndicale italienne avait laissé le jugement des conflits individuels de travail (conflits qui se produisent au sujet de l'application d'un contrat individuel de travail), aux juridictions qui étaient jusqu'alors compétentes. Seulement elle avait fait de la Magistrature du travail un tribunal d'appel pour ces controverses individuelles.

Mais le décret du 26 février 1928 a supprimé toutes les anciennes juridictions (collèges de prud'hommes, commissions, etc) et a chargé du jugement des conflits individuels de travail le juge de paix (pretore) et le tribunal de première instance (quand la somme est supérieure à 5.000 lires). Les juges peuvent être assistés, à la requête des parties en conflit par deux experts ayant une voix consultative. Nous voyons donc que dans ce cas les experts, par opposition aux experts de la Magistrature du travail, d'une part ne font pas obligatoirement partie du tribunal, et d'autre part ils n'ont pas droit de vote dans la solution du conflit. Mais la liste d'où ils sont tirés est semblable à celle dressée pour la Magistrature du travail.

La Charte dit à ce propos, dans son article X, alinéa 2 : « Dans les controverses individuelles concernant l'interprétation et l'application des contrats collectifs de travail, les associations professionnelles ont la faculté d'interposer leurs bureaux pour la conciliation. La compétence pour telle controverse est dévolue à la Magistrature ordinaire, avec l'adjonction d'assesseurs, désignés par les associations professionnelles intéressées ».

La Magistrature du travail, par le simple fait de son existence pousse les parties en conflit à accepter la conciliation, car elles savent qu'à défaut d'une conciliation un

jugement judiciaire tranchera le différend. Pourtant, la Magistrature eut plusieurs fois l'occasion de prendre des décisions. On constate en général dans ses jugements une tendance à favoriser le côté ouvrier.

SECTION IV

L'Œuvre sociale du Régime

I. — CONTENU DE LA CHARTE DU TRAVAIL AU POINT DE VUE DE LA POLITIQUE SOCIALE

M. Mussolini dans sa politique sociale est, comme partout, réaliste. Les directives se trouvent dans un discours prononcé par lui à Turin en novembre 1923 : « Le gouvernement et le Fascisme, disait-il, ne peuvent pas promettre le paradis terrestre, mais ils savent que les ouvriers doivent être élevés moralement et matériellement, parce qu'une Nation ne peut être grande si ses travailleurs sont abrutis et mortifiés. » (1).

On considère, même parmi les ennemis du régime, que de toutes les créations du Fascisme, c'est la création sociale qui a les plus de chances de durer.

La préoccupation du régime pour élever les conditions de vie des travailleurs se manifeste à travers les Œuvres Nationales et les déclarations de la Charte dont s'inspirent les parties qui stipulent les contrats collectifs de travail et le législateur lui-même.

(1) RONCHI : *Mussolini economista della Nazione*, p. 57.

On a déjà parlé, à l'occasion du salaire corporatif, du principe fasciste d'après lequel le travailleur est collaborateur de son patron dans l'entreprise (déclaration VII). De ce principe ont été déduites plusieurs conséquences, contenues dans la Charte du travail :

a) Le changement en la personne de l'entrepreneur ne doit pas causer de préjudice au travailleur; car ce dernier se trouve en étroit rapport avec l'entité de l'entreprise et ne doit pas s'en détacher d'y collaborer, parce qu'un nouvel entrepreneur vient assumer la direction de l'entreprise; c'est-à-dire le personnel conserve ses droits vis-à-vis du nouvel entrepreneur. De même, si une maladie d'une durée limitée, ou un appel aux armes ou au service de la Milice Volontaire pour la Sûreté Nationale ont empêché l'ouvrier de prêter continuellement ses services à son patron. Dans tous ces cas, pour que le contrat de travail ne cesse pas d'être valable, il faut que l'entreprise soit à travail continu (décl. XVIII). La durée du congé de maladie payé, n'étant pas une raison valable de résiliation du contrat, sera fixée dans le contrat collectif de travail.

b) En cas de congé d'un travailleur occupé dans une entreprise à travail continu sans qu'il soit en faute, le patron doit l'indemniser. L'indemnité varie d'après les années de service; elle est due également en cas de mort du travailleur (déclaration XVII).

Mais cette disposition ne s'applique pas à l'égard des nouveaux ouvriers, pendant la période de stage. Dans ce cas, les deux parties (ouvrier et patron) peuvent se départir du contrat sous la condition expresse de la part du patron d'avoir à rémunérer le travail effectivement fourni (déclaration XX). Cette dérogation au principe posé par la décl-

ration XVII ne doit pas être considérée comme inhumaine, disent les commentateurs de la Charte, parce que la période du stage est normalement très brève, et, en second lieu, car le stage par sa nature même ne représente pas quelque chose de stable.

c) Le travailleur a droit à un repos hebdomadaire qui doit tomber le dimanche (décl. XV). Inutile de dire que des dérogations à ce principe sont permises si les conditions ou la nature de l'entreprise l'exigent. Mais déjà une loi italienne de 1907 avait rendu obligatoire pour toute personne occupée aux entreprises industrielles ou commerciales le repos hebdomadaire (normalement fixé le dimanche), d'une durée de 24 heures au minimum.

Le principe de la Charte trouve son application dans la loi du 22 février 1934 (n° 370) par laquelle ont été confirmées toutes les dispositions en question et principalement celles de la loi du 7 juillet 1907 (n° 489) sur le repos hebdomadaire. La nouvelle loi statue que les travailleurs ont droit à un repos de 24 heures consécutives par semaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

D'autre part les travailleurs des entreprises à travail continu ont le droit à un repos rétribué, après avoir travaillé une année entière. Ce dernier doit bien entendu avoir une certaine durée (au moins de deux jours) et être ininterrompu si les conditions de l'entreprise le permettent.

d) La prévoyance sociale est une autre manifestation du principe de la collaboration. Précisément c'est parce que le travailleur est un collaborateur de l'entreprise, qu'il doit contribuer, dans une certaine mesure, aux dépenses de prévoyance (décl. XXVI). Le Fascisme donc prend ici le

contre-pied du socialisme d'Etat, qui impose à l'Etat toute la charge de la prévoyance et de l'assistance des travailleurs. Les commentateurs de la Charte concluent que ce document entend par là que les frais des assurances sociales soient compris dans les dépenses générales de l'entreprise.

L'assurance contribue à la meilleure réalisation des buts nationaux. D'après les fascistes, la capacité productive du travailleur augmente du fait de son assurance et ainsi l'intérêt de la production nationale et de la vivacité de la race se trouve par là assuré.

La prévoyance vise l'assurance-accident, l'assurance-maternité, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, etc. (déclaration XXVII). Le régime, par divers décrets, a traduit en dispositions légales ces préoccupations de la Charte.

II. — TRAVAUX PUBLICS ET BUREAUX DE PLACEMENT

Le progrès de la technique capitaliste entraîne comme conséquence irréductible de priver un grand nombre de travailleurs de leur travail. Plusieurs pays ont pensé à soulager les chômeurs par des subsides, qui constituent une charge lourde pour le budget.

Le Fascisme, tout en instituant pour certaines catégories de travailleurs l'assurance-chômage, a pensé qu'au lieu de gaspiller des millions à distribuer des secours aux chômeurs, il serait préférable d'entreprendre des travaux publics et d'occuper, de la sorte, une partie des sans-travail. Ainsi, le régime, d'une part, permet l'utilisation des forces humaines disponibles et, d'autre part, cherche l'amélioration des conditions de la production.

Parmi les travaux que le gouvernement fasciste a entrepris, nous citons :

- 1) L'utilisation de la houille blanche ;
- 2) La distribution de l'énergie électrique ;
- 3) L'installation thermo-électrique ;
- 4) Les travaux hydrauliques ;
- 5) Les aménagements montagneux, les bonifications hydrauliques et les irrigations et recherches d'eau dans le midi ;
- 6) La navigation intérieure ;
- 7) Les aqueducs de toute espèce ;
- 8) Les travaux d'hygiène et d'édilité scolaire ;
- 9) Les travaux maritimes ;
- 10) Les habitations à bon marché et les habitations ouvrières ;
- 11) Les travaux afférents aux tremblements de terre ;
- 12) La voirie ordinaire ;
- 13) Les autostrades ;
- 14) Les nouvelles constructions ferroviaires.

Un autre moyen par lequel le gouvernement fasciste cherche à lutter contre le chômage (le nombre des chômeurs approche le million) et obtenir une meilleure répartition des forces humaines, est l'institution des bureaux de placement. L'organisation syndicale fasciste ne se borne pas à discipliner les rapports entre employeurs et travailleurs au moyen du contrat collectif de travail ; elle règle encore l'offre et la demande, c'est-à-dire le marché du travail par l'intermédiaire des bureaux de placement, dont parle l'article 44 du décret du 1^{er} juillet 1926.

La déclaration XXII de la Charte s'occupe aussi du problème en question, en affirmant que l'« Etat constate et contrôle la question de l'emploi et du chômage des travailleurs, qu'il considère comme un indice complexe des conditions de la production et du travail ».

La déclaration XXIII ajoute que « les bureaux de placement doivent être institués à base paritaire, sous le contrôle des organes corporatifs de l'Etat ».

Le souci de l'Etat fasciste pour donner du travail aux chômeurs est une conséquence logique de sa conception même du travail, qui est proclamé un « devoir ». Mais le régime a pensé que les bureaux de placement tenus par les particuliers entraînent certains abus et la concurrence entre les différents bureaux privés contribue à baisser le taux des salaires; il serait, par conséquent, préférable de mettre à leur place des bureaux de placement gratuits, soumis au contrôle direct des organes de l'Etat.

L'art. 44 du décret du 1^{er} juillet 1926 a conféré aux organes corporatifs l'attribution « d'organiser des bureaux de placement partout où le besoin se manifeste ».

Les décrets de 1928 et des années suivantes (surtout les décrets du 29 mars et du 6 décembre 1928) ont organisé le marché du travail en Italie. Les bureaux de placement qu'ils introduisent sont institués à côté des syndicats, gratuits et de composition paritaire. La médiation privée est interdite. Chaque bureau est unique pour toute la catégorie professionnelle de la zone territoriale déterminée et il est soumis au contrôle énergique de l'Etat.

Tous les travailleurs désœuvrés inscrits ou non inscrits au syndicat officiel, doivent figurer dans les listes des bureaux de placement. Les employeurs, pour faciliter cette tâche, doivent déclarer tout embauchage ou congé de leur personnel. De cette façon chaque bureau est à même de savoir combien et lesquels, parmi les membres de la catégorie professionnelle qu'ils représentent, sont sans travail.

Il y a des bureaux de placement provinciaux, interprovinciaux et nationaux. Les premiers sont contrôlés et

coordonnés par la section « travail et prévoyance sociale » des Conseils Provinciaux de l'Economie Corporative ; les autres sont sous le contrôle direct du Ministère des Corporations.

Les données statistiques des bureaux de placement vont par le canal des Conseils Provinciaux de l'Economie Corporative au Ministère des Corporations, qui peut ainsi connaître le chômage total du pays. Le 30 novembre 1934, il y avait en Italie 969.944 chômeurs.

La Charte charge les bureaux de placement de veiller à l'observation des lois sur la prévention des accidents et sur la police du travail (décl. XXV).

Les bureaux de placement facilitent l'emploi des ouvriers sans travail et provoquent des émigrations internes profitables, surtout grâce à leur coordination régionale et nationale.

Il est recommandé aux employeurs de donner la préférence parmi les inscrits aux bureaux aux membres du Parti National Fasciste et aux membres des syndicats officiels, en prenant toutefois en considération l'ancienneté de leur inscription (décl. XXIII). C'est une mesure qui prouve, plus que tout autre les liens étroits qui existent entre l'organisation syndicale et corporative et le parti qui gouverne l'Italie.

L'économie corporative nationale de la Charte, par l'organisation des bureaux de placement, cherche à limiter au minimum le nombre des chômeurs. Mais M. Spirito (1) voit dans l'économie corporative, comme il la conçoit lui-même, le moyen de supprimer complètement le chômage. Il affirme que « l'économie corporative peut admettre des personnes occupées soit peu, soit beaucoup, mais non des per-

sonnes inoccupées ». Si son pays, à l'heure actuelle, souffre du chômage — pense-t-il — c'est parce que les traditions nationales et les conditions internationales n'ont pas permis la réalisation de son « corporatisme intégral ».

Le gouvernement fasciste par ses délégués a soutenu à Genève qu'une des mesures efficaces pour l'élimination du chômage serait la diminution des heures du travail. Ainsi les entreprises se trouveraient dans la nécessité de recourir à plus de main-d'œuvre et, par conséquent, le chômage diminuerait sans faire tomber le salaire ni occasionner des dépenses au gouvernement.

On pourrait seulement craindre une hausse du prix de revient. Mais il faut rappeler que le salaire ne représente qu'une petite partie des frais de l'entreprise dans notre époque. Les nouveaux salaires provoqueraient par une nouvelle demande de marchandises, et l'augmentation de la consommation qui en résulterait, provoquerait une augmentation de la production. D'autre part, l'Etat n'ayant plus à financer des travaux publics pour donner du travail aux chômeurs, pourrait diminuer ses exigences vis-à-vis des entrepreneurs (2). Pour ces raisons la hausse du prix de revient serait minime et vite compensé par les avantages qui seraient obtenus.

L'idée du gouvernement fasciste de diminuer les heures du travail a reçu dernièrement une réalisation pratique en Italie. En effet, les Confédérations de l'industrie (patrons et travailleurs), par un accord du 5 novembre 1934, ont réduit la durée hebdomadaire du travail de 48 à 40 heures pour une période de 6 mois. Cet accord se propose en plus de supprimer le travail extraordinaire et de limiter

(1) NAPOLITANO : *Le Corporazioni fasciste*, etc., p. 203-204.

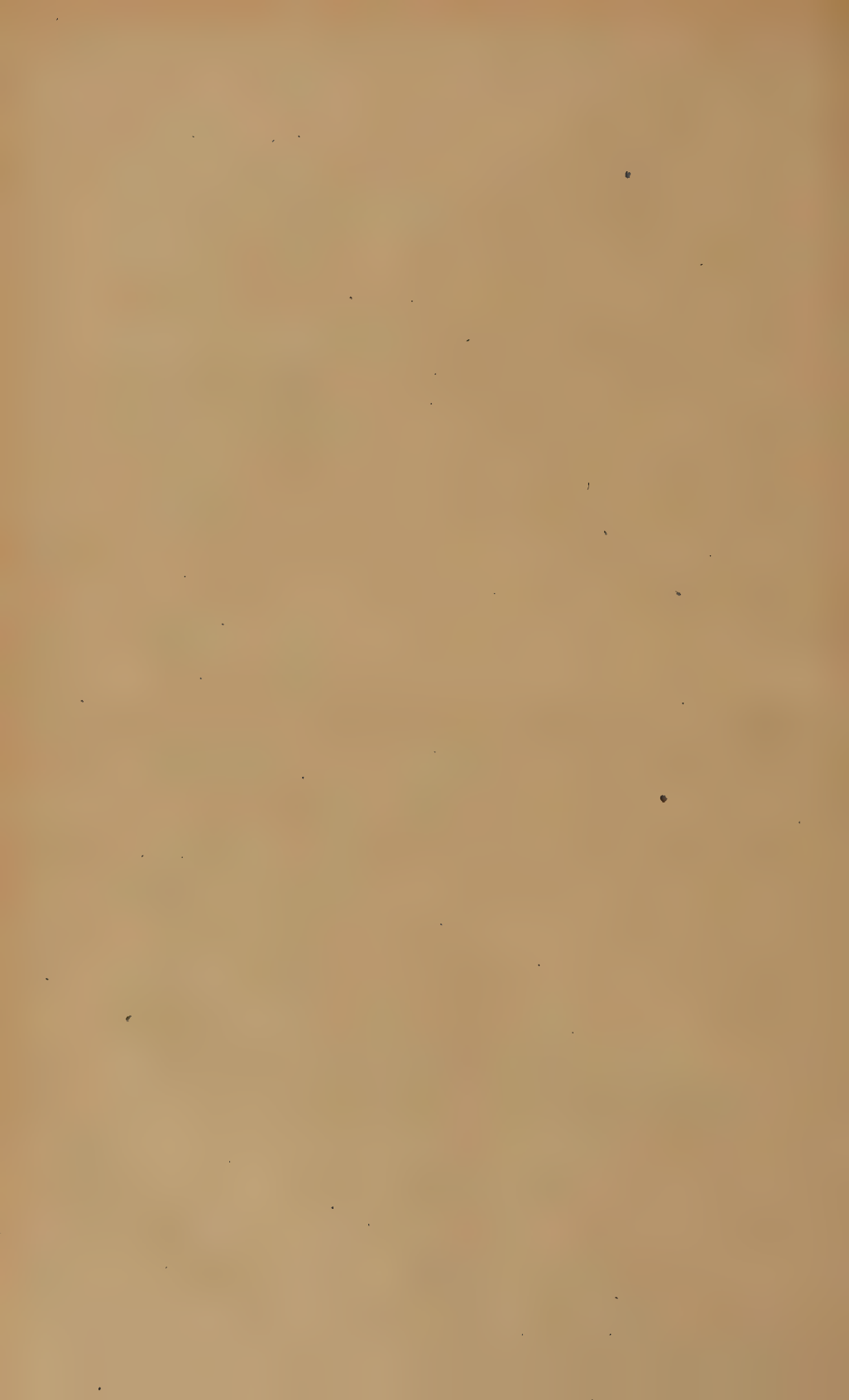
le travail des femmes et des enfants. Les Fédérations Nationales de l'industrie ont le devoir de désigner les branches de l'industrie où la réduction des heures du travail est possible.

Les salaires, dit l'article 3 de l'accord, doivent être proportionnés au temps réduit. Mais, grâce à une caisse spéciale prévue, les ouvriers ayant à leur charge une famille nombreuse touchent des allocations spéciales. Cette caisse est financée par les patrons et les ouvriers, mais la plus grande partie de cette charge incombe à ceux qui, pour des raisons techniques, travaillent encore plus de 40 heures. Les chefs fascistes ont trouvé là l'occasion d'exalter l'esprit de solidarité qui inspire le régime.

Parmi les autres accords confédéraux, stipulés pour la limitation du chômage, nous citerons celui du 25 octobre 1934, entre les deux Confédérations de l'agriculture, qui cherchent en outre à obtenir la participation collective-familiale aux exploitations agricoles.

Grâce à ces mesures le chômage italien a diminué jusqu'au 29 décembre 1934 de 133.947 personnes.

D'après ce qui précède sur le contenu de la Charte au point de vue de la politique sociale, on constate qu'aucune de ses déclarations ne contient un mot sur la fameuse question de 8 heures de travail par jour et 48 heures par semaine. La raison se trouve peut-être dans le fait qu'en 1927, date de la promulgation de la Charte, la question avait déjà reçu sa solution législative par le décret-loi du 29 mars 1923 (n° 1409) qui a ratifié la convention de Washington de 1919.



CHAPITRE II

L'ORGANISATION CORPORATIVE

SECTION PREMIÈRE

La Corporation

I. — PHASE SYNDICALE ET PHASE CORPORATIVE LES TROIS GRANDES QUESTIONS POSÉES

La « phase syndicale » de la Révolution fasciste a fait place, dès le début de l'an XII, à la « phase corporative ». Les institutions syndicales, après un fonctionnement pratique de sept ans, ont été considérées assez mûres pour que le régime fasse sur leur base un pas décisif vers une nouvelle économie.

Quelques écrivains ont soutenu que la phase corporative signifiait substitution de la Corporation au syndicat. Tout le monde sait l'expression, devenue fameuse, de M. Spirito : « la Corporation mange le syndicat ». Ce théoricien, à plusieurs reprises, a soutenu que la Corporation unitaire est plus agile que le double syndicat (des patrons et des travailleurs); que la Corporation n'est pas quelque chose qui s'ajoute au syndicat, mais, par contre, elle est un orga-

nisme qui se substitue au syndicat. Pour lui, le syndicat n'est qu'un résidu du socialisme et de la lutte des classes, à savoir des doctrines rejetées par le corporatisme fasciste (1).

Mais la loi corporative et la réforme syndicale de 1934 ont, du moins pour le moment, prouvé que les nombreux adversaires de M. Spirito représentaient la doctrine officielle. En effet, la construction syndicale reste la base de l'édifice corporatif et c'est à travers les syndicats (2) que la Corporation réalise la représentation paritaire des patrons et des travailleurs.

Dans son discours du 21 avril 1930, prononcé à l'occasion de l'inauguration du Conseil des Corporations, le chef du gouvernement italien s'exprimait en ces termes : « C'est dans la Corporation que le syndicalisme fasciste trouve son but. Le syndicalisme ne peut être une fin en soi ; il finit dans le socialisme politique ou bien dans la Corporation fasciste. C'est seulement dans la Corporation que se réalise l'unité économique dans ses divers éléments : capital, travail, technique... C'est seulement dans la Corporation, c'est-à-dire à travers la collaboration de toutes les forces, convergeant vers un seul but, que la vitalité des syndicats est assurée. En d'autres termes, syndicat et Corporation sont indépendants et se conditionnent réciproquement. Sans le syndicat la Corporation n'est pas possible. Mais sans la Corporation, le syndicat se borne, après les premières phases, à une action de détail, étrangère à l'évolution productive ; septatrice et non actrice, statique et non dynamique ».

(1) SPIRITO : dans *Critica Fascista* du 15 octobre 1934.

(2) BOTTAI : *Esperienza corporativa*, p. 16.

Ces paroles du Duce mettent en relief l'essence du syndicalisme fasciste; elles attirent notre attention sur le fait que le syndicat doit préparer la Corporation et d'autre part que cette dernière est l'instrument-base de l'économie du régime.

Le soi-disant corporatisme allemand a détruit le cadre syndical du pays. C'est ici, croyons-nous, une des plus grandes différences qui séparent le système hitlérien du système fasciste. Car dans le corporatisme italien le syndicat tout en perdant son caractère agressif et étant intégré dans l'Etat reste la base de l'organisation corporative.

Ce n'est qu'après sept ans d'expérience syndicale que l'institution des Corporations a été effectuée. Les lois fascistes antérieures contenaient des dispositions relatives aux nouveaux organes, mais les attributions qu'on leur accordait étaient très restreintes. Toute l'action corporative se bornait au règlement des rapports du travail et ne s'étendait pas à la discipline des rapports concernant la production elle-même (3).

La grande loi syndicale du 3 avril 1926 parle, dans son art. 3, des « organes centraux de liaison », en s'exprimant de la façon suivante : « les associations des patrons et les associations des ouvriers peuvent être réunies, au moyen d'organes centraux de liaison, à une hiérarchie supérieure commune... » Comme on le voit, la création des Corporations restait tout à fait facultative.

La dénomination de ces organes en Corporations, avec le sens spécifique (fasciste) du terme, a été donnée par le d. r. du 1^{er} juillet 1927, qui, dans son article 42, déclare : « Les organes de liaison prévus par l'art. 3 de la loi du 3

(3) PRÉLOT : dans la *Revue d'Etudes Coopératives*, 1933, p. 68.

avril 1926 ont un caractère national . Ils groupent les organisations syndicales nationales de divers facteurs de la production; employeurs, travailleurs, intellectuels et manuels, pour une branche déterminée de la production ou pour une ou plusieurs catégories déterminées d'entreprises. Les organisations ainsi reliées constituent une Corporation ».

La Charte du travail, elle aussi, contient une déclaration qui traite des Corporations. En effet, on peut lire dans la déclaration VI : « ...Les Corporations constituent l'organisation unitaire des forces de la production, dont elles représentent intégralement les intérêts. C'est parce qu'elles assurent cette représentation intégrale des intérêts de la production, qui sont eux-mêmes des intérêts nationaux, que les Corporations sont reconnues par la loi comme des organes de l'Etat.

En tant qu'organes de la représentation elles peuvent dicter des règles obligatoires concernant la discipline des rapports de travail ou la coordination de la production, toutes les fois qu'elles ont reçu à cet effet mandat des associations affiliées. »

Une autre loi qui concerne les nouveaux organes, existant déjà avant la grande réforme de 1934, c'est la loi du 20 mars 1930 sur la réforme du Conseil National des Corporations, que nous étudierons plus loin. Mais il est à noter que jusqu'à la loi de 1934 le régime corporatif italien restait sans ses principaux rouages : les Corporations. On en n'avait constitué qu'une seule, celle du spectacle et on s'était borné à confier les attributions, que les lois accordaient aux organes centraux de liaison, aux sections du Conseil National des Corporations.

Aussitôt l'avènement de l'an XII fasciste, le chef du

gouvernement italien a proclamé « ouverte » la discussion sur l'institution des Corporations. Le Conseil National des Corporations, après avoir étudié la question dans son Comité corporatif central et ses sections et sous-sections, dans la séance de son Assemblée générale du 13 novembre 1933 a voté la motion suivante :

Le Conseil National des Corporations,

définit la Corporation comme l'instrument qui, sous l'égide de l'Etat, réalise la discipline intégrale, organique et unitaire des forces productives, en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien.

déclare que le nombre des Corporations à instituer par grande branche de production doit être adéquat aux nécessités réelles de l'économie nationale.

établit que l'Etat-major de la Corporation doit comprendre les représentants des Administrations d'Etat, du Parti, du capital, du travail et de la technique.

détermine comme fonction spécifique des Corporations les fonctions conciliatrices, les fonctions consultatives (à titre obligatoire quant aux problèmes d'une importance plus grande) et, à travers le Conseil National, la création des lois régulatrices de l'activité économique de la Nation.

remet au Grand Conseil Fasciste la décision au sujet des développements ultérieurs dans le sens politique-constitutionnel, qui devront être déterminés selon la constitution effective et le fonctionnement pratique des Corporations. »

Le projet de la loi élaboré par le Grand Conseil Fasciste le 9 décembre 1933, a été présenté ensuite au Sénat et approuvé par lui le 13 janvier 1934. Enfin, la Chambre des députés a donné son approbation dans sa séance du 18 jan-

vier. La promulgation de la loi a eu lieu le 5 février 1934 et la publication dans la Gazette Officielle du Royaume, le 20 février 1934 (n° 42).

Avant d'aborder l'examen du contenu des quinze articles de notre loi il est utile de résumer, dans leurs grandes lignes, les points de vue différents exposés pendant les discussions du projet de la loi, surtout devant le Conseil National des Corporations.

Comme on le sait, les trois grandes questions surgies lors de la discussion du projet ont été les suivantes : comment construire les Corporations, combien de Corporations on devrait construire et quelles seraient leurs fonctions.

a) Sur la question du mode de la constitution des Corporations le décret du 1 juillet 1926 contenait dans son article 42 une disposition qui ne pouvait être considérée comme satisfaisante : car elle était très vague. En effet, cet article disait : « les organes de liaison... groupent les organisations syndicales nationales des divers facteurs de la production... pour une branche déterminée de la production ou pour une ou plusieurs catégories déterminées d'entreprise ». Dès lors, les écrivains les plus qualifiés ont soutenu diverses opinions sur ce problème, mais tous étaient d'accord sur ce point que l'article cité avait besoin de précision.

Comme dans les publications des théoriciens, dans les sections du Conseil National des Corporations on distingue surtout deux points différents; les représentants des industriels ont soutenu l'opinion que les Corporations devraient être constituées d'après la catégorie économique. Par contre, les agriculteurs se sont prononcés pour la Corporation d'après le produit.

On pourrait peut-être penser qu'en définitive «catégorie» et «produit» finissent par comprendre les mêmes activités économiques, car la catégorie économique n'est que l'ensemble des producteurs a un produit déterminé. Mais en réalité les agriculteurs, quand ils disaient qu'ils étaient pour la Corporation par produit, entendaient le cycle productif qui comprend une série de transformations. La catégorie peut être plus restreinte. Selon le **criterium** des agriculteurs, la soie p. e. n'aurait qu'une seule corporation, tandis que d'après le criterium des industriels elle en aurait trois, parce qu'on peut distinguer dans la soie une phase agricole, une phase industrielle et une phase commerciale.

Au point de vue des agriculteurs ont été associés la section des transports maritimes et aériens du Conseil des Corporations et les représentants des travailleurs de la section des transports terrestres et enfin les représentants des employeurs et des travailleurs du commerce.

Le point de vue des industriels non seulement a été soutenu par moins de représentants, mais encore ses partisans, eux-mêmes, ont reconnu que la Corporation par catégorie n'était pas un système applicable à toutes les branches de l'activité économique.

La section du crédit et de l'assurance a proposé une solution intermédiaire : elle a soutenu qu'on ne doit pas fixer d'avance un criterium absolu mais qu'il fallait juger chaque fois selon les circonstances concrètes. Pour ce qui la concerne, par exemple, cette section a soutenu que le système de Corporation par catégorie lui convenait mieux.

Comme on verra dans l'analyse de la loi institutive des Corporations, la solution donnée en définitive a pu combiner les exigences de toutes les sections du Conseil.

b) Sur la question du nombre des Corporations, l'opinion de chaque section du Conseil des Corporations n'était qu'une conséquence directe de son avis sur la première question. La loi corporative du 5 février 1934, en adoptant le système de Corporation par grande branche de production, a créé 22 grandes Corporations. Ainsi, l'on a pu donner satisfaction à l'opinion que les Corporations à créer devraient être « peu nombreuses mais bonnes ».

Il est à noter qu'il y a même des « corporatistes » qui sont pour un nombre de Corporations moins élevé. Selon eux avec la repartition de la production nationale en 22 branches, on se demande souvent où il faut classer certaines catégories économiques, étant donné qu'on peut avoir avec le système adopté deux Corporations ou plus, susceptibles de comprendre dans leur sein l'activité économique de ces catégories. Mais il faut noter ainsi que l'institution des 22 Corporations n'a pas été présentée par le gouvernement comme quelque chose de stable. Au contraire on a fait remarquer officiellement que l'expérience enseignera s'il faut augmenter ou diminuer le nombre des Corporations constituées (4). Le plan corporatif s'adaptera, en somme, à la réalité changeante selon l'évolution des forces économiques

c) Sur la troisième question, qui est la plus importante l'opinion presque générale était pour l'extension des attributions accordées aux Corporations par la législation précédente. En commentant les articles de la loi corporative, nous verrons quelles sont les fonctions que cette loi a ajouté aux fonctions existantes d'après la législation antérieure.

(4) GUGLIELMI : *La Corporazione integrale fascista*, p. 17.

II. — LA LOI DU 5 FÉVRIER 1934 SUR « L'INSTITUTION ET LES FONCTIONS DES CORPORATIONS

Le texte de la loi corporative se compose de quinze articles et peut être divisé en quatre parties :

- a) Institution et organisation des Corporations (art. 1-6).
- b) Portée de la nouvelle loi sur l'organisation syndicale (art. 7).
- c) Fonctions et pouvoirs des Corporations (art. 8-13).
- d) Délégation au gouvernement afin de coordonner la loi en question avec les lois précédentes et réformer quelques rouages du régime corporatif.

a) D'après l'article 1^{er} de la loi de 1934, les Corporations sont instituées par décret du chef du gouvernement sur la proposition du Ministre des Corporations et après l'avis du Comité Corporatif Central. Ainsi cet article abroge l'article 42 du décret de 1926 qui conférait au Ministre des Corporations le droit de créer par son propre décret les Corporations, après avoir entendu l'Assemblée du Conseil Nationale des Corporations (5).

Le décret institutif détermine le nombre et l'origine des membres du Conseil de la Corporation, qui sont nommés définitivement par décret du chef du gouvernement (art.3) Les membres du Conseil de la Corporation sont désignés par les associations syndicales compétentes parmi les membres des catégories professionnelles encadrées à celles-ci ou parmi les dirigeants syndicaux des dites catégories. Président de la Corporation peut être un ministre ou un sous-secrétaire d'Etat ou encore le secrétaire du Parti

(5) WEINIGHER : *L'organisation syndicale et corporative ital.* p. 116.

National-Fasciste. C'est une des très fréquentes manifestations du lien étroit entre l'ordre politique et l'ordre économique en régime fasciste (6).

Les décrets institutifs des 22 Corporations ont donné la présidence de toutes les Corporations au chef du gouvernement. On a estimé que la personnalité du chef assurerait mieux la discipline des catégories et l'unité d'action surtout dans le premier temps de l'expérience.

Les articles 4, 5 et 6 font ressortir la souplesse du système adopté. En effet, le premier de ces articles prévoit la constitution au sein de la Corporation de sections spéciales qui pourront s'occuper de questions intéressant une sous-catégorie économique. Mais ces sections doivent soumettre en tout cas leurs délibérations à l'approbation de la Corporation, dont elles font partie.

D'autre part, l'article 5 confère au chef du gouvernement le droit de convoquer, en séance commune, plusieurs Corporations pour se prononcer sur des questions qui intéressent plusieurs branches d'activité économique. Ces « Corporations unies » jouissent de tous les pouvoirs que la loi accorde aux Corporations isolées.

Enfin, l'article 6 prévoit la constitution par décret du chef de comités corporatifs pour la discipline de l'activité économique, concernant certains produits déterminés. Sont appelés à faire partie de ces comités les représentations des catégories économiques, des administrations d'Etat et du Parti. Leurs délibérations doivent recevoir l'approbation des Corporations compétentes et de l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations.

Comme il est évident, les articles 4, 5 et 6 donnent satis-

(6) BORTOLOTTI : *Diritto corporativo*, p. 167.

faction aux opinions exprimées lors de la discussion de la question « comment les Corporations devraient être instituées ». En effet, les sections de Corporation ne sont qu'une espèce de Corporation par catégorie et le comité corporatif ne fonctionne que comme Corporation par produit.

b) Sur la question des rapports entre Corporations et Confédération la loi, écartant les deux solutions extrêmes, (dépendance étroite et suppression des Confédérations), a adopté une solution intermédiaire suivant laquelle : « les associations syndicales liées par une Corporation deviennent autonomes dans le domaine syndical, tout en continuant à adhérer aux Confédérations respectives, selon les dispositions qui seront émises par le Ministre des Corporations.

Dans le chapitre I de cette partie de notre travail nous avons étudié la place que les associations professionnelles occupent après les décrets de réforme que le gouvernement a promulgué pour harmoniser l'organisation syndicale avec la loi corporative de 1934 et surtout avec son article 7.

c) La réforme corporative de 1934, par le fait de l'élargissement des pouvoirs des Corporations, rend nécessaire la modification des autres organes corporatifs. Comme on le verra dans la dernière section de ce chapitre, les attributions du Conseil National des Corporations, qui doit être le suprême organe corporatif, sont relativement faibles. Pour s'en rendre compte, il suffirait de citer l'art. 12 de la loi du 20 mars 1930 (qui pourtant a été considéré comme révolutionnaire), qui subordonne l'exercice des fonctions normatives du Conseil National des Corporations dans le domaine des rapports économiques, à deux condi-

tions rigoureuses : 1° l'autorisation des associations intéressées; 2° le consentement du chef du gouvernement.

A cet effet, les deux derniers articles de la loi corporative (14 et 15), après avoir proclamé abrogée toute disposition antérieure contraire ou même incompatible avec la nouvelle loi, accordent au pouvoir exécutif, la faculté : 1° d'établir des règles afin de coordonner cette loi avec les lois du 3 avril 1926, du 20 mars 1930, du 16 juillet 1932, du 12 janvier 1933 et les autres lois de l'Etat; 2° de modifier la composition des organes du Conseil National des Corporations.

d) Nous consacrerons le paragraphe qui suit aux fonctions de la Corporation.

III. — LES FONCTIONS DE LA CORPORATION

D'après la nouvelle loi combinée avec les lois précédentes, il ressort que les fonctions de la Corporation sont les suivantes (7) :

a) *Fonctions consultatives.* — La Corporation peut être appelée à donner son avis sur toute question intéressant l'activité économique qu'elle discipline. Le chef du gouvernement a le droit de rendre obligatoire la sollicitation de l'opinion de la Corporation pour certaines questions.

La demande d'avis consultatif peut ou doit (selon le cas) être adressée par le Ministère des Corporations ou par les diverses administrations intéressées. Ainsi, les Corporations ne doivent pas être considérées simplement comme des organes techniques du Ministère des Corporations.

La fonction consultative de la Corporation rend évidemment inutile l'existence d'un grand nombre de commis-

(7) BORTOLOTTO : dans la *Rassegna Italiana*, p. 291-301.

sions ministérielles consultatives. Pour cette raison, l'article 12 de la loi corporative confère, par son dernier alinéa, au chef du gouvernement le droit de supprimer les commissions consultatives existant pour la branche de l'activité économique pour laquelle la Corporation a été constituée.

L'avis consultatif du conseil de la Corporation peut porter sur la matière des importations et des exportations; la législation douanière, etc...

b) *Fonctions conciliatives.* — L'article 17, alinéa 3, de la loi syndicale de 1926, subordonne la recevabilité de l'action judiciaire au sujet des conflits collectifs de travail, à la tentative préalable de conciliation de la part des « organes centraux de liaison ». De son côté, l'article 44 du décret de 1926 cite parmi les facultés des organes corporatifs celle de « concilier les différends qui peuvent surgir entre les organisations liées ». Enfin, la Charte du travail (déclaration XII) confie aux organes corporatifs l'œuvre de conciliation et, en se conformant aux textes législatifs de 1926, établit que « l'action judiciaire (à propos de différends collectifs de travail » ne peut être intentée que si l'organe corporatif a d'abord fait une tentative de conciliation ».

Dans les conflits collectifs les syndicats ont le caractère de parties; la Corporation, qui se compose de représentants des syndicats en conflit, est, pense-t-on, à même de résoudre ce conflit (8).

La nouvelle loi ne fait donc, par son article XIII, que préciser cette fonction en facilitant la tâche conciliatrice

(8) CARNELUTTI : *Teoria del regolamento corporativo dei rapporti del lavoro*, p. 93.

de la Corporation; elle déclare que cette activité s'exerce par le moyen d'un collège de conciliation composé de membres de la Corporation, choisis par leur président, qui, dans son choix, doit tenir compte de la nature et de l'objet des controverses. Le législateur fasciste, en d'autres termes, a pensé que le nombre des membres du conseil de la Corporation est assez élevé pour procéder aisément à l'œuvre de la conciliation.

Les décrets de mai-juin 1934, qui ont créé les 22 Corporations ont fixé la composition du collège de conciliation à un président, choisi parmi les membres du conseil, étranger aux catégories liées et à deux membres dont l'un représente les employeurs et l'autre les ouvriers, tous sont nommés par le président.

L'association syndicale qui demande l'intervention du collège de conciliation doit déposer au secrétariat général du Conseil National des Corporations, le procès-verbal qui prouve le résultat négatif de la tentative de conciliation entre les associations syndicales en conflit.

Le collège est assisté par un fonctionnaire du secrétariat général du Conseil National et par un fonctionnaire attaché au service des rapports de travail auprès du Ministère des Corporations.

c) *Fonctions de coordination et d'encouragement des activités productives.* — La loi de 1934 ne parle pas de ces fonctions, mais celles-ci n'en restent pas moins en pleine vigueur, parce que la nouvelle loi ne fait que renforcer les attributions des organes corporatifs provenant de la loi de 1926 auxquelles d'ailleurs elle se réfère expressément (art. 8).

Ces fonctions sont, d'après l'article 44 du décret du 1^{er}

juillet 1926, les suivantes : a) de promouvoir, encourager et subventionner toute initiative tendant à coordonner et à mieux organiser la production; b) d'instituer des bureaux de placement partout où il y en a besoin; c) de réglementer l'apprentissage en établissant, à cet effet, des règles générales obligatoires.

d) *Fonctions normatives.* — Ce sont les fonctions les plus importantes de la Corporation.

1) *Normes.* — L'article 8 de la nouvelle loi, en confiant à la Corporation la tâche de régler les rapports économiques et la discipline unitaire de la production, introduit une innovation de toute importance. Les catégories productives, par leurs représentants, auront désormais le droit d'élaborer des lois qui réglementeront la production. Mais ce qui donne la plus grande importance à cet article, c'est, croyons-nous, le fait qu'en vertu de son alinéa 2, la Corporation exerce cette fonction sur la proposition des ministres compétents et encore sur la requête *d'une* des associations liées par la Corporation. Par exemple, l'association des travailleurs de la métallurgie aura le droit de demander à la Corporation de la métallurgie l'élaboration de règles concernant la production. M. Biaggi écrit qu'« établir des règles, quand elles ne sont pas le produit d'un accord commun, signifie établir de véritables lois » (9).

La loi sur la réforme du Conseil National des Corporations était beaucoup moins courageuse, car elle exigeait partout (art. 12) l'accord préalable des associations liées pour pouvoir élaborer des règles. Mais l'autre condition de la loi de 1930 reste; c'est à dire que le consentement

(9) BIAGGI : *Lo Stato Corporativo*, p. 41.

du chef du gouvernement est toujours nécessaire, ce qui est le meilleur témoignage en faveur de notre affirmation que l'économie, sous le régime fasciste, est subordonnée à la politique et intégrée dans celle-ci.

La Corporation aura à cet égard une tâche très étendue. Comme l'a fait très bien remarquer M. Lescure, la formule « discipline unitaire de la production » permet à la corporation une réglementation très stricte de la production (10). Elle pourra et devra réglementer : la quantité de la production, la répartition des matières premières, les rapports entre les entreprises particulières de la même branche de production, la répartition de commandes entre les usines, l'interdiction de la création et de l'extension des entreprises, les questions de la consommation et de l'exportation, les conditions de vente, etc. (11).

Si l'article 8 de la loi de 1934 a supprimé le double consentement préalable, exigé par la loi du 20 mars 1930, en matière des rapports économiques, cette exigence reste en vigueur en matière des rapports de travail. En effet, l'article 8 ne cite pas cette espèce de « normes. Par conséquent, elle entre dans le domaine qui reste réglé par les lois précédentes. L'art. 10 alinéa 3 de la loi de 1926 s'exprime de la façon suivante : « Les organes centraux de liaison, prévus par l'article 3, peuvent établir, conformément à un accord préalable avec les représentants des employeurs et des travailleurs, des règles générales quant aux conditions de travail dans les entreprises considérées ».

L'exigence de l'accord préalable des associations liées est suggérée par le désir de confier, en principe, le règle-

(10) LESCURE : *Le nouveau Régime corporatif italien*, p. 10.

(11) GAUCHERAND : dans *Journal des Economistes* du 15 avril 1934, p. 297, et MICHELS : *Economia volgare*, etc., p. 35-36.

ment des question concernant les rapports de travail aux organisation syndicales.

2) *Ratifications et tarifs.* — En parlant des fonctions normatives des Corporations, nous devons citer encore les articles 9 et 10 de la loi corporative. Le premier de ces articles charge la Corporation de donner son avis sur les accords stipulés par les associations liées par une Corporation suivant l'article 12 de la loi de 1930. Cette fonction peut être caractérisée comme fonction de ratification (12). L'article 10 donne à la Corporation la faculté d'établir des tarifs pour les prestations et les services économiques des producteurs et pour les biens de consommation offerts au public à condition de privilège, comme par exemple, le gaz, l'électricité, les transports en commun, etc... Ici, comme au sujet des « normes », proprement dites, la Corporation agit sur la proposition des ministres compétents, ou sur la requête d'une des associations liées et après le consentement du chef du gouvernement. En second lieu, il faut remarquer que les tarifs concernent les prestations et les objets qui entrent dans la compétence de la Corporation.

Le législateur a pensé que le règlement de ces questions par les organisations syndicales est irréalisable, car, en face de l'association syndicale qui représente les fournisseurs des prestations et des services, il n'existe pas d'association qui représente les personnes qui reçoivent ces services (les consommateurs). Il serait donc opportun d'accorder la faculté en question à la Corporation, qui a dans son sein, comme représentant les consommateurs, des organes étatiques et politiques.

(12) BORTOLOTTO : dans *Rassegna Italiana*, avril 1934, p. 299.

Les trois manifestations de la fonction normative des Corporations (normes, accords, tarifs), sont subordonnées à l'approbation de l'Assemblée Générale du Conseil National des Corporations, et ne deviennent pas obligatoires qu'après avoir été publiées par décret du chef du gouvernement. En cas d'inobservation des normes, des accords et des tarifs, les sanctions prévues sont celles qui frappent la violation des clauses des contrats collectifs de travail.

IV. — LES DECRETS DE MAI-JUIN 1934 SUR LA CRÉATION DES 22 CORPORATIONS

Le chef du gouvernement, en faisant usage des facultés que la loi corporative lui confère, a institué 22 Corporations d'après le plan organique approuvé par le Comité Corporatif Central le 9 mai 1934. Ce plan répartit la production nationale en trois grands cycles productifs : a) cycle agricole, industriel et commercial; b) cycle industriel et commercial; c) cycle embrassant les activités productrices de services.

Le décret du 29 mai a créé 8 Corporations entrant dans le premier cycle; le décret du 9 juin a institué 8 nouvelles Corporations pour le cycle industriel et commercial. Enfin, 6 Corporations viennent s'ajouter par le décret du 23 juin 1934 pour le troisième cycle productif. Nous indiquons ici la liste de ces 22 Corporations :

Premier Groupe

1. — Corporation des céréales.
2. — Corporation de l'horticulture, de la floriculture et de la fructiculture.
3. — Corporation de la viticulture et de l'œnologie.

4. — Corporation de l'oléiculture et de ses dérivés.
5. — Corporation de la betterave à sucre et du sucre.
6. — Corporation de la zootechnie et de la pêche.
7. — Corporation du bois.
8. — Corporation des produits textiles.

Deuxième Groupe

9. — Corporation de la métallurgie et de la mécanique.
10. — Corporation des industries chimiques.
11. — Corporation de l'habillement.
12. — Corporation de l'industrie du papier et de l'imprimerie.
13. — Corporation des constructions immobilières.
14. — Corporation de l'eau, du gaz et de l'électricité.
15. — Corporation des industries minières.
16. — Corporation du verre et de la céramique.

Troisième Groupe

17. — Corporation de la prévoyance et du crédit (section des banques, section des caisses d'épargne et des Instituts de droit public, section de l'assurance).
18. — Corporation des arts et des professions libérales (section des professions légales, professions sanitaires, professions techniques, arts).
19. — Corporation de la mer et de l'air.
20. — Corporation des communications intérieures (section des chemins de fer, des tramways et de la navigation intérieure; section des transports par traction automobile; section des auxiliaires du trafic; section des communications téléphoniques et radiotéléphoniques).
21. — Corporation du spectacle.
22. — Corporation du tourisme.

Toutes les Corporations sont nationales, c'est à dire que chaque Corporation fonctionne, pour l'activité économique qu'elle dirige, sur tout le territoire national. Leur siège est à la capitale, au Ministère des Corporations.

Le président de toutes les Corporations est le Ministre des Corporations, qui est actuellement le chef du gouvernement. Mais, celui-ci a le droit de charger, par son décret, un des membres du conseil de la Corporation représentant le Parti à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

Les membres du conseil de la Corporation sont, comme on le sait, des représentants des syndicats des patrons et des ouvriers (désignés par les Fédérations nationales respectives), des représentants de la technique et des représentants du Parti (désignés par le secrétaire du Parti national-fasciste). Les membres du Parti se considèrent comme représentant les intérêts de la collectivité nationale. Les techniciens sont les avocats, les médecins, les ingénieurs, les professeurs-artistes, etc...

Le nombre des représentants du Parti est de trois pour chaque Corporation. Les représentants des syndicats ouvriers et patronaux doivent être toujours en nombre égal dans chaque Corporation. Les représentants des dirigeants de l'entreprise figurent parmi le nombre des représentants patronaux, à cause de leur communauté d'intérêts avec les patrons (13).

Comme on l'a vu dans la liste, l'artisanat n'a pas constitué un organisme corporatif autonome, une « branche » de production. On a pensé que l'artisanat est une « forme » particulière d'activité économique, qui peut avoir comme objectif les productions les plus variées. C'est pourquoi les

(13) BORTOLOTTO : *Diritto Corporativo*, p. 170.

représentants de l'artisanat figurent dans les diverses Corporations; l'artisanat a trouvé place même dans la Corporation des arts et professions libérales, parce que certaines activités artisanes s'élèvent au niveau de véritables productions artistiques.

Le même raisonnement a été fait et la même solution a été donnée au sujet de la coopérative.

Dans les Corporations se trouvent aussi représentées les professions libérales et les artistes, suivant l'importance que l'élément technique et artistique a dans les différents secteurs de l'activité productive.

Le président de la Corporation a la faculté de faire intervenir aux discussions du conseil (sans droit de vote), des experts, les directeurs généraux et d'autres chefs de service des Ministères intéressés et les présidents des instituts et des personnes juridiques, représentées à l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations.

Les sous-secrétaires d'Etat pour les Corporations, les Ministres et sous-secrétaires intéressés et les présidents des Confédérations nationales peuvent toujours intervenir aux réunions du conseil de la Corporation.

Tous les membres de la Corporation sont nommés pour une période de trois ans, qui doit, dans tous les cas, coïncider avec la période de trois ans pour laquelle les membres du Conseil National sont nommés. Ils doivent, comme les dirigeants des syndicats officiels, offrir des garanties de capacité, de moralité et de solide conviction patriotique.

Le président de la Corporation établit l'ordre du jour des matières à discuter et le transmet au secrétaire général du Conseil National des Corporations (C.N.C.), qui le soumet

à l'examen des Ministres intéressés. Ensuite, le secrétaire du C.N.C. soumet l'ordre du jour avec les observations éventuelles des ministres, à l'examen du chef du gouvernement, dont le consentement est nécessaire.

Par l'intermédiaire aussi du même secrétaire, les administrations et les personnes juridiques intéressées prennent connaissance des délibérations de la Corporation. Bref, le secrétaire général du Conseil National des Corporations a la compétence de régler les services de coordination des travaux des Corporations, les rapports des Corporations avec les services compétents des diverses administrations d'Etat et avec les organes du Conseil National des Corporations.

Le règlement intérieur des Corporations est celui du Conseil National, mais on a prévu des modifications. D'après le règlement du C.N.C., en dehors du vote individuel, deux procédés de votation collective sont prévus : l'un est celui par corps séparés, l'autre par « représentation » séparée des employeurs et des ouvriers. Ainsi, croit-on, on peut obtenir une manifestation organique de la volonté des groupes qui font partie de la Corporation. Par conséquent, les divers groupements se trouveront placés sur un plan d'égalité, indépendamment du nombre de leurs membres.

La machine corporative s'est mise en marche le 10 novembre 1934. Le chef du gouvernement, dans son discours du Capitole, prononcé ce jour-là devant l'ensemble des conseils des 22 Corporations, a donné les directives du nouvel ordre économique.

La première Corporation convoquée est celle de la zootechnique qui s'est réunie le 7 janvier 1935.

V. — COMPARAISON DE LA CORPORATION FASCISTE
AVEC LE SYNDICAT ORDINAIRE, LE SYNDICAT MIXTE,
LA CORPORATION DU MOYEN-AGE, L'ORGANE BUREAUCRATIQUE
ET LE CARTEL

Très souvent, on confond la Corporation avec le syndicat. Les fascistes eux-mêmes, au début de leur mouvement, entendaient par « Corporation » les syndicats organisés selon leurs principes. Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos que le nom de Corporation a été donné aux syndicats fascistes pour les distinguer des autres syndicats existant en Italie. Avant la loi de 1926, on comptait en Italie un certain nombre de Corporations, mais elles n'étaient qu'une sorte de syndicat mixte (14).

La Charte de Carnaro, elle aussi, en obligeant tous les citoyens à être encadrés dans le sein d'une des 10 Corporations introduites à ce moment, ne faisait qu'appliquer les principes du « syndicat obligatoire » (15).

Mais avec la construction de l'Etat corporatif, le terme a pris un sens spécifique et la Corporation désormais se distingue à juste titre, non seulement du syndicat ordinaire et du syndicat mixte, mais encore de la Corporation du Moyen-Age, de l'organe bureaucratique et du cartel.

1) *Syndicat et Corporation* : Le syndicat professionnel n'est qu'une organisation des personnes qui ont des intérêts de même nature pour les faire valoir dans les rapports que l'offre et la demande du travail créent entre les employeurs et les travailleurs; il est investi, d'habitude, de la personnalité juridique, représente juridiquement ses

(14) WEINIGHER: *L'organisation syndicale et corporative italienne*, p. 79.

(15) *Revue Stirps*, novembre 1934.

membres et, en Italie fasciste, toute la catégorie professionnelle.

La Corporation, au contraire, est un organe étatique, et, par conséquent, n'a pas la personnalité juridique (art. 43 du décret de 1926). Elle oriente les intérêts de la production nationale, et, à cet égard, est superclassiste, parce qu'elle ne représente pas l'intérêt d'une catégorie de patrons ou de travailleurs, comme c'est le cas du syndicat, mais elle prend en considération l'intérêt supérieur de la production et de la Nation. La Corporation cherche, d'après la doctrine, à concilier les intérêts opposés des parties, de façon à leur faire sentir l'importance de l'intérêt supérieur de la Nation et la nécessité de s'entendre, étant donné qu'ils forment une entité économique.

En exposant les fonctions de la Corporation fasciste, nous avons vu que son domaine est beaucoup plus étendu que celui du syndicat. Pour cette raison, précisément, la Corporation doit être considérée comme l'organe fondamental de la structure économique et même politique de l'Etat fasciste.

La Corporation se compose, dans sa majorité, de représentants des travailleurs et des patrons intéressés, qui entrent dans son sein par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales respectives légalement reconnues. Il est évident, par conséquent, que si la Corporation est l'organe fondamental du Régime et se présente comme quelque chose de neuf, elle se base néanmoins sur les institutions existantes, elle présuppose les syndicats (16).

2) *Syndicat mixte et Corporation* : On pourrait, peut-être, penser que, comme la Corporation se compose de patrons

(16) BIAGGI : *Lo Stato Corporativo*, p. 23.

et de travailleurs qui se sont réunis dans une institution commune pour réaliser la collaboration économique, cette nouvelle institution ne serait que le syndicat mixte des doctrines bien connues.

Il n'en est pas ainsi; un examen plus profond démontre que la Corporation fasciste se différencie aussi du syndicat mixte. Tout d'abord, ce dernier n'est pas un organe étatique, comme la Corporation. Ensuite, il se compose de patrons et de travailleurs, tandis que la Corporation se compose de représentants des *syndicats* des employeurs et des travailleurs, sans que ces syndicats perdent leur individualité (17).

D'autre part, des techniciens s'ajoutent à ces représentants pour les guider au point de vue technique dans l'œuvre, qui est beaucoup plus étendue que celle que les promoteurs du syndicat mixte ont demandée pour leur institution.

Si l'on ajoute à tout cela que la présidence de la Corporation est confiée au gouvernement et que les représentants du parti gouvernant, en tant que membres du Conseil de la Corporation, joueront un rôle considérable, on comprendra facilement que les liens de la nouvelle institution avec les organes politiques de l'Etat fasciste deviendront de plus en plus étroits. Le syndicat mixte, évidemment, n'a jamais prétendu avoir une telle liaison avec l'Etat.

3) *Corporation médiévale et Corporation fasciste* : Le nom de la nouvelle institution fasciste rappelle les Corporations du Moyen-Age. On se demande donc, avec raison,

(17) CARNELUTTI : *Teoria del regolamento corporativo dei rapporti del lavoro*, p. 35.

s'il y a des rapprochements à établir entre elles et de quelle nature.

Nous ne nous associons à aucune des deux thèses extrêmes, dont l'une ne voit qu'un retour à l'institution moyenâgeuse et l'autre prétend que la Corporation fasciste est quelque chose « ex novo ». En réalité, il existe entre les deux institutions des points communs, comme il existe aussi des points différents et même opposés.

Le principe de l'unité de certaines activités économiques et la nécessité de mettre un frein à leur rivalité est sans doute la base des deux systèmes. L'importance des organisations professionnelles, si méconnue par l'Etat libéral, est proclamée par les deux systèmes. Sous ces deux aspects la Corporation jouit de la faculté d'établir des tarifs, des normes et de fixer les salaires; la grève, comme moyen de défense, y fait totalement défaut.

Mais l'évolution de la technique et le changement des conditions économiques ne pouvaient pas permettre au nouvel Etat corporatif un simple retour au passé. Il fallait tenir compte également du principe totalitaire qui est à la base de la doctrine politique du régime. Ainsi, les différences des deux systèmes sont très importantes, surtout si l'on compare les nouvelles institutions avec les Corporations médiévales aux premiers siècles de leur existence (18).

Tout d'abord, la Corporation du Moyen-Age se présente comme une organisation des intéressés et non comme un organe institué par l'Etat (19). Sous cet aspect, la Corporation ancienne est comparable plutôt aux syndicats et en particulier aux syndicats obligatoires, car l'exercice du

(18) PIROU : *Les doctrines devant la crise actuelle, dans l'Année Politique Française et étrangère*, oct. 34.

(19) MARTIN-SAINT LÉON : *Les Corporations de métier*, p. 120 à 126.

métier était subordonné à l'obligation de faire partie d'une Corporation, avec interdiction d'appartenir simultanément à deux Corporations différentes (20).

Les Corporations étaient constamment en lutte les unes avec les autres, à cause de la rivalité de leurs intérêts. Chaque Corporation comprenait les personnes exerçant le même métier. Le Corporatisme fasciste, par contre, n'a pas créé des Corporations séparées pour chaque métier, mais il a encadré les activités économiques voisines, patronales et ouvrières dans la même Corporation; en plus, les Corporations se trouvent entre elles en rapports constants par le moyen des « Corporations unies » et l'intermédiaire du Conseil National. A ces caractères, il faut ajouter le fait de leur direction commune assurée par le chef du gouvernement et leur position organique vis-à-vis de l'Etat fasciste. L'Etat, en réalité, ne fait qu'intégrer les forces économiques par le canal des Corporations, dans sa structure politique (21).

Dans les rapports avec l'Etat, on rencontre aussi des différences importantes. L'ancienne Corporation, non seulement n'était pas un organe d'Etat, mais, s'occupant exclusivement de l'intérêt de ses membres, elle agissait en dehors de l'Etat et souvent contre lui. D'après ce qu'on a exposé jusqu'à présent sur la nature de la Corporation moderne, on voit que cette dernière se base sur des principes tout à fait différents (22).

Dans l'intérieur de la Corporation, la différence est plus

(20) FERRI : *L'ordinamento corporativo sul punto di vista economico*, p. 73.

(21) MIRKINE-GUETZÉVITCH : *Néo-absolutisme corporatif*, dans *l'Année Politique Française et Etrangère*, oct. 1934.

(22) MOROZZI : dans les discussions du Sénat sur la loi du 5 février 1934.

remarquable. Dans la Corporation fasciste, il n'y a pas la distinction en apprentis, compagnons, maîtres et jurés, mais des représentants des patrons et des ouvriers y siègent, ayant à côté d'eux les représentants de l'Etat et du parti dominant. Les travailleurs s'y trouvent représentés par le même nombre de personnes que les patrons. Dans l'ancienne Corporation, par contre, il n'y avait pas de représentants des catégories, car il s'agissait des associations de membres d'un métier. D'ailleurs, le capitalisme n'avait pas encore surgi et la classe ouvrière, proprement dite, n'existait pas.

En vérité, les anciennes Corporations n'étaient que des associations d'artisans formées en vue de la défense de leurs intérêts, contre les excès de la féodalité. De grandes activités économiques, comme par exemple l'agriculture, n'étaient pas encadrées dans le Régime corporatif médiéval. Le corporatisme fasciste, au contraire, cherche à faire entrer tous les « producteurs » (dans le sens le plus large du mot) dans ses rouages.

On pourrait aussi citer parmi les différences qui séparent les deux systèmes que : tandis que la Corporation du Moyen-Age par ses réglementations détaillées cherchait à limiter la production pour que les produits de ses membres trouvassent facilement des consommateurs, la Corporation de l'Italie moderne, étant un instrument de l'économie et de la puissance nationales, aura comme devoir l'encouragement des activités productives du pays.

Enfin, le pouvoir de la Corporation moderne s'étend sur tout le territoire et non seulement sur une commune ou une région déterminées. Par exemple, la Corporation des produits textiles comprend l'activité de toutes les entreprises textiles de la péninsule. L'existence de bureaux de

la Corporation dans les provinces et dans les communes est motivée uniquement par des raisons d'ordre technique. L'unité reste et le centre domine (23).

4) *Organe bureaucratique et Corporation* : Si la Corporation fasciste doit être classée parmi les organes de l'Etat, parce qu'elle le représente dans une sphère déterminée de ses attributions (24), elle est loin, d'après la doctrine corporative, de devenir un organe bureaucratique. Elle est plutôt un instrument d'auto-discipline des catégories économiques, car ces catégories, à travers leurs représentants qu'elles envoient au conseil de la Corporation, établissent des règles de discipline et de contrôle concernant leurs activités économiques.

Mais la Corporation, tout en recrutant ses membres aux catégories productives, est un organe de l'administration de l'Etat, parce qu'elle n'est qu'un instrument (25) utilisé par l'Etat, pour réaliser ses fins.

5) *Cartel et Corporation* : M. le professeur Lescure compare la Corporation avec le cartel. Par le cartel, comme par la Corporation, on se propose de diriger l'économie et de rapprocher les groupes de producteurs (26). Mais il y a, croyons-nous, comme d'ailleurs M. Lescure le fait remarquer en partie, des différences fondamentales.

Le cartel n'est pas un organe de l'Etat, mais un ensemble d'une minorité de grands producteurs-entrepreneurs, qui cherchent à mieux servir les intérêts des producteurs eux-mêmes (27). Les ouvriers et les consommateurs n'y sont pas

(23) AMOROSO : *La visione economica del fascismo*, p. 271.

(24) BIAGGI : *Lo Stato Corporativo*, p. 27.

(25) ROCCO : *Rapport à la Chambre des Députés*, janvier 1934.

(26) LESCURE : *Le nouveau régime corporatif italien*, p. 26.

(27) VITO : *Le basi teoriche dell'economia corporativa*, dans *Giornale degli economisti*, juillet 1934, p. 471.

représentés. L'intérêt national n'est pas pris en considération, lors de la création du cartel; et ce n'est que par le contrôle que l'Etat exerce, qu'on peut éviter le préjudice que cette coalition cause aux intérêts des consommateurs et de la Nation.

SECTION II

Les organes corporatifs

Par le nom d'organes corporatifs on entend tout organe de l'administration, centrale ou locale, et, plus généralement, tout organe composé par les représentants des éléments productifs, pour la défense des intérêts des producteurs et de la production unitaire (2). Sous un sens plus large du terme, on peut y comprendre même les organes-types du régime corporatif : les Corporations; mais d'après la classification des écrivains les plus qualifiés, les organes corporatifs sont :

Le Ministère des Corporations,

Le Conseil National des Corporations,

Les Conseils Provinciaux de l'Economie Corporative,

Les Comités Intersyndicaux.

Nous étudierons ces organes, l'un après l'autre, dans les quatre paragraphes suivants :

I. — LE MINISTERE DES CORPORATIONS

Il est, évidemment, comme tout autre ministère, un organe central. Le décret institutif (du 2 juillet 1926, n° 1131).

(2) BORTOLOTTI : *Diritto corporativo*, p. 179.

lui confie toutes les fonctions d'organisation, de coordination et de contrôle, que la loi syndicale et le décret de 1926 confèrent au gouvernement.

Le chef du gouvernement italien l'a défini comme « l'organe qui réalise la Corporation intégrale au centre et à la périphérie, et l'équilibre entre les intérêts et les forces du monde économique et social ».

Suivant les dispositions du décret du 17 mars 1927 (n° 401) le Ministère des Corporations comprenait deux directions générales; une pour les Corporations et une autre pour les associations professionnelles. Un décret postérieur (du 8 mai 1927) a déterminé les attributions du nouveau Ministère.

Mais les transformations de l'organisation ministérielle en Italie et l'évolution corporative, ont étendu ses attributions. Ainsi, le Ministère des Corporations a été chargé de la majorité des questions entrant dans la compétence du Ministère de l'Economie Nationale, supprimé par le décret du 27 septembre 1929 (n° 1663). A cet effet, une nouvelle organisation du nouveau Ministère a été faite par le décret du 14 novembre 1929 (n° 2183).

Le décret qui actuellement régit ce ministère est celui du 9 janvier 1933 (n° 3), qui établit cinq directions générales : a) direction générale du Secrétariat du C.N.C. des affaires générales et du personnel. b) Direction générale des associations professionnelles. c) Direction générale du travail, de la prévoyance et de l'assistance. d) Direction générale de l'industrie. e) Direction générale du commerce.

L'art. 19 de la loi du 20 mars 1930 établit que les fonctions de conciliation des conflits syndicaux appartenant aux Corporations, jusqu'à la constitution des Corporations, sont exercés directement par le Ministère. Cette fonction

a été conservée même après le décret de 1931, qui a chargé des fonctions des Corporations les sections du C. N. C.

La réforme corporative de 1934 et les réformes imminentes des autres organes corporatifs exigeront, sans doute, une nouvelle retouche de l'organisation du Ministère des Corporations. Quoi qu'il en soit, en prenant en considération que l'organe de l'économie du régime est la Corporation, et que les services principaux de l'ancien ministère de l'Economie Nationale ont été transférés au Ministère des Corporations, on peut conclure avec M. Bottai (3) : « qu'il est le Ministère de la politique économique du régime ».

Le Ministre des Corporations a une série de fonctions et de prérogatives dans le domaine économique. Mais, depuis sa création, ce Ministère est dirigé par le chef du gouvernement, lui-même (sauf une courte période pendant laquelle M. Bottai fut ministre des Corporations) aidé par un ou plusieurs sous-secrétaires d'Etat; ainsi l'influence conciliatrice et l'action coordinatrice qui sont confiées au Ministre des Corporations, appartiennent au chef du gouvernement qui, du reste, joue en définitive le rôle le plus important dans la direction de l'économie du régime corporatif.

II. — LE CONSEIL NATIONAL DES CORPORATIONS

Le C. N. C. a été créé par le décret qui a institué le Ministère des Corporations (2 juillet 1926). Au début, même après la modification du 14 juillet 1927, il n'était qu'un organe consultatif sans valeur spéciale; sa sphère d'action se bornait aux cadres des affaires du Ministère dont il dépendait.

(3) BOTTAI : *Consiglio Nazionale delle Corporazioni*, 2^e éd., p. 104.

Ce n'est que par la loi du 20 mars 1930 (n° 206), que cet organe a pris son caractère actuel d'organe fondamental du régime corporatif, ayant des fonctions réglementaires (4). Il réalise, d'après la doctrine, la corporisation intégrale de l'Economie (5); il se trouve au-dessus des Corporations et, d'après la loi corporative, les normes corporatives n'entrent pas en vigueur avant leur approbation par l'Assemblée de cet organisme.

Mais le Régime lui réserve une place beaucoup plus élevée, car, d'après ce que déclarent les chefs de l'Italie moderne, le C. N. C., après avoir reçu les modifications nécessaires, remplacera la Chambre des Députés actuelle. D'après l'expression de M. Bortolotto, il sera le Parlement des producteurs (6). Dès maintenant, on prévoit une extension des pouvoirs du Conseil en vue de mettre ses attributions en harmonie avec les nouvelles fonctions de la Corporation.

Nous essaierons ici d'exposer, brièvement, la composition et la compétence du C. N. C. d'après les textes législatifs en vigueur. La personne du chef du gouvernement est, ici encore, présente; il en a la présidence. Sur sa délégation, le Ministre des Corporations peut assumer la présidence. Le directeur général des Corporations est le secrétaire général du Conseil.

Le C. N. C. compte 150 membres, dont la majorité (115 membres) se compose des représentants des Confédérations syndicales. 25 membres représentent le Parti fasciste. Le chef du gouvernement a observé à ce propos qu' « il est parfaitement logique que les dirigeants du Parti national-

(4) COSTAMAGNA, dans le rapport à la Chambre des Députés.

(5) BORTOLOTTI : *Diritto Corporativo*, p. 187.

(6) BORTOLOTTI : *op. cit.*, p. 189.

fasciste soient appelés à participer à l'Assemblée générale du Conseil. Le Parti, ayant fait la Révolution, ne peut être écarté des institutions ». On voit alors, une fois de plus, le rôle prépondérant du Parti dans l'organisation corporative. Quinze experts s'ajoutent à ces membres du Conseil.

Pour devenir membre du C. N. C., on doit remplir toutes les conditions fixées par la loi électorale pour être éligible à la députation.

Les organes du Conseil National des Corporations sont les suivants :

1° *Les sections et les sous-sections.* Il y a 7 sections :

a) La section des professions libérales et des arts, divisée en deux sous-sections (une pour les professions libérales et une pour les arts).

b) La section de l'industrie et de l'artisanat, divisée en deux sous-sections (une pour l'industrie et une pour l'artisanat).

c) La section de l'agriculture.

d) La section du commerce.

e) La section des transports par terre et de la navigation intérieure.

f) La section des transports maritimes et aériens, divisée en deux sous-sections (transports maritimes et transports aériens).

g) La section des banques.

Les sous-sections, dans les matières de leur compétence, ont les mêmes pouvoirs que les sections et peuvent fonctionner de façon distincte de celles-ci. Si l'objet de la

délibération intéresse plusieurs sections ou sous-sections, elles peuvent être convoquées ensemble.

L'art. 13 de la loi sur la réforme du C. N. C. autorisait le chef du gouvernement de conférer aux sections et sous sections du Conseil les attributions et les pouvoirs propres aux Corporations. En vertu de cette délégation le décret ministériel du 27 janvier 1931 a conféré aux sections et sous-sections les pouvoirs prévus par les textes législatifs de 1926, sauf les fonctions de conciliation qui continuent à être exercées par le Ministère des Corporations.

2) *L'Assemblée Générale* : plusieurs personnalités qui ne participent pas aux séances des sections et sous sections du C. N. C. font partie de son Assemblée Générale. On a eu jusqu'en 1934 cinq réunions de l'Assemblée, au cours desquelles on a discuté sur plusieurs questions de politique économique du Régime. La dernière de ces réunions s'est occupée, comme on le sait, de la question de l'institution des Corporations.

3) *Les Commissions spéciales permanentes* : Ces commissions se constituent pour étudier diverses matières de caractère général et d'ordre surtout technique. On a institué, par exemple, une commissions pour les échanges avec l'étranger, la politique douanière et les traités de commerce. Une autre commission créée s'occupe des questions du travail, de la coopération, de la prévoyance et de l'assistance sociale.

4) *Le Comité Corporatif central*. Il a pour mission de remplacer dans l'intervalle qui sépare ses réunions l'Assemblée Générale pour toutes les délibérations d'urgence. Il a encore la charge de donner son avis sur les questions concernant l'orientation politique de l'action

syndicale par rapport aux problèmes nationaux de production et aux buts moraux de l'organisation corporative.

C'était cet organe qui a discuté, le premier, la question de l'institution des Corporations, en mai 1933.

Les attributions du Conseil National des Corporations se distinguent en :

a) *Fonctions consultatives* : la loi, de 1930, art. 10, prévoit une série de cas dans lesquels le C. N. C. est appelé à donner son avis. Mais le même article cite aussi quatre cas où le Conseil doit être obligatoirement consulté.

b) *Fonctions réglementaires* : cette fonction comprend : 1) La formation de règles pour la coordination de l'activité en matière d'assistance, (exercée, par les associations syndicales légalement reconnues, par les institutions complémentaires et par les institutions corporatives) 2) La formation de règles pour la coordination de différentes réglementations des rapports de travail établis par les contrats collectifs etc. 3) La formation de règles à appliquer aux rapports économiques collectifs entre les différentes catégories de la production, représentées par les Associations syndicales légalement reconnues.

L'article 12 de la loi établit que l'exercice des fonctions, indiquées aux n^{os} 1 et 2 ci dessus est conféré, dans chaque cas particulier, au Conseil, par le chef du gouvernement; et celui des fonctions indiquées au n^o 3 est conféré au Conseil, par les associations intéressées, après avoir obtenu les autorisations nécessaires, et avec le consentement du chef du gouvernement.

c) *Pouvoir d'autorisation en matière de tarifs* : Les associations syndicales d'après l'article 11 de la loi de 1930, peuvent demander au C. N. C. la faculté de déterminer

les tarifs pour les personnes qu'elles représentent et d'édicter de réglemens professionnels ayant caractère obligatoire pour toutes les personnes de la catégorie.

D'après ce qui précède, on constate que parmi les fonctions du C. N. C. celle indiquée sous le n° 3 de la rubrique « Fonctions réglementaires » est la plus importante. Le Duce avait dit dans son discours par lequel il a inauguré le C. N. C. « Le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi est la clef de toute la loi, qui, uniquement à cause de ses trois lignes, mériterait la dénomination de révolutionnaire. Dans l'article 12 il y a la Corporation, comme l'Etat fasciste l'entend et la désire ».

Mais comme on l'a vu dans la section précédente, la Corporation a dû prendre en 1914 une nouvelle extension de ses attributions, de sorte que le « caractère révolutionnaire » de la loi de 1930 (art.12) pâlit devant la récente réforme.

III CONSEILS PROVINCIAUX DE L'ECONOMIE CORPORATIVE

Ce sont les organes locaux, siégeant au chef-lieu de chaque province. A l'origine, ils s'appelaient « Conseils Provinciaux de l'Economie » et leur rôle était purement consultatif. La loi du 18 avril 1926 (n° 731) qui les a institués les charge de représenter les intérêts des activités productives des provinces et d'assurer leur coordination et leur développement, en harmonie avec les intérêts généraux de l'économie nationale.

La nouvelle dénomination leur a été donnée par la loi du 18 juin 1931 (n° 875), qui d'une part prend le soin de recruter les membres de ces organes parmi les patrons et les ouvriers sur un pied d'égalité, et, d'autre part, élargit

leurs attributions. Ils deviennent les organes locaux corporatifs, pourvus des facultés de contrôle pour la coordination des activités productives et la conciliation des intérêts des catégories économiques (7).

La présidence est confiée au préfet de la province du Conseil. Les membres (patrons et travailleurs) sont désignés par les associations professionnelles de la province, légalement reconnues.

Chaque Conseil se divise en plusieurs sections (agrarie, industrielle, commerciale et maritime), dont le nombre et la nature dépendent du caractère de l'économie de la province.

La création des Corporations Nationales provoquera, sans doute des transformations remarquables en ce qui touche les Conseils en question. Il faudra préciser les rapports entre les Corporations et les Conseils Provinciaux, qui peuvent, convenablement modifiés, devenir les bureaux locaux de la Corporation Nationale (8).

IV. LES COMITÉS INTERSYNDICAUX

Ces comités sont des organes politiques locaux, institués par le Parti, pour contrôler les activités économiques des catégories productrices, et les coordonner pour mieux servir les intérêts généraux de la Nation. C'est une ébauche de Corporation provinciale. Chaque province a son Comité intersyndical qui est présidé par le Secrétaire fédéral, c'est à dire le représentant du Parti dans la province. Les représentants des plus importantes associations syn-

(7) BIAGI : *Attività sindacale e corporativa*, p. 21.

(8) FANELLI : *L'ordine economico corporativo*, p.

dicales de la province participent comme membres de ces organes. En 1927 on a créé, sur leur base, le Comité intersyndical central sous la présidence du secrétaire du Parti; ce dernier a discuté en 1927 sur la réduction des salaires et des prix (9).

La création du C. N. C., les nouvelles attributions des Conseils Provinciaux de l'Economie corporative et l'institution des Corporations ont retréci le domaine d'action des Comités Intersyndicaux. La sphère d'action qui leur reste est la préparation de l'élaboration des contrats collectifs de travail à caractère provincial, la surveillance des associations professionnelles et de leurs dirigeants etc.

Enfin il faut signaler le rôle des organes provinciaux du Parti, dans l'application des récents accords confédéraux qui se proposent de donner du travail à une partie des chômeurs, par la réduction des heures de travail etc.

(9) LE ROY : *La Charte du Travail en Italie sous le régime fasciste*, p. 40.

CONCLUSION

Il serait téméraire de vouloir conclure sur un sujet d'une telle actualité, qui au moment même où nous écrivons les dernières pages de notre ouvrage est en train d'évoluer. Pourtant nous nous croyons obligé d'accentuer en quelques lignes les raisons qui ont contribué à l'avènement du régime fasciste en Italie, la popularité dont il fut l'objet par la suite et le succès certain dont il peut s'enorgueillir.

Disons-le tout de suite : le monde civilisé est redevable au Fascisme, au même titre qu'aux Soviets, d'avoir voulu tenter une expérience dont les résultats auront profité à tous. Devant l'inquiétude, née de l'extraordinaire crise que le monde traverse depuis quelques années tous ceux, doctrinaires, écrivains, à qui incombe la lourde tâche de guider et d'éclairer les peuples, ont fait de leur mieux pour se montrer dignes de leur noble mission, en proposant des solutions que la conscience de chacun d'eux dictait. Mais la diversité des phénomènes économiques, le bouleversement général qu'une guerre désastreuse a occasionné et les multiples formes de la crise en question, qui n'est certes pas uniquement une crise économique, ont troublé les esprits. Le problème à l'heure actuelle ne comporte pas une seule solution, mais un remaniement profond de la structure de l'État, sous peine de voir s'écrouler l'œuvre que tant de générations ont contribué à créer.

Par une coïncidence curieuse il appartenait au même pays, qui, déjà quelques siècles auparavant, dota le monde de l'édifice du droit romain, de tenter la nouvelle expé-

rience dans le même cadre et sous le même ciel bleu, où les divins jurisconsultes proclamèrent le principe du « mien » et du « tien ».

Mais s'il est vrai que le Régime fasciste a regénéré l'Italie, ce fut avec le sacrifice des droits de l'individu, considérés jusqu'alors comme sacrés. Dans ces conditions le peuple italien n'aurait jamais suivi son grand animateur s'il n'avait pas la certitude que la récompense valait les sacrifices. « Une période historique énergiquement tendue vers l'idéal », disait M. Mussolini, dans son discours du 14 novembre 1933. Cet idéal, dans la doctrine fasciste, n'est autre que l'intérêt de la Nation, personnifiée par l'Etat. Quand on arrive à faire inculper dans l'âme du peuple la conviction que pour réaliser cet idéal ce sera avec l'abandon de tout principe personnel-égoïste, on pourra sans aucun heurt ou résistance possible, procéder à l'élimination successive de toutes ses prérogatives, droits, et prétentions, jusqu'alors reconnues et respectées. C'est que fit le Fascisme.

En se fixant comme but suprême la grandeur de la Nation-Patrie, le Fascisme subordonne à ce but toute manifestation de l'activité individuelle. Mais pour arriver à cette fin il fallait un pouvoir exécutif fort, débarrassé de toute entrave politique. La suppression des partis, par la création et la reconnaissance d'un seul Parti, le Parti National-Fasciste, élevé au point d'être confondu avec l'Etat lui même, fut la conséquence immédiate de cette conviction.

Au principe démocratique du suffrage universel a été substitué un système de représentation des intérêts économiques, qui ne répond toutefois pas à l'idéal de la représentation professionnelle à la manière dont ses théoriciens

l'entendaient, car il fut combiné avec la prédominance d'un seul parti politique. Les promesses de la création d'une Chambre purement Corporative, représentant les intérêts des « producteurs » par le remaniement radical de la Chambre actuelle, ne sont pour modifier essentiellement le fait de la dépendance étroite de la représentation corporative au Parti dominant. Le principe « tout le pouvoir au Fascisme » restera toujours une réalité.

Dans le domaine économique le principe dominant est la subordination de toute activité à l'Etat, secondé dans sa tâche par les producteurs, au sens large du mot. Mais la place exceptionnelle qu'occupe dans l'organisation corporative le chef du gouvernement et les membres du Parti, atténue sensiblement la position des « producteurs ».

Le principe n'en est pas moins posé et l'apport des producteurs dans l'hierarchie fasciste reste toujours appréciable. L'importance que le Régime attribue à l'élément travail, à qui il assure une représentation paritaire avec celle du patronat pour l'harmonisation des rapports économiques du pays, est louable de l'avis de certains économistes étrangers, qui attirent l'attention de leurs gouvernements respectifs à l'expérience fasciste, afin d'y puiser tous les exemples dignes d'être suivis.

La nécessité de remédier au chaos économique est de toute urgence; mais l'intervention étatique, avant d'entreprendre de résoudre ce problème, doit, avant tout, procéder au rétablissement de l'ordre économique intérieur. Le Corporatisme fasciste, en voulant établir cet ordre par l'autodiscipline des catégories productives, porte une sérieuse atteinte au principe du libéralisme économique.

Le système n'a pas uniquement la prétention de remédier aux maux qu'a accumulés l'anarchie économique,

mais il cherche à devenir le système économique de notre siècle et non un palliatif de circonstance : car, d'après M. Mussolini, c'est surtout après la crise qu'il faut veiller afin d'éviter le retour aux mêmes folies du passé.

La machine corporative fut mise en marche, d'après l'expression du Duce, en novembre 1934 seulement. Il serait, par conséquent, prématuré de vouloir porter un jugement par trop précipité. L'époque antérieure, malgré l'existence des organes corporatifs, est considérée comme une période précorporative, étant donné que ni les organes principaux, ni les prérogatives si étendues des organes existants, ni la préparation corporative des producteurs, n'y trouvaient place : cette dernière présupposait l'efficacité de rendement des organisations syndicales, qui est la base nécessaire de l'édifice corporatif tout entier.

La théorie est la pratique nous démontrent pourtant que, même dans le domaine économique, l'Etat-Parti reste le seul arbitre, secondé seulement, dans l'accomplissement de sa mission par les représentants des producteurs, organisés en syndicats, subordonnés aussi au pouvoir et au commandement de l'Etat, représenté par le chef du gouvernement; c'est lui qui garde le dernier mot chaque fois qu'il s'agit de concilier les deux thèses opposées, dont aucune n'aurait satisfait ses vues. En dictature, il est souvent facile d'élever en principe la volonté du Chef.

Souveraineté d'Etat, syndicalisme d'Etat et corporatisme d'Etat, voilà les traits essentiels de la structure politique, sociale et économique de l'Etat fasciste.

Vu : le Doyen de la Faculté,
E. ALLIX.

Vu : le Président de thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ACITO (A.). — *Corporazione e sindacato nella storia, nello Stato e nei Partiti*. Milan, 1925.
- ALPERT (P.). — *Economie organisée*. Paris, 1933.
- AMBROSINI (G.). — *Il Consiglio Nazionale delle Corporazioni*. Rome, 1930.
- *Il sindacalismo nella storia contemporanea*. Rome, 1928.
- AMBROSINI (V.). — *Economia e politica dello Stato corporativo*. Rome, 1933.
- AMOROSO (L.). — *La visione economica del Fascismo, dans Economia Politica Contemporanea*. Vol. II, p. 257-272. Padoue, 1930.
- ANGELINI (F.). — *L'organisation syndicale-corporative de l'agriculture en Italie* (Conférence à l'Institut des Hautes Etudes Agraires de la Sorbonne). Novembre, 1934.
- ANSELMi (A.). — *Il diritto corporativo italiano* (Conférence à Pérouse, 9 septembre 1933).
- ARENA (C.). — *L'espansione economica del regime corporativo*. Rome, 1929.
- *Corporazione ed espansione economica*. Rome, 1929.
- ARIAS (G.). — *L'Economia Nazionale Corporativa*. Florence, 1929.
- *Economia Corporativa*. Florence, 1930.
- *Diritto corporativo* (Cours 1932-33). Florence, 1933.
- *L'Italia e la crisi economica*. Florence, 1932.

- ASQUINI (A.), STOLFI (N.). — *Il nuovo diritto del lavoro nel sistema giuridico moderno*. Rome, 1927.
- BANDINI (L.), FAVILLI (M.). — *Elementi di economia politica e di diritto pubblico*. Florence, 1931.
- BARTHÉLEMY (J.). — *La crise de la Démocratie contemporaine*. Paris, 1931.
- BARTHÉLEMY (J.), DUEZ (P.). — *Traité de droit constitutionnel*. Paris, 1933.
- BASTIAN (M.). — *La réglementation des conflits du travail dans la législation fasciste*. Genève, 1933.
- BELLUZZO (G.). — *Economia fascista*. Rome, 1928.
- BIAGI (B.). — *Attività sindacale corporativa*. (Discours prononcé au Sénat le 3 avril 1933). Rome, 1933.
- *Lo Stato corporativo*. Rome, 1934.
- *Scritti di politica corporativa*. Rome, 1934.
- BODIN (Ch.). — *Economie dirigée, économie scientifique*. Paris, 1932.
- BODRERO (E.). — *La fine d'una epoca*. Bologna, 1933.
- BONCOUR (Paul). — *Le fédéralisme économique*, 2^e édition. Paris, 1901.
- BOREL. — *L'expérience corporative en Italie*. Lausanne, 1933.
- BORTOLOTTI (G.). — *Lo Stato fascista e la Nazione* (Contributo alla dottrina generale dello Stato). Rome, 1931.
- *Lo Stato e la dottrina corporativa* (Saggio di una teoria generale). Bologna, 1931.
- *Governanti et governati del nostro tempo* (Sociologia e politica fascista). Milan, 1933.
- *Politica corporativa*. Milan, 1934.
- *Diritto corporativo*. Milan, 1934.
- BOTTAI (G.). — *Il dirigente d'azienda in regime corporativo*. Rome, 1927.

- *La carta del Lavoro*. Rome, 1928.
- *Sviluppi dell'idea corporativa nella legislazione internazionale*. Livourne, 1928.
- *L'organisation corporative de l'Etat* (traduction de M. FERMAND). Paris-Bruxelles, 1929.
- *Esperienza corporativa*. Rome, 1929.
- *Il Consiglio Nazionale delle Corporazione*. Milan, 1933.
- BOURGEOIS (L.). — *Solidarisme*, 12^e édition. Paris, 1931.
- BROCARD, LANDAUER, HOBSON, LORWIN, DOBLET, SPIRITO. — *L'economia programmatica*. Florence, 1933.
- BROCARD (L.). — *Les conditions générales de l'activité économique*. Paris, 1934.
- BUOZZI-NITTI (V.). — *Fascisme et syndicalisme*. Paris, 1930.
- CAMPOGRANDE (V.). — *L'ordinamento dello Stato italiano fascista*. Turin, 1928.
- CARLI (F.). — *Promesse di Economia corporativa*. Pise, 1929.
- *Teoria generale dell'economia politica nazionale*. Milan, 1931.
- CARNAZZA (L.). — *I sindacati di Russia e di Germania. Il concetto e la funzione dei sindacati nello Stato fascista*. Catane, 1927.
- CARNELUTTI (F.). — *Sindacalismo*. Rome, 1927.
- *Teoria del regolamento corporativo dei rapporti del lavoro*. Padoue, 1928.
- CASO (G.). — *Dal sindacato di classe allo Stato corporativo. La cooperazione nell'economia corporativa*. Naples, 1929.
- CHIARELLI (G.). — *Lo Stato corporativo e la Carta del lavoro*. Tarente, 1929.
- *Il diritto Corporativo e le sue fonti*. Pérouse, 1930.
- CIOFFI (A.). — *Istituzioni di diritto corporativo*. Milan, 1933.
- COLONNA-TOSELLI. — *Corporativismo*. Novare, 1930.

CONFEDERAZIONE NAZIONALE FASCISTA DEGLI AGRICULTORI. . .

Dieci anni di attività sindacale. Rome, 1933.

CONGRÈS DES ÉCONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE. — *Economie libérale et économie dirigée.* Paris, 1933.

CORRADINI (E.). — *Il nazionalismo italiano.* Milan, 1914.

— *L'unità e la potenza delle Nazioni.* Florence, 1926.

CORSO (G.). — *Lo Stato fascista.* Rome, 1929.

COSTAMAGNA (C.). — *Teoria della corporazione fascista.* Rome, 1927.

— *Diritto corporativo.* Rome, 1928.

— *Elementi di diritto costituzionale corporativo fascista.* Turin, 1929.

CURCIO (C.). — *L'extraeconomicità dei sindacati.* Rome, 1927.

— *Politica corporativa.* Extrait de la revue *Lo Stato*, 1930.

— *Stato universale organico e Stato fascista.* Extrait de la revue *Lo Stato*, 1932.

D'ALBERCO (E.). — *Aspetti e tendenze della nuova politica economica dell' Italia.* Rome, 1929.

D'AMBROSIO (M.). — *Economia politica corporativa.* Rome, 1930.

D'ANDREA (U.). — *Corradini e nazionalismo.*

DEGLI ESPINOSA (A.). — *La forma e la sostanza dell'economia corporativa.* Florence, 1932.

DE MICHELIS (G.). — *L'Italia nell'Organizzazione Internazionale del Lavoro.* Rome, 1930.

— *La Corporazione nel mondo.* Milan, 1934.

DENDIAS (M.). — *Le problème de la Chambre haute et la représentation des intérêts*, thèse de doctorat. Paris, 1929.

DOCUMENTI PER LA STORIA DEL FASCISMO. — 1° *Relazioni e proposte della commissione per lo studio delle riforme*

costituzionali. Florence, 1932. — 2° *Le Corporazioni*. Rome, 1934.

DEVRIENT (R.). — *L'organisation syndicale et corporative en Italie*. Lausanne, 1931.

DYPEROUX (H.). — *La Charte du travail: Syndicats et Corporations dans l'Etat fasciste*. Paris, 1928.

ETUDES POLITIQUES ET SOCIALES, vol. XVI. — *Le Fascisme en Europe*. Bruxelles, 1931.

FACULTÉ DE DROIT DE TOULOUSE. — *Le syndicalisme moderne*. Toulouse, 1932.

FANELLI (G.). — *Saggi sul corporativismo fascista*. Rome 1933.

— *L'ordine economico corporativo*. Extrait du *Secolo Fascista*, septembre-octobre 1933.

FANTINI (O.). — *Il trattato di Versailles e la Carta del lavoro* (Conférence à l'Institut Fasciste de Culture de Pérouse), 18 avril 1929.

— *La politica economica del Fascismo*. Rome, 1929.

— *L'impresa economica nella vita moderna*. Naples, 1933.

FERRARI (F.-L.). — *Le régime fasciste italien*. Paris, 1928.

FERRERO (F.). — *Sul potere normativo del Consiglio Nazionale delle Corporazioni*. Pérouse, 1930.

FERRI (C.-E.). — *La corporatività*. Florence, 1932.

— *La corporatività nel sistema della scienza economica* (dans les *Annales de l'Université de Macerata*), 1933.

— *L'ordinamento corporativo dal punto di vista economico*. Padoue, 1933.

F'OVEL (M.). — *Economia e corporativismo*. Ferrare, 1929.

— *Struttura economica del salario corporativo*. (Extrait de la revue *Nuovi problemi di politica, storia ed economia*), 1933.

FRIED (F.). — *La fin du capitalisme*, traduction de l'allemand par Jean BRUNNEN. Paris, 1932.

FUCILE (E.). — *Le mouvement corporatif en Italie* (thèse de doctorat). Paris, 1929.

GANGEMI (L.). — *Finanza corporativa?* (extrait de la *Rivista di politica Economica*), 1929.

— *Principi della politica rurale e Stato corporativo*, dans Vol. II de l'*Economia Politica Contemporanea*, p. 273-287. Padoue, 1930.

— *Lineamenti di politica economica corporativa*. Catane, 1932.

GENTILE (G.). — *Origine e dottrina del Fascismo*. Rome, 1929.

GENTIZON (P.). — *Rome sous le faisceau*. Paris, 1933.

GIANTURCO (M.). — *L'Italia e l'organizzazione del lavoro*. Rome, 1929.

GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1926.

GIDEL (G.). — *Cours de doctorat*, 1933-34.

GRECO (P.). — *Il contratto collettivo del lavoro*, 1929.

GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*, 1930.

GUIDI (D.). — *Note di diritto corporativo* (Extrait de la Revue *Il diritto del lavoro*), 1928.

GUIGLIELMI (N.). — *La Corporazione integrale fascista*. Rome, 1933.

HOMÉZ (P.-F.). — *Antecedenti teorici del corporativismo italiano*. Rome, 1929.

JOUVENEL (Henry de). — *Pourquoi je suis syndicaliste*. Paris.

JOUVENEL (Bertrand). — *L'Economie dirigée*. Paris, 1928.

LABRIOLA (A.). — *L'Etat et la crise*. Paris, 1933.

- LAMA (E.). — *La cooperazione italiana nella dottrina e nella pratica*. Rome, 1932.
- LAPIDUS (I.) et OSTROVITIANOV (K.). — *Précis d'Economie politique. L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique*. Paris, 1929.
- LÉNINE (N.). — *L'Etat et la révolution*. Paris, 1925.
- LE ROY (E.). — *La Charte du travail en Italie sous le régime fasciste* (thèse de doctorat). Paris, 1928.
- LESCURE (J.). — *L'Etat fasciste dans la Revue de Paris*, 1929, p. 758-767.
— *Le nouveau régime corporatif italien. Cartels et Trusts*. Paris, 1934.
- LUCIANO (A.). — *Preliminari di diritto italiano*. Arezzo, 1931.
- LUCIUS (P.). — *La rénovation du capitalisme*. Paris, 1933.
— *Les révolutions du XX^e siècle*. Paris, 1933.
- LUDWIG (E.). — *Entretiens avec Mussolini*, trad. de Raymond Henri. Paris, 1932.
- MANOILESCU (M.). — *Le siècle du corporatisme*. Paris, 1934.
- MARAVIGLIA (M.). — *Alle basi del regime*. Rome, 1929.
- MARESCALCHI (A.). — *L'agricoltura nel anno decimo*. Rome, 1932.
- MARPICATI (A.). — *Nella vita del mio tempo*. Bologne, 1934.
- MARTIN-SAINT LÉON. — *Histoire des Corporations de métier*. Paris, 1922.
- MELE (D.). — *Realtà dell'economia corporativa*. Rome, 1930.
- MENEGAZZI (G.). — *Premesse alla politica del risparmio in regime corporativo*. Rome, 1932.
- MESTRE (A.). — *I limiti del sindacato contenzioso*, etc. dans *Studii in onore di O. Ranneletti*. Rome, 1931. Vol. II, p. 133-149.

MEZZETI (N.). — *Alfredo Rocco*. Rome, 1930.

MICELI (G.). — *Manuale di norme corporative*. Rome, 1928.

MICHELIS (R.). — *Il problema della popolazione*. Pérouse, 1929.

— *Quelques aspects de la vie économique en Italie* (communication à la Société d'Economie Politique, 5 avril 1929). *Journal des Economistes* du 15 avril 1929.

— *Introduzione alla storia delle dottrine economiche e politiche*. Bologne, 1932.

— *Economia volgare, economia pura, economia politica* (Extrait de la *Rivista di Politica Economica*), 1933.

MIELE (M.). — *Lo Stato corporativo e l'individuo*. Pise, 1932.

MINISTÈRE DES CORPORATIONS. — *Atti del primo convegno di studi sindacali e corporativi*. Vol. I-II. Rome, 1930.

— *Atti del secondo convegno di studi sindacali e corporativi*. Vol. I, II, III. Ferrare, 1932.

— *Le développement et l'activité de l'organisation corporative pendant les dix premières années de l'ère fasciste*. Rome, 1932.

— *I contratti collettivi del lavoro nel 1933*. Rome, 1934.

— *La Corporazione dello spettacolo nei tre primi anni del suo funzionamento*. Rome, 1934.

— *Istituzione delle Corporazioni*. Rome, 1934.

MITZAKIS (M.). — *Les grands problèmes italiens. L'économie, les finances et les dettes*. Paris, 1931.

MOLEROVITCH (M.). — *L'économie dirigée* (Thèse de doctorat). Paris, 1933.

MORTARA (G.). — *Prospettive economiche*. Milan, 1933.

MOSCA. (L.). — *Corso di diritto del economia*. Pise, 1932.

MUSSOLINI (B.). — *Discours, 1925-1930*.

— *La dottrina politica e sociale del Fascismo*. Rome, 1932.

- NAPOLITANO (G.). — *Corso di economia politica svolta sui principi della Carta del lavoro*. Rome, 1928.
- *Principi di economia corporativa*. Rome, 1930.
- *Le Corporazioni fasciste comme nuovi sentieri della economia*. Rome, 1933.
- NICOLETTI (N.). — *Le Fascisme contre le paysan*. Paris, 1929.
- NITTI (F.). — *Bolchevisme, fascisme et démocratie*. Paris 1926.
- NITTI (F.-F.). — *Nos prisons et notre évasion*. Paris, 1933.
- OLIVETTI (E.-M.). — *Sindacalismo nazionale*. Milan, 1927.
- OLIVETTI (A.-O.). — *Sindacalismo e fascismo*. Milan, 1928..
- OLIVIER-MARTIN. — *Histoire du droit français (Précis)*. Paris, 1932.
- *Cours de doctorat*, 1933-34.
- OUALID (W.). — *L'immigration ouvrière en France*. Paris 1927.
- *Cours de doctorat*, 1928-29, 1932-1933.
- *Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales*. Genève, 1926.
- PANUNZIO (S.). — *Che cos' il Fascismo*. Paris, 1924.
- *Il riconoscimento rivoluzionario dei sindacati*. Rome, 1927.
- *Il sentimento dello Stato*. Rome, 1929.
- *Il diritto sindacale corporativo*. Pérouse, 1930.
- *Popolo, Nazione e Stato*. Florence, 1933.
- PAPADIMITRIOU (C. B.). — *Le Fascisme et son œuvre, dans le journal « Scrip », 27 janvier 1926*.
- PARODI (R.). — *L'organisation professionnelle en régime fasciste (thèse de doctorat)*. Grenoble, 1933.
- PASQUALI (U.). — *Mussolini e la politica finanziaria del primo decennio*. Rome, 1932.
- PAVESI-MAZZINI. — *Economia corporativa e dottrine realiste*. Bologne, 1928.

PERGOLESI (F.). — *La Magistratura del lavoro*, 1928.

PERROUX (F.). — *Contribution à l'étude de l'économie et des finances de l'Italie depuis la guerre*. Paris, 1929.

PETRONE (C.). — *L'ordinamento corporativo nello Stato fascista*. Rome, 1932.

PINO-BRANCA (A.). — *La funzione sociale delle Corporazioni nella storia*. Padoue, 1930.

PIGHETTI (G.). — *Sindacalismo fascista*. Gênes, 1924.

PIROU (G.). — *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Paris, 1925.

— *Georges Sorel (1847-1922)*. Paris, 1927.

— *Léon Duguit et l'économie politique*. Paris, 1932.

— *La crise du capitalisme*. Paris, 1934.

— *Le corporatisme*. Paris, 1934.

PIROU, SOMBART, DURBIN, PATERSON, SPIRITO. — *La crisi del capitalismo*. Florence, 1933.

POLITICA SOCIALE (Publication de la). — *Consiglio Nazionale delle Corporazione*, 1930-1932.

PRELOT (M.). — *La théorie de l'Etat dans le droit fasciste (dans les Mélanges R. Carré de Malberg)*. Paris, 1933, p. 433-466.

PREZZOLINI (G.). — *La teoria sindacalista*. Naples, 1929.

PUJO (B.). — *Dix ans de fascisme*. Paris, 1933.

RAZZA (L.). — *La Corporazione nello Stato fascista*. Rome, 1933.

RIVA (LUISA). — *Salario minimo e salario corporativo*. Rome, 1931.

ROCCA (M.). — *Le Fascisme et l'antifascisme en Italie*. Paris, 1930.

ROCCO (A.). — *Economia liberale, economia socialista et economia nazionalista*. Rome, 1914.

- ROCCO (A.), CARLI (F.), etc. — *Nazionalismo economico* (III^e Congrès de l'Association Nazionaliste). Milan, 1914.
- ROCCO (A.). — *Valore storico della dottrina fascista* (Conférence à Pérouse, 1925).
- *La trasformazione dello Stato*. Rome, 1927.
- RONCHI (E.). — *Economia liberale, economia socialista, economia corporativa*. Rome, 1932.
- *Mussolini economista della Nazione*. Rome, 1932.
- *La politica economica e finanziaria del primo decennio*. Rome, 1932.
- ROSENSTOCK-FRANCK (L.). — *L'Economie corporative fasciste en doctrine et en fait*. Paris, 1934.
- ROUX (G.). — *L'Italie fasciste*. Paris, 1932.
- SABATINI (C.-A.). — *I salari minimi nel sistema corporativo*, 1931.
- SACERDOTI (P.). — *L'associazione sindacale nel diritto italiano*. Rome, 1928.
- SERPIERI (A.). — *Problemi della terra nell' economia corporativa*. Rome, 1929.
- SFORZA (Comte) : *Les bâtisseurs de l'Europe moderne*. Paris, 1931.
- *Dictateurs et dictatures d'après guerre*. Paris, 1931.
- SFORA (W. C.). — *Corso di diritto corporativo*, 2^e édition. Padoue, 1932.
- SILLANI (T.). — *L'Etat Mussolinien et les réalisations du Fascisme en Italie* (études et documents réunis et présentés par T. Sillani, préface de M. Ch. Benoist). Paris, 1931.
- SOLMI (A.). — *La genesi del Fascismo*. Milan, 1933.
- SOREL (G.). — *L'avenir socialiste des syndicats*. Paris, 1901.

- SOMBART (W.). — *L'apogée du Capitalisme*, tomes I, II, traduction de M. S. Jankélévitch. Paris, 1932.
- SPIRITO (U.). — *La critica de l'economia liberale*. Milan, 1930.
— *I fondamenti dell'economia corporativa*. Milan, 1932.
— *Capitalismo e corporativismo*. Florence, 1933.
- TABACCO (V.). — *La responsabilità sindacale*. Portomaggiore, 1930.
- TARISSI (G.). — *L'ordinamento corporativo e le fonti del diritto commerciale*. Rome, 1933.
- TEILHAC (E.). — *Les fondements nouveaux de l'Economie*. Paris, 1932.
- TEMPLE (P.). — *L'Etat corporatif italien. Sa doctrine, son organisation au point de vue social et économique* (thèse de Montpellier). Lyon, 1930.
- TRENTIN (S.). — *L'aventure italienne*. Paris, 1928.
- TUFATI (A.), BOTTAI (G.). — *La Carta del lavoro*. Rome, 1929.
- VALDOUR (J.). — *La doctrine corporative*. Paris, 1929.
- VITO (A.). — *Alle fonti del corporativismo italiano*. Rome, 1928.
- VOLPICELLI (A.). — *Corporativismo e scienza giuridica*. Florence, 1934.
- VOLPE (G.). — *Lo sviluppo storico del Fascismo*. Palerme, 1928.
- WEINIGER (A.). — *L'organisation syndicale et corporative italienne, thèse de doctorat*. Paris, 1934.
- WOOD. — *La politique d'émigration de l'Italie* (thèse de doctorat). Paris, 1930.
- ZANGARA (V.). — *I sindacati e lo Stato*. Rome, 1929.
— *Rivoluzione sindacale*. Rome, 1927.
— *La dottrina sindacale e corporativa nel diritto pubblico italiano*. Rome, 1932.

REVUES FRANÇAISES

Revue d'Economie Politique.

Revue Economique Internationale (Bruxelles).

Revue Politique et Parlementaire.

L'Année politique française et étrangère.

Annales d'histoire économique et sociale.

Revue d'études coopératives.

L'Europe nouvelle.

REVUES ITALIENNES

Critica fascista.

Costruire.

Diritto del lavoro.

Economia.

Giornale degli economisti.

Nuovi studi di diritto di politica e di economia.

Riforma sociale.

Rivista di politica economica.

Rivista Internazionale di scienze sociali e discipline ausiliari.

Rivista Internazionale di filosofia del diritto.

Sindacato e Corporazione.

Lo Stato.

Stirpe.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
<i>Preliminaires</i> : Le mouvement fasciste	9

PREMIERE PARTIE

L'ÉCONOMIE CORPORATIVE DANS L'ÉTAT FASCISTE

CHAPITRE I

L'État fasciste et sa doctrine

§ 1. — Nationalisme italien et Fascisme	15
§ 2. — Fascisme et régime libéral démocratique	19
§ 3. — Le pouvoir exécutif dans l'Etat fasciste	22
§ 4. — La Chambre Corporative	25
§ 5. — Le parti National-Fasciste et le Grand Conseil du Fascisme	30
§ 6. — La Charte du Travail	33

CHAPITRE II

L'Économie corporative

SECTION I

<i>Caractères généraux</i>	39
§ 1. — La subordination de l'économique au politique	39
§ 2. — La fonction « corporative » de l'Etat fasciste	41
§ 3. — Le Corporatisme comme nouveau système économique	43

SECTION II

<i>Le Nationalisme économique</i>	46
§ 1. — Les idées économiques des nationalistes italiens et leur adoption par le Fascisme	46
§ 2. — Le « bien-être » individuel et la « conscience corporative »	49
§ 3. — Appréciation du Nationalisme économique du Fascisme	52
§ 4. — Le problème de la population dans le Corporatisme italien	54
§ 5. — Le Fascisme contre l'émigration	58
§ 6. — L'expansion économique	63
§ 7. — La politique douanière	65

SECTION III

<i>Le solidarisme économique</i>	68
--	----

SECTION IV

<i>Le productionnisme</i>	74
§ 1. — Le travail comme devoir social	75
§ 2. — Les matières premières	79
§ 3. — L'agriculture	81
§ 4. — La bonification intégrale	84
— § 5. — La bataille du blé	89
§ 6. — La concentration des entreprises	92
§ 7. — La position des petites entreprises et la coopération sous le régime fasciste	96
§ 8. — Institutions fascistes pour l'encouragement de l'épargne	100
§ 9. — La stabilisation monétaire et l'Institut d'émission	104
§ 10. — La lutte contre la vie chère et l'organisation de l'exportation	105

SECTION V

<i>L'Economie contrôlée</i>	107
§ 1. — L'économie corporative comme une forme de l'économie dirigée	107
§ 2. — Le contrôle et la nécessité d'un programme dans l'économie corporative	113
§ 3. — L'initiative individuelle	117
§ 4. — La propriété privée	125

DEUXIEME PARTIE

L'ORGANISATION SYNDICALE ET CORPORATIVE

CHAPITRE I

L'organisation syndicale

SECTION I

<i>Le syndicalisme en Italie</i>	133
§ 1. — Appréciations générales sur le syndicalisme	133
§ 2. — Le syndicalisme italien avant le Fascisme	137
§ 3. — Le syndicalisme fasciste	139
§ 4. — Syndicalisme fasciste et syndicalisme révolutionnaire	141

SECTION II

<i>La loi syndicale de 1926 et la réforme de 1934</i>	145
§ 1. — La loi de 1926 et la partie de la Charte relative aux syndicats. Les « non-producteurs »	145
§ 2. — Conditions de la reconnaissance juridique des syndicats	147
§ 3. — Le rôle du gouvernement et la différence entre la législation française et celle du Fascisme	152
§ 4. — Le principe syndicaliste fasciste en comparaison avec le principe de la liberté syndicale	154
§ 5. — Le syndicalisme fasciste dans les discussions du Bureau International du Travail	156
§ 6. — Attributions des syndicats légalement reconnus	158
§ 7. — Les Fédérations et les Confédérations fascistes	162
§ 8. — La réforme syndicale de 1934	164

SECTION III

<i>Les moyens de réalisation des vues du syndicalisme fasciste</i>	168
§ 1. — Le contrat collectif de travail	169
§ 2. — Le salaire corporatif	172
§ 3. — L'interdiction de la grève et du lock-out	180
§ 4. — La Magistrature du travail	

SECTION IV

<i>L'œuvre sociale du régime</i>	187
§ 1. — Contenu de la Charte du travail au point de vue de la politique sociale	187
§ 2. — Les travaux publics et les bureaux de placement	190

CHAPITRE II

L'organisation corporative

SECTION I

<i>La Corporation</i>	197
§ 1. — Phase syndicale et phase corporative. Les trois grandes questions posées	197
§ 2. — La loi du 5 février 1934 « sur l'institution et les fonctions des Corporations »	205
§ 3. — Les fonctions de la Corporation	208
§ 4. — Les décrets de mai-juin 1934 sur la création de 22 Corporations	211
§ 5. — Comparaison de la Corporation fasciste avec le syndicat ordinaire, le syndicat mixte, la Corporation du Moyen-âge, l'organe bureaucratique et le Cartel	219

SECTION II

<i>Les organes corporatifs</i>	226
§ 1. — Le Ministère des Corporations	226
§ 2. — Le Conseil National des Corporations	228
§ 3. — Les Conseils provinciaux de l'Economie corporative	233
§ 4. — Les Comités intersyndicaux	234
Conclusion	237
Bibliographie	241
Table des matières	255

Imprimerie spéciale de la LIBRAIRIE LIPSCHUTZ
